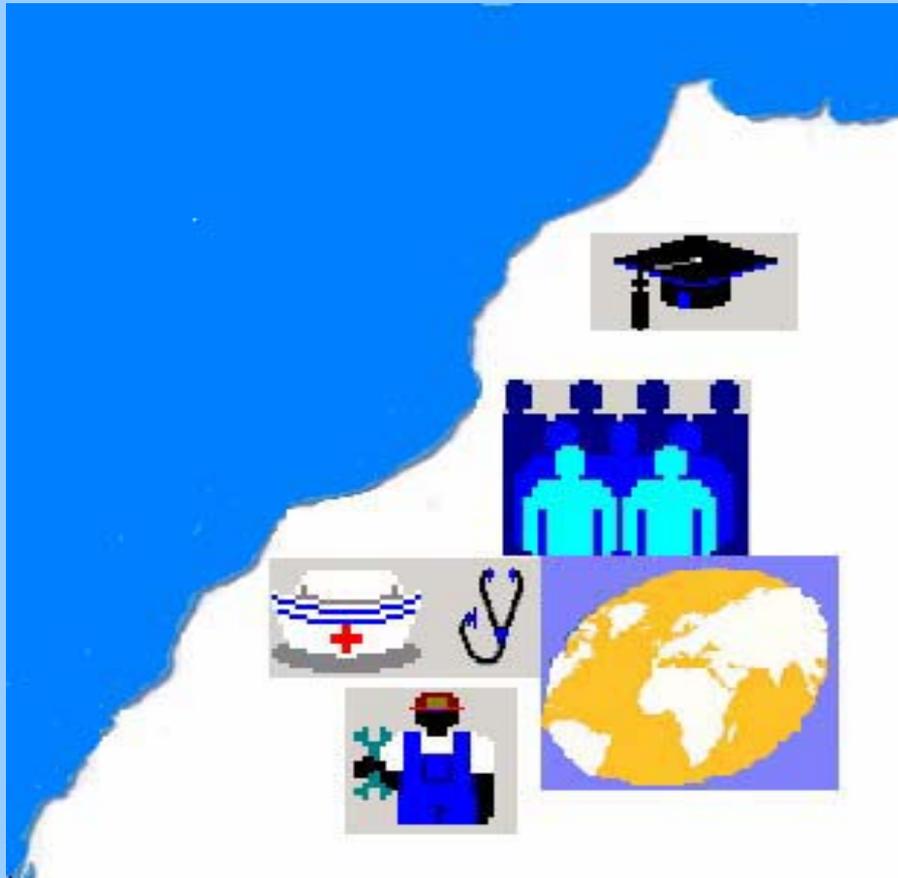


*Royaume du Maroc*



*Direction des Etudes et des Prévisions  
Financières*



## **Tableau de bord social**

# SOMMAIRE

## **Note de présentation**

<b>Population et ménages.....</b>	<b>1</b>
Synthèse des premiers résultats du RGPH-2004	
Indicateurs relatifs à la population	
Indicateurs relatifs aux ménages	
<b>Activité, emploi et chômage.....</b>	<b>10</b>
Indicateurs relatifs à l'activité	
Indicateurs relatifs au chômage	
Indicateurs relatifs à l'emploi	
<b>Education et formation.....</b>	<b>20</b>
Indicateurs relatifs à l'enseignement public et privé	
Taux brut et taux net de scolarisation	
Taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus	
Indicateurs relatifs à la formation professionnelle	
<b>Santé et prévoyance sociale.....</b>	<b>27</b>
Indicateurs de couverture de la santé publique	
Indicateurs de mortalité et de santé reproductive	
Indicateurs de prévoyance sociale	
<b>Niveau de vie.....</b>	<b>34</b>
Indicateurs relatifs aux revenus et aux dépenses	
Coefficients budgétaires et indicateurs de pauvreté	
<b>Habitat et conditions d'habitation.....</b>	<b>36</b>
Indicateurs sur l'habitat et les conditions d'habitation	
<b>Comparaisons internationales.....</b>	<b>38</b>

## **Note de présentation du tableau de bord social**

Le développement économique d'un pays a longtemps été mesuré sur la base des indicateurs économiques seulement, tels le PIB, le PNB ou leur taux de croissance. Cependant, les expériences de développement à travers le monde ont révélé qu'une croissance économique forte ne signifiait pas systématiquement le développement. La notion de bien être des populations doit également être considérée, et de là découle la nécessité de mesurer et de suivre les indicateurs sociaux pour en apprécier l'évolution et pouvoir établir des comparaisons internationales.

Dans ce cadre, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF) a mis au point un tableau de bord social en 1997 qui retrace l'évolution d'indicateurs se rapportant aux domaines de la population, de l'activité, de l'éducation, de la santé et de la prévoyance sociale, ainsi que des conditions de vie (niveau de vie et équipement de base).

Ce tableau de bord présente également une comparaison de quelques indicateurs sociaux du Maroc avec un échantillon d'économies émergentes.

La présente note, se rapportant à la huitième édition dudit tableau de bord, fait ressortir les principales tendances des indicateurs sociaux au cours des dernières années : instruments d'évaluation et de suivi des réalisations et des progrès accomplis dans la voie du développement social. Ces indicateurs permettent aussi le suivi de la tendance des caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population marocaine dans le but d'adapter ou de réorienter les programmes de développement conformément aux besoins réels de cette population.

S'inspirant du projet de Loi de Finances 2004, les grandes orientations de la politique sociale s'articulent, entre autres, principalement autour des axes prioritaires suivants :

- La poursuite de la politique de proximité, de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales et géographiques et ce, en mettant l'accent sur la lutte contre l'analphabétisme, l'amélioration des prestations des services sociaux, le renforcement de l'action des organismes de promotion sociale et la promotion de l'emploi, en particulier, des jeunes.
- La dynamisation des réformes structurelles surtout dans le domaine de l'habitat avec la nouvelle stratégie visant la résorption du déficit en logement et l'éradication des bidonvilles et de l'habitat insalubre. Celle-ci s'appuie essentiellement sur la promotion de la production de logement et sur le soutien au niveau de la demande.

Le présent tableau de bord, sur la base de données chiffrées\*, tente de voir dans quelles limites les objectifs escomptés ont été réalisés.

---

\* produites essentiellement par le Haut Commissariat au Plan, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, et le Ministère de la Santé Publique.

## 1. Population et ménages

### *Population selon le RGPH de 2004*

Selon les premiers résultats du recensement général de la population et de l'habitat organisé par le Haut Commissariat au Plan en septembre 2004, le Maroc compte aujourd'hui 29.891.708 habitants. Le nombre de résidents urbains est passé de 13.429.658 à 16.463.634 personnes entre les deux recensements soit une augmentation globale de 3.033.976 personnes. La population rurale, quant à elle, ne s'est accrue durant la période intercensitaire que de 784.015 personnes, passant de 12.644.066 à 13.428.074.

Le taux d'accroissement démographique annuel moyen qui s'en dégage est de 1,4 % contre 2,1 % entre 1982 et 1994. Ceci s'explique par le changement du comportement des Marocains au cours de cette dernière décennie. Le taux de fécondité a baissé pour plusieurs raisons : hausse de l'âge au premier mariage, chômage, utilisation des moyens contraceptifs...

Cette évolution a induit des mutations structurelles importantes au niveau de la pyramide des âges de la population :

- ✓ Baisse de la part des moins de 15 ans : 29,6% en 2004 contre 37% en 1994 et 42,2% en 1982.
- ✓ Hausse du poids de la population en âge d'activité (15 à 59 ans) : 62,7% en 2004 contre 55,9% en 1994 et 51,7% en 1982.
- ✓ Stagnation du poids de la population des jeunes (15 à 24 ans) : 21,0% en 2004 contre 20,8% en 1994 et 1982.
- ✓ Légère augmentation de la part des personnes âgées de 60 ans et plus : 7,7% en 2004 contre 7,1% en 1994 et 6% en 1982. Ceci peut être expliqué par l'amélioration de la couverture médicale et des conditions de vie.

Il s'en suit une régression significative du rapport de dépendance<sup>1</sup> de 93,3% en 1981 à 78,8% en 1994 et à 59,4% en 2004.

La croissance démographique en milieu urbain est plus rapide qu'en milieu rural, avec des taux moyens respectifs de 2,1% et 0,6% entre les recensements 1994 et 2004. Ceci induit une hausse du taux d'urbanisation<sup>2</sup> qui est passé de 41,1% en 1980 à 51,4% en 1994 et à 55,1% en 2004.

S'agissant des étrangers qui sont selon les premiers résultats du recensement 2004 de l'ordre de 51.435, le haut-commissaire au Plan souligne que ce chiffre n'inclut pas les diplomates, ni les personnes qui n'étaient pas présentes lors de la période du recensement et dont les consulats ne disposaient pas d'informations suffisantes.

---

<sup>1</sup> Rapport entre l'effectif des individus d'âge inactif (défini par les classes de moins de 15 ans et 60 ans et plus) et celui des individus potentiellement productifs (d'âge 15 à 59 ans).

<sup>2</sup> Rapport entre l'effectif de la population urbaine et celui de la population totale.

L'examen de l'évolution de la population des principales villes du pays durant la dernière décennie montre que certaines grandes villes semblent ne plus être attractives, malgré leur poids économique ou administratif. C'est le cas notamment de Rabat dont la population s'est pratiquement stabilisée depuis 1994, et de Casablanca qui, avec un taux d'accroissement démographique de 0,8 % ne semble plus susciter l'engouement des migrants, et de Safi et Khouribga avec des taux respectifs de 0,8 % et 0,9 %.

La distribution régionale est marquée par la concentration de près du tiers de la population dans trois régions : le Grand Casablanca avec ses 3,6 millions d'habitants (12,1 %), Souss- Massa -Draa et Marrakech-Tensift-Al Haouz avec 3,1 millions chacune (10,4 %). Le reste est réparti selon des proportions variant de 0,3 % à 8,3 %. Près d'un Marocain sur 10 vit dans la préfecture de Casablanca. Kénitra, El Jadida et Marrakech sont trois provinces dont la population dépasse le million. Aousserd est la province la moins peuplée (20513 personnes).

Ces modifications de la structure de la population méritent d'être considérées dans l'élaboration des politiques de développement du pays, par l'établissement de mesures spécifiques de prise en charge des personnes âgées dont la part augmente de manière significative, et par la prise en compte dans les politiques de l'emploi de l'accroissement important de la population active d'autre part.

### ***Ménages***

Malgré la baisse relative du taux de fécondité, la taille des ménages n'a que légèrement diminué au niveau national : 5,3 personnes par ménage en 2003 contre 5,8 en 1994. En milieu rural, cet indicateur s'est même stabilisé autour de 6,6 personnes par ménage depuis 1994, et en milieu urbain, il a baissé de 5,2 à 4,7. Les projections du CERED estiment la taille moyenne des ménages marocains en 2010 à 4,9 personnes (4,4 en milieu urbain et 6,1 en milieu rural).

La croissance annuelle moyenne de l'effectif des ménages est plus rapide en milieu urbain (4,4% l'an entre 1995 et 2003) qu'en milieu rural (0,04% l'an), du fait d'un accroissement naturel plus important en milieu urbain et de l'exode rural.

### ***Nuptialité et fécondité***

L'accès croissant à la scolarisation et à la formation, ainsi que les mutations économiques de ces dernières années, ont eu pour conséquence l'augmentation du taux de célibat, particulièrement pour les femmes: de 25,6% à 35,8% respectivement en 1982 et en 1998<sup>3</sup> contre 41% et 47,7% pour les hommes. Le taux de célibat le plus important est enregistré dans la catégorie des jeunes (15 à 24 ans) sous l'effet du prolongement de la durée des études, et est plus important en milieu urbain (90,2% en 1998) qu'en milieu rural (83,2% la même année). Ceci s'explique par le recul de l'âge au premier mariage de plus de 4 ans entre 1982 et 1998, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. En 2000, Cet indicateur est plus élevé en milieu urbain (28,5 ans pour les femmes et 32,2 ans pour les hommes) qu'en milieu rural (29,9 ans pour les hommes et 25,7 ans pour les femmes).

---

<sup>3</sup> Les données sur la nuptialité et la fécondité relatives à 1998 proviennent des résultats de l'étude « Femmes et Hommes au Maroc : analyse de la situation et de l'évolution des écarts dans une perspective genre » réalisée par la Direction de la Statistique.

Les changements de comportement de la nuptialité se traduisent par une baisse de la natalité. En effet, le taux brut de natalité<sup>4</sup> est passé de 37,2‰ en 1982 à 24,2‰ en 1994 et à 20,1‰ en 2003<sup>5</sup> au niveau national. En milieu rural, cet indicateur a baissé de 18,4 points entre 1982 et 2003 pour atteindre 21,8‰ en fin de période, contre une baisse de 13,2 points en milieu urbain où il se situe à 18,6‰. Cette différence peut être imputée à l'importance de l'exode rural des jeunes.

Le recul de l'âge moyen au premier mariage a également fait chuter le taux de fécondité générale<sup>6</sup> des femmes âgées de 15 à 19 ans de 68,2‰ en 1982 à 10,3‰ en 1998. Les mariages précoces reculent et accusent un taux faible à la faveur de l'éducation des femmes et de leur implication dans le marché de l'emploi.

Ces évolutions ont abouti à la baisse de l'indice synthétique de fécondité de 5,5 enfants par femme en 1982 à 2,5 sur la période 2001-2003. Cet indice reste plus élevé en milieu rural (3,0 enfants par femme) qu'en milieu urbain (2,1 enfants par femme).

## **2. *Activité, chômage et emploi***

### ***Population active***

Les forts taux de croissance démographique depuis 1950 jusqu'au début des années 1990 (2,5% en 1955, 2,8% en 1960, 2,6% en 1980 et 1,9% en 1994) ont entraîné une augmentation du rythme de progression de la population active âgée de 15 ans et plus, passant de 3,0% en moyenne par an entre 1982 et 1994 à 3,3% entre 1995 et 2002. En 2003, cette population a atteint 10 902 000 personnes, soit une hausse de 5,0% par rapport à 2002. Cette sensible augmentation de l'offre de travail s'explique essentiellement par une importante mobilisation des aides familiales en milieu rural (+11,7%, soit environ 274 000 personnes dont 66,6% de femmes). Le taux d'activité s'est, par conséquent, accru de 1,2 point, passant de 50,7% à 51,9 % entre les deux années. Hormis les adultes urbains de sexe masculin, pour lesquels une quasi stagnation (-0,1%) a été observée toutes les autres catégories de la population ont connu une augmentation de leur taux d'activité, avec une hausse maximale enregistrée pour les femmes rurales(+4,6%).

### ***Emploi***

En 2003, la population active occupée totale atteignait 9,6 millions de personnes, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,9% depuis 1982. Cette croissance a été plus rapide pour les femmes (4,2% par an) que pour les hommes (2,5% par an).

Les évolutions démographique, économique et sociale ont induit des changements de structure de la population active occupée par âge. La part des moins de 15 ans en milieu urbain s'est réduite de 3,4% en 1982 à 0,9% en 2003, particulièrement pour les filles (de 9% en 1982 à 1,1% en 2003) grâce aux efforts de scolarisation des enfants et de lutte contre le travail des mineurs. En milieu rural, et malgré la baisse enregistrée de 11,0% à 5,7% entre 1982 et 2003, cette part reste importante pour les filles (8,3% en 2003).

---

<sup>4</sup> Nombre de naissances vivantes pour 1000 femmes.

<sup>5</sup> Projections du CERED.

<sup>6</sup> Nombre de naissances des femmes d'un certain âge rapporté au nombre total des femmes du même âge.

La catégorie des jeunes âgés de 15 à 24 ans a également diminué de 21,1% en 1984 à 15,1% en 2003 en milieu urbain. La part la plus importante reste celle des actifs de 25 à 44 ans qui représentent 58,2% de la population active occupée. On note également une légère réduction de la part des travailleurs de 60 ans et plus de 5,1% en 1984 à 4,4% en 2003 pour le milieu urbain.

La population active occupée est à majorité peu qualifiée, puisque 70,6% des travailleurs n'ont aucun diplôme et 13,3% ont le niveau de formation deuxième cycle de l'enseignement fondamental en 2003. En milieu urbain, la part de la population occupée sans diplôme est de 51,6% en 2003 contre 68,2% en 1985. Ceci dénote une orientation progressive vers une meilleure formation des ressources humaines.

L'évolution de la structure de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle montre une baisse de la part des salariés de 45,4% en 1982 à 38,1% en 2003 au niveau national, alors que la part des aides et apprentis a augmenté de 24,3% en 1982 à 30,7% en 2003. Ceci montre une précarisation plus forte du travail. La part des employeurs a stagné autour de 2% (2,5% en 2003).

Le secteur privé est le principal employeur avec une part de 89,8% en 2003 des emplois au niveau national contre 10% pour le secteur publique.

En milieu urbain, la part des salariés a atteint 60,8% en 2002, soit un recul de plus de 6 points depuis 1982. Cette baisse n'est cependant enregistrée que pour les hommes, puisque la part du salariat dans la population féminine occupée a augmenté de 66% en 1982 à 75,9% en 2002. Au cours de cette période, la part des aides familiaux et apprentis dans l'emploi féminin urbain a baissé de 15,5% à 6,5%, alors que celle des indépendantes est passée de 5,3% à 14,9%.

En milieu rural, le salariat a baissé, passant de 28,4% en 1982 à 17,0% en 2002. La part des salariés dans la population occupée féminine est passée de 13,4% à 4,9%, ce qui a réduit le salariat féminin au niveau national de 41% à 33,4% entre 1982 et 2002. La catégorie des aides familiaux et apprentis représente 53,2% de la population occupée totale en milieu rural et 84,4% de l'emploi féminin rural en 2002.

Au niveau de la structure de l'emploi par groupe de professions en milieu urbain, la catégorie des membres du corps législatif, des élus et des dirigeants administratifs ou d'entreprises privées a vu sa part se réduire de 2,4% en 1994 à 2,0% en 2003. La proportion des exploitants (agricoles, pêcheurs ou forestiers) en milieu rural a augmenté durant la même période de 14,3% à 22,1%. On peut noter également que la part des ouvriers et manœuvres qualifiés a progressé de 21,2% à 31,3% au niveau national, et s'est réduite de 3,5% à 3,0% en milieu urbain durant la même période.

Malgré les avancées réalisées dans le domaine de la participation à la prise de décision, l'étude genre souligne que l'accès des femmes aux postes de responsabilité et à la prise de décision dans le public reste limité.

La répartition de la population active occupée par branche d'activité économique en milieu urbain montre une baisse de la part de l'industrie manufacturière de 6,7 points entre 1982 et 2002 pour se situer à 21,4%. L'administration générale emploie également une proportion plus faible de la population occupée en 2002 (9,9%) qu'en 1982 (18,5%). La branche des services<sup>7</sup> qui offre de nouveaux métiers plus diversifiés, a par contre connu une progression de 11 points, se situant à 26,0% en 2002 pour devenir le premier secteur d'emploi en milieu urbain.

Notons aussi l'importance du secteur informel dans le marché du travail : il s'agit, en effet, d'un secteur qui participe fortement à l'offre d'emplois et qui joue un rôle important dans la lutte contre le chômage, particulièrement celui des actifs sans diplôme ou des détenteurs d'un diplôme de niveau moyen. Telles qu'elles ont été définies par l'enquête nationale sur le secteur informel auprès des ménages (ENSI), les unités de production informelles fournissent au total 1901947 emplois (1999/2000), contribuant ainsi pour : 46,8% à l'emploi non agricole hors administration et collectivités locales ; 39,0% à l'emploi non agricole total et 20,3% à l'emploi total.

En termes de volume, les actifs occupés du secteur informel sont plus nombreux en zones urbaines qu'en zones rurales (72,7% contre 27,3%). Cependant, la part de l'activité informelle dans l'emploi non agricole est plus prépondérante en zones rurales : 54,9% des actifs occupés non agricoles en milieu rural sont dans l'informel contre seulement 35,1% dans les villes. Par ailleurs, les activités informelles occupent plus les hommes que les femmes puisque 82,9% des travailleurs informels sont des hommes.

Dans une perspective genre, il ressort de l'étude réalisée par la Direction de la Statistique<sup>8</sup>, que les femmes représentent 26,6% en 2003 de la population active totale. Les femmes marocaines ont réussi, dans une certaine mesure, à intégrer le marché de l'emploi, tant au niveau du secteur privé que dans l'administration publique. Cependant, et malgré les avancées réalisées, l'analyse montre que l'implication des femmes dans l'activité économique reste encore limitée : en 2003, le taux d'activité des femmes au niveau national est de 27,3% contre 77,4% pour les hommes. En milieu urbain, les femmes subissent le chômage plus intensément que les hommes (25,8% contre 17,4%) quel que soit le niveau d'instruction.

### ***Chômage***

En 2002, le chômage concerne 11,6% de la population active nationale, soit une baisse de 0,9 point par rapport à 2001 et de 4,4 points par rapport à 1995.

En 2003, le taux de chômage a atteint 11,9% et demeure préoccupant. Par ailleurs, tous les pronostics avaient prévu, il y'a une année, une embellie du marché de l'emploi. Les analystes avaient parié sur une baisse du taux de chômage à 11%. Or au quatrième trimestre 2003, et contrairement à toutes les attentes, le taux s'établit à 12,8%. Il en ressort, que la population active en chômage s'est accrue de 63000 personnes, soit un rythme de progression de 4,8% par rapport au même trimestre de l'année 2002 et le nombre de chômeurs a atteint 1,37 million contre 1,31 million une année auparavant. A l'origine de cette hausse, selon le Haut Commissariat au Plan, un décalage entre l'offre et la demande d'emplois. Mais

---

<sup>7</sup> Elle contient les services de répartition, restauration et hôtellerie, services fournis aux entreprises, services personnels et domestiques et les services sociaux fournis à la collectivité.

<sup>8</sup> L'étude « Femmes et Hommes au Maroc : analyse de la situation et de l'évolution des écarts dans une perspective genre » réalisée par le Haut Commissariat au Plan et présentée le 18 et 19 mars 2003.

également le manque de réformes structurelles à même de diversifier et consolider le tissu industriel.

En ville, le taux de chômage est passé de 18,3% à 19,3% (soit une hausse de 1,0% entre 2002 et 2003). A la campagne, il est passé de 3,9 à 3,3% (soit une baisse de 0,3% entre-temps) et ce, grâce à une pluviométrie et une campagne agricole jugée favorable. En outre, selon le Haut Commissariat au Plan, l'économie nationale a créé près de 426.000 postes de travail, soit 150.000 en zone urbaine et 277.000 en milieu rural ce qui justifie l'augmentation de la population active âgée de 15 ans et plus de près de 5%, que ça soit en ville ou à la campagne, part rapport à 2002 (soit une hausse de 4,6% et 5,5% respectivement). Par ailleurs, le niveau de l'emploi rémunéré créé (+156 000 postes) n'a pas conduit à un recul du chômage en 2003.

Ainsi, l'effectif des chômeurs s'est accru de 96.000 personnes (+8,0%), passant de 1.203.000 à 1.299.000 chômeurs entre 2002 et 2003. Cette augmentation est la résultante d'une hausse importante du nombre des chômeurs dans les villes (+108 000), amortie par un léger recul relevé dans les campagnes (-12 000). En plus, la pression démographique est de plus en plus importante.

### **3. Education et formation**

#### ***Enseignement et alphabétisation***

En 2003-2004, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche scientifique a utilisé les moyens matériels et humains disponibles et a fait participer et mobiliser les différents acteurs et partenaires des horizons éducatifs, économiques et sociaux en vue de la réalisation des objectifs de scolarisation définis dans la charte nationale de l'éducation et de la formation. Cet effort a eu un impact positif sur les différents cycles d'enseignement et a contribué notablement à activer le rythme des réalisations dans le secteur de l'éducation et de la formation.

Ainsi, l'effectif global des élèves scolarisés dans les cycles d'enseignement primaire, secondaire collégial et secondaire qualifiant est passé entre les années scolaires 2002-2003 et 2003-2004 de 5.780.234 à 5.834.888 élèves et de 2.654.392 à 2.689.075 élèves pour les filles, réalisant respectivement un accroissement relatif de 1% et de 1,3%. Quant à l'indice de parité entre sexe, il se situe à 0,87.

Les effectifs des élèves scolarisés dans l'enseignement primaire public et privé ont atteint 4,07 millions d'élèves en 2003-2004 enregistrant une baisse de 31.000 élèves en comparaison avec l'année écoulée. Ce léger recul observé avec des proportions variées dans près de 13 régions du royaume est à attribuer à plusieurs facteurs dont notamment d'une part, la baisse des nouveaux inscrits en 1<sup>ère</sup> année primaire de la tranche d'âge 7ans et plus évaluée à 14.000 élèves et d'autre part, à l'augmentation du taux d'admission de la 6<sup>ème</sup> année primaire à la 1<sup>ère</sup> année du secondaire collégial par rapport à l'année écoulée et qui s'est traduite par une croissance des admis de 24.200 élèves.

L'effectif de l'enseignement préscolaire moderne et coranique (ouvert principalement aux enfants de la tranche d'âge 4-5ans) a enregistré un léger recul, inhérent principalement à la baisse de l'âge d'inscription en première année primaire qui a été ramené à 6ans. Cette baisse pourrait être aussi imputée au fait que l'effectif des enfants facilement scolarisables à

pré-scolariser serait absorbé et qu'il faut à présent prendre des dispositions spécifiques pour couvrir les tranches restantes difficilement accessibles. Cette légère baisse est caractérisée par des taux de scolarisation qui sont passés de 55,5% en 2001-2002 à 51,7% en 2002-2003 et à 50,1% en 2003-2004.

Le taux net de scolarisation dans le premier cycle fondamental en milieu urbain s'est amélioré de 54,4% à 92,2% entre 1990/1991 et 2003/2004. Cette hausse a été plus importante pour les filles, dont le taux net de scolarisation a augmenté de 52,2 points au cours de cette période pour se situer à 89,4%.

L'analyse de l'évolution des indicateurs de l'enseignement montre une amélioration de l'accès de la population rurale à l'éducation, qui se traduit par les éléments suivants :

- ✓ Une augmentation de la part des élèves du milieu rural dans le total de la population scolarisée<sup>9</sup> dans le secteur public de 29,4% en 1990/1991 à 40,7% en 2002/2003. Cette augmentation est beaucoup plus marquée au premier cycle fondamental qui voit sa part évoluer de 40,1% à 51,6%. Néanmoins, on note une nette diminution en 2003-2004 (avec une part du rural dans la population scolarisée de 36,5% et de 45,9% dans le premier cycle fondamental). Cette situation serait due au fait que la marge à scolariser, constituée d'enfants qui résident dans les zones enclavées ou qui appartiennent à des catégories sociales défavorisées, est difficilement accessible.
- ✓ Une amélioration du taux net de scolarisation du premier cycle fondamental de 39% en 1990/1991 à 87,8% en 2003/2004.
- ✓ Une régression du taux d'analphabétisme des plus de 10 ans de 8,5 points en l'espace de 4 ans pour s'établir à 66,9% en 1998.

La part du secteur privé dans l'enseignement a peu progressé au cours des dix dernières années, passant de 3,1% en 1990/1991 à 4,8% en 2003/2004. L'Etat supporte donc la majeure partie de l'effort financier de l'enseignement, et cette forme de « subvention » profite à l'ensemble de la population. Cependant, dans le cadre de la généralisation de l'enseignement et d'un ciblage optimal des dépenses de l'Etat vers les populations les plus démunies, l'enseignement privé est appelé à connaître un développement important au cours des prochaines années.

Par branche d'enseignement, on note un surplus de filles dans la branche littéraire. En effet, le ratio filles/garçons est de 1,08 en 2002-2003 (contre 1,07 en 1993-94). En revanche, pour les branches scientifiques, ce ratio est de 0,73 en 2002-2003 contre seulement 0,49 en 1993-94. Quant à la part des filles, elle est de 47,2% pour l'ensemble du secondaire contre 51,8 pour les lettres, 42,2 pour les sciences et seulement de 31,9% pour les branches techniques.

Notons, que malgré les progrès remarquables qui ont été observés sur la voie de l'égalité entre les sexes en ce qui concerne l'accès à l'éducation à tous les niveaux, on se heurte encore à de nombreux obstacles:

---

<sup>9</sup> La population scolarisée concerne ici l'enseignement fondamental et secondaire public.

- L'accès des filles à l'école et à la formation professionnelle, particulièrement en ce qui concerne les filières techniques, malgré l'égalité de droit, est encore faible.
- Les taux d'analphabétisme élevés des femmes persistent. En 1999, près de 6 femmes sur 10 étaient analphabètes et plus de 34% des filles âgées de 7 à 12 ans en milieu rural étaient non scolarisées.

Afin d'améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre l'analphabétisme, les pouvoirs publics ont augmenté les ressources humaines et financières affectées aux programmes d'alphabétisation et ont renforcé le système de partenariat avec l'ensemble des intervenants à l'échelle nationale et régionale. L'objectif est d'alphabétiser un million de bénéficiaires par an à moyen terme dans un souci d'éradiquer l'analphabétisme en 2010 au lieu de 2015 initialement prévu.

Ainsi, une campagne d'envergure a été lancée, en mai 2003, sous le nom de « Massirat Anour » au profit de 570 000 personnes. Elle repose sur une collaboration soutenue entre les départements ministériels, les associations professionnelles et la société civile. Le plan d'action est décliné en trois périodes. L'objectif, à court terme, est de ramener le taux de 48% à 35% à la fin 2004. A moyen terme, moins de 20% des Marocains seraient analphabètes. A long terme, il s'agit d'éradiquer quasi-totalement l'analphabétisme. On note que quelque 720.000 personnes ont bénéficié de la campagne nationale de lutte contre l'analphabétisme « Massirat Anour » depuis le début de l'année scolaire 2003-2004. Ils seront, selon les prévisions, un million en 2004-2005. Ainsi, toutes les dispositions ont été prises cette année pour le bon déroulement de l'opération "Massirat Annour", à travers notamment l'élaboration d'une carte provinciale de la lutte contre l'analphabétisme. Cette dernière permettra de cibler les opérations d'alphabétisation et de dresser la liste des moyens disponibles.

On note aussi que le gouvernement a pris un ensemble de mesures pratiques visant à garantir les conditions de réussite de la campagne :

- Le rôle des Académies et des délégations du MENJ sera renforcé dans le cadre des actions de promotion de la décentralisation et de la déconcentration.
- Des cellules chargées de la lutte contre l'analphabétisme et de la promotion de l'éducation non formelle seront créées au niveau des académies.
- Des commissions provinciales mixtes procéderont à la sélection des associations devant s'inscrire dans le processus de partenariat et participer au suivi de la campagne.
- Un service chargé de la lutte contre l'analphabétisme et de l'éducation non formelle sera mis en place au niveau des académies régionales et des délégations du MENJ à partir de 2004.

S'agissant de la formation professionnelle, l'OFPPPT offre aujourd'hui aux jeunes plus d'opportunités de formation via un projet ambitieux d'optimisation et de développement de son dispositif de formation qui portera sa capacité d'accueil à 133.000 jeunes en 2007-2008. Ainsi, la rentrée 2003-2004 a été marquée par le démarrage de 5 nouveaux établissements de formation, l'extension de 2 autres centres et la création de 10 nouvelles filières, ce qui a porté le nombre de stagiaires du secteur public à 126.027, avec une diversification de l'offre de formation consistant en une palette de filières de formation de durées différentes qui varient entre 6 mois et deux ans et des approches et méthodes pédagogiques diversifiées.

D'autres mesures ont été prises pour faire de la formation professionnelle un choix sûr. Il s'agit entre autres de la mise en place d'espaces d'accueil au niveau de chaque établissement de formation, animés par une équipe dont la mission principale est d'aider le candidat à choisir la formation répondant au mieux à ses aspirations et à ses besoins spécifiques. Une révision des modalités d'accès selon chaque niveau est également entreprise à travers la simplification des procédures d'admission pour assurer un meilleur service aux candidats potentiels. La qualité de la formation sera également soutenue par la diversification et le développement des modes de formation, notamment la formation alternée, la formation par apprentissage et la formation itinérante.

S'agissant de l'Education non formelle, un peu plus de 141.000 bénéficiaires dont près des deux tiers de filles (65,3%). C'est le bilan du programme de l'éducation non formelle (ENF) sept ans après sa mise en place. Les enfants en situation de travail (41.346) sont en première ligne de la population à laquelle profite ce programme. Ils sont suivis par ceux des centres de sauvegarde (1708) et les enfants de la rue (1503). Notons que, 1,5 million d'enfants âgés de 9 à 15 ans (population cible) sont toujours hors du circuit éducatif et ne bénéficient d'aucune instruction. Le taux de réalisation à ce jour n'atteint même pas les 10%.

Rappelons que ce programme de l'ENF, conçu en mai 1997, constitue une deuxième chance pour la population cible. Ainsi après une, deux ou trois années d'études et selon le profil d'entrée, l'assiduité et le niveau d'acquisition des connaissances, les bénéficiaires peuvent être réinsérés soit dans les centres de formation professionnelle, soit dans le système scolaire formel, soit encore dans la vie active.

### ***Ressources financières***

L'amélioration des résultats de la politique de scolarisation a nécessité des efforts d'investissement du Ministère de l'Education Nationale (MEN). En effet, la part de ce Ministère a augmenté de 8,9% en 1990 à 9,3% en 2003 dans le budget d'investissement de l'Etat. Les dépenses totales<sup>10</sup> de ce département ont également augmenté en pourcentage du PIB de 5,2% à 6,5% entre 1990 et 2003

## **4. Santé et prévoyance sociale**

### **4.1. Santé**

#### ***Encadrement sanitaire et santé de base***

L'encadrement sanitaire, mesuré par le nombre d'habitants par médecin, a beaucoup évolué au cours des vingt dernières années, passant de 11000 à 1603 entre 1980 et 2003 grâce au renforcement de l'effectif des médecins à un rythme de 10,8% l'an. Cette progression a été plus importante pour le secteur privé qui représente plus de la moitié du corps médical depuis 1995. On note également une baisse du nombre d'habitants par infirmier de 1225 à 1145 entre 1982 et 2003.

Des efforts importants ont été déployés pour étendre l'offre en soins de santé par l'augmentation du nombre d'établissements sanitaires au rythme de 3,4% par an entre 1980 et 2003, ce qui a permis de ramener le nombre d'habitants par établissement de 17092 à 12241

---

<sup>10</sup> Dépenses de fonctionnement + dépenses d'investissement

entre 1980 et 2003. Cependant, le nombre d'habitants par lit a augmenté de 794 à 1146 au cours de cette période.

Les indicateurs d'offres de soin de santé de base ont ainsi enregistré des avancées notables :

- Dans le cadre de l'amélioration des conditions sanitaires de la population, et à travers de vastes campagnes publiques de vaccination, le taux de couverture vaccinale contre les six maladies principales (Tuberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite et rougeole) a atteint 89,0% en 2003 chez les enfants de 12 à 23 mois.
- Le taux de prévalence contraceptive pour les femmes mariées a progressé de 35,9% en 1987 à 63,0% en 2003, soit un gain de 27,1 points en l'espace de 16 ans. L'écart entre milieu urbain et rural reste toutefois important, avec 65,5% pour les femmes urbaines contre 59,7% pour les femmes rurales.
- La sensibilisation au concept de maternité sans risque a permis l'augmentation de la part des accouchements surveillés de 26% en 1987 à 63,0% en 2003.

Les efforts publics en matière de santé ont ainsi réduit le taux brut de mortalité de 8,2‰ en 1987 à 5,6‰ en 2002, et augmenté l'espérance de vie à la naissance de 59,1 ans en 1980 à 70,3 ans en 2002. Cet indicateur a enregistré une amélioration plus importante pour les femmes que pour les hommes : en 1980, il était de 58 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. Vingt deux ans plus tard, l'espérance de vie est respectivement de 68,3 ans et 72,4 ans.

La mortalité infantile, grâce à l'amélioration des services de santé et particulièrement aux campagnes de vaccination, a nettement chuté : elle est passée de 83,4‰ et 81,4‰, durant la période 1977-1986, à 39,1‰ et 37‰, durant la période 1992-1997, respectivement pour les garçons et les filles. Puis, la mortalité infantile est restée plus ou moins la même pour la période 1999-2003 (40‰), et c'est la mortalité néonatale (au cours du premier mois suivant la naissance) qui reste l'obstacle majeur à une baisse plus importante de la mortalité des enfants au Maroc.

On note, que le plan d'action sanitaire 2003-2007, adopté par le gouvernement, s'articule autour de trois grands axes à savoir: la consolidation des acquis, la rationalisation de l'utilisation des ressources et la réponse aux nouvelles demandes, notamment le renforcement des programmes de prévention et de prise en charge des maladies chroniques, le développement des capacités d'intervention du ministère de la santé face aux risques et maladies émergentes et le renforcement du réseau hospitalier. On note aussi que, dans le cadre de l'amélioration de la couverture médicale à toutes les catégories de la population marocaine, celle-ci passera de 15% à 30% en l'an 2004. Il s'agit d'une étape première qui permettra de réfléchir par la suite à la manière idéale pour restructurer le système de santé au Maroc et proposer des solutions aux insuffisances de performance de plusieurs programmes et à la sous utilisation d'un grand nombre de services.

### ***Ressources financières***

L'amélioration des indicateurs sanitaires a nécessité l'augmentation de la part des dépenses d'investissement du Ministère de la Santé dans le budget d'investissement de l'Etat de 2,7% en 1990 à 4,9% en 2003. La part des dépenses de fonctionnement de ce département

dans le budget de fonctionnement de l'Etat est de 5,4 en 2003. Les dépenses publiques totales de santé par habitant ont enregistré une nette amélioration en l'espace de 13 ans, passant de 75,3 dirhams en 1990 à 179,4 dirhams en 2003.

#### **4.2. Prévoyance sociale**

Les résultats des caisses de prévoyance diffèrent selon la population bénéficiaire :

- La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), obligatoire et réservée aux salariés du secteur privé, enregistre le nombre de cotisants le plus élevé par rapport aux autres caisses. Cet effectif a progressé de 3,8% par an entre 1982 et 2003, et la proportion des femmes est passée de 16,3% en 1984 à 30,7% en 1998 et à 32,2% en 2003.
- La Caisse Marocaine de Retraite (CMR) qui couvre tous les salariés de la fonction publique, voit la progression de ses effectifs se ralentir de 8,9% par an entre 1982 et 1990 à 1,2% par an entre 1991 et 2003.
- La Caisse interprofessionnelle marocaine des retraites (CIMR) comptait, en 2003, 3.738 entreprises adhérentes, 408.946 affiliés actifs et ayants droit et 90.305 retraités. Le montant total des contributions encaissées par la CIMR s'élevait à 2,5 milliards de DH et le total des pensions servies était de 1,8 milliard de DH.

On note que le diagnostic des caisses de retraite a montré l'urgence d'une réelle mise à niveau. D'abord, l'augmentation du nombre des retraités par rapport aux citoyens actifs. Auparavant, 12 fonctionnaires actifs payaient pour 1 retraité. Aujourd'hui, le rapport est de 12 actifs pour 5 retraités, et la situation est appelée à empirer avec l'augmentation du nombre des retraités et le recours de plus en plus aux programmes de départs volontaires.

#### **5. Niveau de vie**

L'évolution du revenu par habitant, appréhendé par le PIB par tête aux prix constants, montre un ralentissement, eu égard à la fréquence élevée de la sécheresse, de la progression annuelle qui est passée de 2,5% entre 1984 et 1990, à 0,7% l'an entre 1991 et 2003. En terme nominal, le revenu<sup>11</sup> moyen par habitant s'est établi en 2003 à 15003 Dirhams.

Cette évolution s'est traduite par une baisse du rythme de progression des dépenses de consommation par ménage en terme nominal de 10,2% par an entre 1985 et 1991 à 2,7% par an entre 1991 et 2003. En milieu urbain, ces dépenses se sont accrues de 2,4% par an contre 1,8% en milieu rural au cours de la période 1991-1998. Cette progression inégale a creusé légèrement l'écart des dépenses entre les deux milieux : le rapport des dépenses moyennes de consommation entre les deux milieux a évolué de 1,9 en 1985 à 2 en 1991. Ces inégalités se sont maintenues au même niveau entre 1991 et 1998.

La pauvreté a reculé de manière significative au Maroc. C'est le constat fait par l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses de ménages effectuée en 2000/2001. Ainsi, on notera, au niveau national, que la pauvreté de masse qui a prévalu, entre 1960 et 1970, s'est réduite pour devenir une pauvreté relative s'établissant à 17,8% en 2001 contre

---

<sup>11</sup> Il s'agit du revenu national brut disponible par habitant.

19% en 1999. On note aussi que la pauvreté, malgré sa tendance baissière, est plus prononcée dans le milieu rural que dans les villes (28,2% contre 9,6% en 2001).

La pauvreté recule mais, au delà de cette amélioration, les chiffres donnés par la carte de la pauvreté élaborée par le Haut Commissariat au Plan cachent des disparités entre le milieu rural et le milieu urbain ou encore entre les catégories sociales. Ainsi, on apprend que les 50% des ménages les plus pauvres ne réalisent que 24% de la masse globale des dépenses. Pire, les 10% des ménages marocains les moins aisés représentent aujourd'hui 2,53% de la masse totale des dépenses des ménages.

A l'autre extrémité, les 10% des ménages les plus aisés pèsent, pour leur part, 29,7%. En d'autres termes, les 10% les plus riches dépensent presque 12 fois ce que dépensent les 10% les plus pauvres. L'autre aspect inquiétant de ces disparités est le contraste entre les villes et les campagnes. Premier constat : l'écart entre le milieu rural et le milieu urbain s'est dangereusement creusé en l'espace de 40 ans. Sur la base de l'enquête sur les dépenses des ménages 2000/2001, il ressort que le taux de pauvreté dans les campagnes qui est de 28,8% représente plus de 3 fois celui des agglomérations qui est de 9,6%. Alors qu'en 1960 ce rapport n'était que de 1,4 fois et de 2 fois en 1985.

Une nouvelle approche de la politique la lutte contre la pauvreté s'impose. Il s'agit de mettre en place des projets d'investissements créateurs d'emplois et de richesse, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de promouvoir le marché de l'emploi. Outre la gratuité de l'enseignement et des services de santé pour les plus démunis, l'action publique de lutte contre la pauvreté devra se baser sur des mécanismes institutionnels d'assistance aux personnes défavorisées et la protection de leur pouvoir d'achat.

Notons enfin qu'en 2005, avec les résultats du recensement général de 2004, il y'aura une nouvelle carte de la pauvreté, actualisée et plus détaillée puisqu'elle donnera les taux de pauvreté pour pas moins de 37.000 districts, soit pratiquement une carte de la pauvreté par quartier.

## **6. Equipements de base**

L'année 2004 sera assurément celle de l'habitat. La promotion du logement social et la lutte contre l'habitat insalubre et anarchique sont les priorités fixées par le gouvernement de Sa Majesté le Roi. En effet, les ressources du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme ont augmenté cette année de 50%, 3400 ha de foncier sont mobilisés et les fonds de garantie sont installés. Le programmes de production de 100 000 unités d'habitat social chaque année constitue un des objectifs essentiels de la politique du gouvernement pour la période 2003-2007. Ainsi, à fin 2003, sur les 410 projets recensés, 70 ont été débloqués totalisant 23 949 lots et 18641 logements pour un coût global d'environ 5,5 milliards de DH. Il a été procédé également à l'extension du champ d'application de la loi sur le micro-crédit au financement du logement, à l'examen de la mise en place des mécanismes de l'épargne logement dans le cadre d'une réflexion globale sur la réforme de l'épargne et à la relance de l'habitat locatif.

Dans ce cadre, un projet de création d'une agence chargée de l'intermédiation et de la garantie des loyers est en cours d'étude ; la révision des normes de l'habitat social en vue d'assurer une meilleure adéquation des produits aux capacités contributives des ménages cible; l'instauration d'un nouveau cadre contractuel avec les intervenants et les professionnels de la construction et de la promotion immobilière afin de permettre leur adhésion aux nouvelles orientations et enfin, l'ouverture des encouragements et aides de l'Etat, à des acteurs plus nombreux, particulièrement la petite et moyenne entreprise ce qui permet de créer un cadre transparent favorisant le professionnalisme et limitant les effets néfastes des activités informelles et illégales. Ces mesures et réformes sont à même d'assurer une réduction substantielle du coût de production du logement social et de drainer de nouveaux investissements pour le secteur et d'assurer un large impact sur les autres secteurs économiques.

En matière d'habitat insalubre, les dimensions alarmantes enregistrées dans plusieurs de nos villes (40% de l'habitat au Maroc est insalubre, 4 millions d'habitants vivent dans ces bidonvilles, soit 270.000 ménages) ont amené le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme à adopter une nouvelle approche de lutte contre ce type d'habitat. Celle-ci sera basée sur trois fondements à savoir la concurrence et l'engagement des communes, des régions et des autorités locales; l'implication des ménages concernés à travers les associations et les amicales de quartiers et enfin l'intervention de l'Etat qui privilégiera les communes qui maîtriseront le développement de l'habitat insalubre et qui prennent part aux programmes de résorption. Cette approche trouve ses fondements dans les Hautes Directives Royales contenues dans le discours d'Al Hoceima du 25/03/2004.

S'inspirant du même discours, et en vue de concrétiser les instructions royales, le Ministère chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme a préparé un projet de loi visant à renforcer le système coercitif des actes illégaux, à criminaliser les infractions et responsabiliser tous les acteurs de la gestion urbaine dans le but de mettre un terme aux abus qui sont à la base de la prolifération des bidonvilles et de l'habitat non réglementaire.

Pour faciliter la mise en place de ce projet, des mesures d'accompagnement sont également prévues. Il s'agit notamment du projet d'amnistie urbaine qui vise à légaliser les quartiers d'habitat clandestin, en les raccordant au réseau de l'eau potable, d'électricité et à tous les équipements publics.

De même, la mise en place du guichet unique dans les différentes Agences Urbaines est en cours en vue de limiter le délai d'obtention de l'autorisation de construire à 15 jours au maximum.

S'agissant de la stratégie du ministère en faveur du monde rural, elle consiste à proposer aux citoyens ruraux qui le demandent des plans gratuits autorisés et à fournir également conseil et assistance technique. Elle concerne toute construction ne dépassant pas les 150 m<sup>2</sup>, dans tout le périmètre rural. Il s'agit en somme d'encadrer les populations rurales en terme de construction pour améliorer leur cadre de vie et minimiser les drames à l'image de la catastrophe de Al Hoceima.

Concernant le programme national de routes rurales (PNRR), Les opérations lancées depuis 1995 (PNRR-1), totalisent jusqu'au fin novembre 2002 un linéaire de 7651 km. on note aussi que le ministère de l'Équipement et du Transport a réalisé en 2002 une étude qui a permis d'inventorier un réseau de 48.200 km de pistes rurales. L'étude a défini également un taux d'accessibilité rurale par province qui a permis de présélectionner un programme prioritaire (PNRR-2) portant sur la réalisation de 150.000 km entre 2005 et 2015 avec un rythme de 1500 km par année. Ce programme vise en premier lieu, à réduire les disparités entre provinces en matière de dessertes rurales et en second lieu, à améliorer l'accessibilité globale de la population rurale afin d'atteindre un taux de 80% vers 2015.

A fin 2003, un budget d'environ 12,3 milliards de dirhams a été engagé par l'ONE pour électrifier 13.235 villages ruraux, ce qui correspond à 989.946 foyers, soit 6.434.000 habitants ruraux. Ainsi, le taux d'électrification rurale qui était de 18% en 1995 a atteint 62% en fin 2003.

Le PERG, programme d'électrification rurale global, a été approuvé en Conseil de Gouvernement en Août 1995 et mis en oeuvre à partir de 1996.

Suite au succès qu'a connu le PERG et pour répondre à la forte demande de la population, l'ONE a procédé en fin 2002 à une accélération du rythme de ce programme pour généraliser l'accès à l'électricité dans le monde rural à l'horizon 2007 au lieu de 2010 prévu initialement.

A fin 2007, le PERG se traduira par l'électrification de 34.400 villages dont plus de 28.000 raccordés au réseau national et par l'accès à l'électricité pour 12 millions de citoyens en milieu rural pour un budget global de l'ordre de 20 milliards de dirhams. Cet objectif sera réalisé à hauteur de 91% en recourant à l'électrification par raccordement au réseau et à hauteur de 7% à travers l'électrification décentralisée, principalement au moyen de kits photovoltaïques.

Quant à l'accès au réseau d'eau potable en milieu rural, le programme de généralisation de l'alimentation en eau potable (PAGER) entamé en 1995 conjointement entre l'ONEP et la Direction Générale de l'Hydraulique et avec la participation des usagers, a permis d'accroître la proportion de la population bénéficiant de l'eau potable de 37% en 1998 à 50% en 2002 et 62% en 2003. Il convient de noter que grâce au (PAGER), plus de 7000 localités, soit près de 3,5 millions d'habitants, ont actuellement accès à l'eau potable dans des conditions convenables, notamment :

- Les corvées d'eau ont été nettement réduites, sinon supprimées dans les douars qui ont été dotés de branchements particuliers ;
- Une nette diminution de l'incidence des maladies hydriques a été observée, cela concerne notamment les foyers où se développait le choléra ;
- Pendant la dernière période de sécheresse l'impact sur l'approvisionnement en eau potable des populations n'a pas été ressenti avec autant de gravité que pendant les années de sécheresse du début des décennies 1980 et 1990 ;
- Le PAGER a eu un impact très positif sur la scolarisation des enfants, et principalement des petites filles, traditionnellement chargées des corvées d'eau ;

- Le PAGER a surtout permis d'instaurer, parmi les populations, une dynamique de participation aux projets bénéfiques au développement rural ;
- Comme conséquence également, grâce au millier de projets lancés chaque année, des dizaines de petites entreprises ont été créées dans les diverses branches d'activité ( puits, génie civil, équipements en moyens de pompage), et l'ingénierie nationale a été impliquée dans toutes les études générales et de conception des projets du PAGER.

## **7. Comparaisons internationales**

La comparaison des indicateurs sociaux du Maroc a été effectuée avec ceux d'un échantillon de dix pays émergents<sup>14</sup> : Chili, Corée, Indonésie, Irlande, Malaisie, Mexique, Pologne, Portugal, Tunisie et Turquie. Cette comparaison a fait ressortir diverses constatations.

Concernant la démographie, le taux d'accroissement naturel est élevé au Maroc par rapport aux autres pays de l'échantillon (1,3% entre 2002 et 2003), ce qui le situe à la 3ème place après la Malaisie (2,1%) et la Turquie (1,6%). Ceci implique une population relativement jeune et une faible proportion des personnes âgées de 65 ans et plus (4,4% pour le Maroc contre 15,3% pour le Portugal et 12,6% pour la Pologne en 2003).

Malgré les efforts importants pour réduire le rythme des naissances, l'indice synthétique de fécondité est de 2,8 enfants par femme en 2002, situant le Maroc en deuxième position après la Malaisie (2,9 enfants par femme), alors qu'en Pologne cet indice n'est que de 1,3 enfant par femme.

Concernant les conditions de vie, l'encadrement médical (appréhendé par le nombre d'habitants par médecin) reste insuffisant (2174 habitants par médecin) et situe le Maroc à l'avant dernière position avant l'Indonésie (6250 habitants par médecin) sur la période 1990-1999. Le Portugal et la Pologne viennent aux premiers rangs avec 321 et 424 habitants respectivement par médecin. Les dépenses de santé publique en pourcentage du PIB, de l'ordre de 5,1% en 2001 pour le Maroc, placent celui-ci au même rang (8ème) que pour l'encadrement médical. Ce ratio se situe à 9,2% pour le Portugal et à 7% pour le Chili.

Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est important en comparaison avec les pays de l'échantillon, malgré une amélioration sensible par rapport à l'année précédente : 43,0 pour 1000 naissances vivantes en 2002 contre 72,0 en 1997. En 2002, il est de l'ordre de 5,0‰ pour la Corée et de 6,0‰ pour l'Irlande et le Portugal.

L'espérance de vie à la naissance pour le Maroc est de 70,3 ans en 2002 contre 66,7 pour l'Indonésie, 75,7 pour le Portugal et 76,9 ans pour l'Irlande.

Le taux net de scolarisation au premier cycle fondamental est de 84,6% en 2000 au Maroc, alors qu'il dépasse 97% pour presque tous les pays de l'échantillon. Les dépenses de l'éducation nationale montent à 5,5% du PNB en 2000, plaçant le Maroc dans la tranche moyenne de l'échantillon. Ce ratio est de 6,8% pour la Tunisie contre 3,5% pour la Turquie et 3,8% pour la Corée.

---

<sup>14</sup> Les comparaisons ont été basées sur les rapports de développement humain (PNUD) : de 1998 à 2003. les données signalées sur une période se rapportent à la dernière année disponible sur cette période. Les données concernant le Maroc ont été mises à jour sur la base des dernières informations disponibles.

Il faut noter que les performances du Maroc dans le domaine de l'éducation considérées dans les rapports du PNUD ne reflètent pas les efforts entrepris par les pouvoirs publics au cours des deux dernières années pour la lutte contre l'analphabétisme et la généralisation de l'enseignement, puisque les données les plus récentes datent de 1999. L'indicateur de scolarisation est par ailleurs relatif au taux de scolarisation combiné de la population âgée de 6 à 22 ans, alors que les efforts de l'Etat se concentrent davantage sur le cycle fondamental (de 6 à 15 ans).

La période prise en compte dans le rapport du PNUD ne permet pas non plus de mesurer l'impact des chantiers sociaux mis en place par les pouvoirs publics au cours des dernières années.

Le Maroc s'est en effet fixé l'horizon 2010 pour réduire le taux d'analphabétisme à 20% (contre 48,3% actuellement) et 2015 pour éradiquer totalement ce fléau. En 1998, le taux d'analphabétisme des « 10 à 14 ans » était de 25,3% et celui des « 15 à 24 ans » de 35,7%, soit à un niveau proche de la valeur cible du Plan de Développement Economique et Social 2000-2004. Ce constat montre que la scolarisation et, corrélativement, l'alphabétisation se diffusent essentiellement parmi les jeunes générations.

Néanmoins, l'éducation pour tous n'est pas encore une réalité. Le Maroc fait, en effet, partie de ces pays qui ont selon l'Unesco une faible chance d'atteindre l'objectif de l'éducation pour tous d'ici 2015 (selon les objectifs de la Conférence internationale de Dakar sur l'éducation pour tous en 2000). Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) élaboré par le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le développement), il est à la 126ème place sur 173 pays (rapport 2003) avec des taux de scolarisation (préscolaire, primaire, secondaire) et d'alphabétisation inférieurs à la moyenne des pays arabes et proches, dans certains cas, de l'Afrique subsaharienne.

Notons aussi que les pouvoirs publics ont mis en place des mesures de restructuration du système éducatif et ont fixé des objectifs de scolarisation. Ainsi, la nouvelle organisation pédagogique comporte un enseignement préscolaire, un enseignement primaire, un enseignement collégial, un enseignement secondaire et un enseignement supérieur. Cette restructuration sera basée sur les tronc communs, la spécialisation progressive et les passerelles à tous les niveaux. Une fois la généralisation de l'enseignement obligatoire suffisamment avancée, il sera procédé à des articulations et à des regroupements sur les plans pédagogique et administratif. Ainsi, les enseignements préscolaire et primaire, et les enseignements collégial et secondaire seront intégrés pour constituer deux corps éducatifs cohérents :

- « le primaire » d'une durée de 8 ans, composé de deux cycles : le cycle de base qui regroupera le préscolaire et le premier cycle du primaire et le cycle intermédiaire qui sera constitué du deuxième cycle du primaire.
- « le secondaire » d'une durée de 6 ans, composé du cycle secondaire collégial et d'un cycle secondaire qualifiant.

Dans le domaine de la santé publique, des efforts appréciables sont déployés dans les programmes de maternité sans risque et de santé infantile afin de rattraper les retards enregistrés.

Concernant l'accès aux soins de santé, le Code de couverture médicale de base, instituant une Assurances maladie obligatoire (AMO) et un Régime d'assistance médicale (RAMED), se veut un dépassement de la situation actuelle marquée par une faiblesse des dépenses globales de santé, une forte participation des ménages, un coût élevé de la consommation médicale, un financement insuffisant du secteur public, une solidarité institutionnelle réduite et un déficit dans les mécanismes institutionnels de prise en charge des soins des personnes à revenu faible. L'AMO est un système contributif pour les personnes à revenu formel et stable qui seront assujetties à l'obligation d'assurance maladie. Il garantit l'accès à un panier de soins délivrés par les structures publiques et privées à toutes les personnes assujettissables à l'obligation de l'assurance maladie. Le RAMED est un mécanisme public de prise en charge des frais de soins pour les personnes économiquement faibles, le but étant de consacrer les principes de l'assistance sociale et de la solidarité nationale au profit de la population démunie. Ce régime garantit la gratuité absolue ou relative d'un paquet de soins délivrés par les structures publiques de santé.

On note ici que, SM le Roi Mohammed VI a présidé le 4 janvier 2005 la cérémonie de signature de la charte de mise en oeuvre du code de couverture médicale de base. La mise en oeuvre de l'AMO dans le secteur public permettra d'étendre la couverture à quelque 216.000 nouveaux bénéficiaires, dont 78.000 retraités, soit au total 700.000 bénéficiaires dans ce secteur, portant ainsi à quelque 3.200.000 personnes le nombre global des bénéficiaires des prestations de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale (CNOPS). S'agissant du secteur privé, le régime d'assurance maladie obligatoire permettra, pour la première fois, de couvrir plus de 4,5 millions de bénéficiaires (personnes actives, retraités et ayants droit). Quant au RAMED, il sera opérationnel à partir de 2006 et permettra ainsi de couvrir entre 12 et 15 millions de personnes à revenus limités ne bénéficiant d'aucune couverture médicale.

On note aussi que, le gouvernement a décidé, à l'occasion de la loi de finances 2004, de poursuivre l'accroissement du budget de la santé. Ainsi, la mise en oeuvre du programme global intégré du gouvernement visant le développement de ce secteur vital, a été entamée. Elle concerne le réaménagement des établissements hospitaliers, la modernisation de leurs équipements médicaux et l'ouverture de nouveaux centres médicaux, outre la réouverture de plus de 200 centres. Il s'agit aussi de mettre à niveau les services des urgences médicaux, de créer un SAMU à Casablanca et d'ouvrir quatre centres régionaux d'oncologie à Casablanca. Ainsi, 147 millions de DH ont été consacrés cette année aux urgences dans 33 établissements hospitaliers.

Il faut signaler également que le Maroc a réalisé des avancées dans des domaines non pris en considération par l'indicateur de développement humain. Ainsi, plusieurs conventions internationales ont été ratifiées concernant les droits de l'homme et de l'enfant, et des efforts importants ont été déployés pour leur application. Ces dernières années ont également connu une forte émergence de la société civile dont les actions s'étendent actuellement à tous les domaines.

Ainsi, parmi les mesures adoptées lors de l'accord social du 30 avril 2003, certaines ont trait au relèvement du SMIG de 10% sur deux années (2003 et 2004) et à la hausse des salaires des fonctionnaires classés entre les échelles 1 et 9. Cette mesure est entrée en vigueur fin juin 2004.

Aussi, et afin de consolider les mécanismes de dialogue et de conciliation lors des procédures de règlement des conflits du travail individuels et collectifs avec la prise en considération des usages, principes de justice et d'équité dans la profession, la loi n° 65-99 relative au Code du travail vient d'être promulguée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants et publiée dans le Bulletin Officiel n° 5210 du Jeudi 6 Mai 2004.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion, fait partie des priorités des pouvoirs publics qui ont mis en place des structures et des projets spécifiques pour réduire ce fléau. Cependant, étant donné l'importance des besoins, l'Etat devrait recourir davantage à la coopération de la société civile et au secteur privé pour cibler l'action sociale vers les secteurs et les groupes les plus nécessiteux. Dans ce contexte, des solutions adéquates devraient être trouvées aux problèmes des femmes qui sont plus exposées aux risques de marginalisation sociale.

D'autres mesures de lutte contre la pauvreté ont été mises en place, notamment la lutte contre la mendicité et des programmes spécifiques aux jeunes défavorisés. Le programme national de lutte contre la mendicité a été initié en 2000 dans le cadre d'un projet pilote au niveau de Rabat, Salé et Témara. Au cours de l'année 2002, 29 conventions de partenariat ont été signées entre les pouvoirs publics et des représentants de la société civile pour le développement d'activités génératrices de revenus au profit des bénéficiaires du programme et également au profit des établissements sociaux de solidarité.

Enfin, les pouvoirs publics ambitionnent d'intégrer l'aspect genre dans les politiques de développement économique et social afin d'atténuer les disparités entre les sexes en matière d'accès aux infrastructures et services sociaux et d'impliquer l'ensemble de la population au processus de développement et de partage des richesses.

Ainsi peut-on constater que les pouvoirs publics s'approprient parfaitement les objectifs du millénaire pour le développement à l'échelle nationale. Ces objectifs ciblent particulièrement les points suivants :

- Faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim.
- Garantir à tous une éducation primaire.
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- Réduire la mortalité des enfants.
- Améliorer la santé maternelle.
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.
- Assurer un environnement durable.
- Réduire de trois quarts entre 1990 et 2015 le taux de mortalité maternelle.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

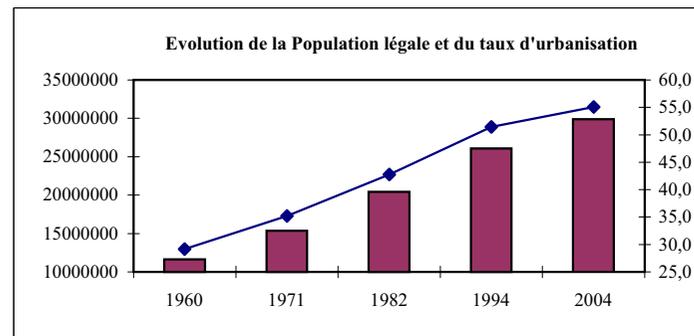
# Population et ménages

The image features the text "Population et ménages" in a bold, italicized, yellow font. The text is slanted to the right. Below the main text, there is a shadow effect consisting of several parallel lines that create a sense of depth and movement. The background is plain white.

## Synthèse des premiers résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2004

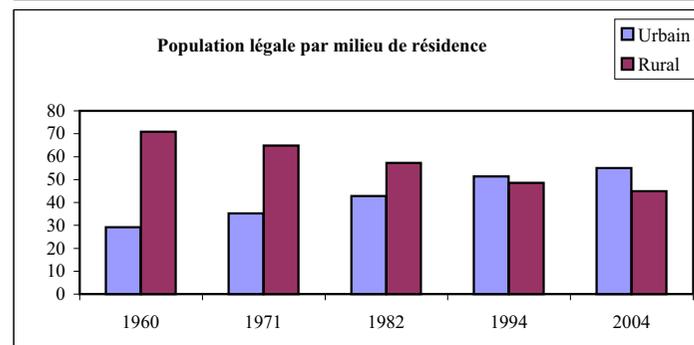
## Population légale par milieu de résidence

Année de recensement	Population			Taux d'urbanisation
	Urbain	Rural	Total	
1960	3389613	8236857	11626470	29,2
1971	5409725	9969534	15379259	35,2
1982	8730339	11689156	20419555	42,8
1994	13407835	12665882	26073717	51,4
2004	16463634	13428074	29891708	55,1



## Structure par milieu de résidence

Année de recensement	Population	
	Urbain	Rural
1960	29,2	70,8
1971	35,2	64,8
1982	42,8	57,2
1994	51,4	48,6
2004	55,1	44,9



## Taux d'accroissement de la Population légale par milieu de résidence et par nationalité

Milieu de résidence	1994			2004			Taux d'accroissement		
	Marocains	Etrangers	Total	Marocains	Etrangers	Total	Marocains	Etrangers	Total
Urbain	13373572	47454	13421026	16414860	48774	16463634	2,1	0,3	2,1
Rural	12649964	2727	12652691	13425413	2661	13428074	0,6	-0,2	0,6
Total	26023536	50181	26073717	29840273	51435	29891708	1,4	0,2	1,4

## Effectif des ménages au niveau national

Année de recensement	Effectif
1994	4444271
2004	5665264

## Population légale par région

REGION (Ensemble)	1994			2004			Taux d'accroissement		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
OUED ED-DAHAB LAGUIRA	35122	1629	36751	61830	37537	99367	5,8	36,9	10,5
LAAYOUNE-BOUJDOUR	164807	10862	175669	236378	19774	256152	3,7	6,2	3,8
GUELMIM-ES-SEMARA	217954	168121	386075	286784	175626	462410	2,8	0,4	1,8
SOUSS MASSA-DRAA	899239	1736283	2635522	1270961	1842692	3113653	3,5	0,6	1,7
GHARB CHRARDA BENI-HSEN	623958	1001124	1625082	780971	1078569	1859540	2,3	0,7	1,4
CHAOUIA-OUARDIGHA	589116	919961	1509077	724001	931659	1655660	2,1	0,1	0,9
MARRAKECH-TENSIFT AL HAOUZ	948640	1775564	2724204	1216713	1885939	3102652	2,5	0,6	1,3
ORIENTAL	975978	792713	1768691	1183355	734739	1918094	1,9	-0,8	0,8
GRAND CASABLANCA	2953224	173561	3126785	3325539	305522	3631061	1,2	5,8	1,5
RABAT-SALA-ZEMMOUR-ZAER	1565290	420312	1985602	1919322	447172	2366494	2,1	0,6	1,8
DOUKKALA-ABDA	616106	1177352	1793458	713996	1270043	1984039	1,5	0,8	1,0
TADLA-AZILAL	448478	876184	1324662	529029	921490	1450519	1,7	0,5	0,9
MEKNES-TAFILALET	965682	938108	1903790	1202487	939040	2141527	2,2	0,0	1,2
FES-BOULEMANE	917058	405415	1322473	1133684	439371	1573055	2,1	0,8	1,8
TAZA-AL HOCEIMA-TAOUNATE	371043	1348801	1719844	436663	1370450	1807113	1,6	0,2	0,5
TANGER-TETOUAN	1137963	898069	2036032	1441921	1028451	2470372	2,4	1,4	2,0
<b>Total</b>	<b>13429658</b>	<b>12644059</b>	<b>26073717</b>	<b>16463634</b>	<b>13428074</b>	<b>29891708</b>	<b>2,1</b>	<b>0,6</b>	<b>1,4</b>

## Taux d'urbanisation par région

REGION (Ensemble)	1994	2004
OUED ED-DAHAB LAGUIRA	95,6	62,2
LAAYOUNE-BOUJDOUR	93,8	92,3
GUELMIM-ES-SEMARA	56,5	62,0
SOUSS MASSA-DRAA	34,1	40,8
GHARB CHRARDA BENI-HSEN	38,4	42,0
CHAOUIA-OUARDIGHA	39,0	43,7
MARRAKECH-TENSIFT AL HAOUZ	34,8	39,2
ORIENTAL	55,2	61,7
GRAND CASABLANCA	94,4	91,6
RABAT-SALA-ZEMMOUR-ZAER	78,8	81,1
DOUKKALA-ABDA	34,4	36,0
TADLA-AZILAL	33,9	36,5
MEKNES-TAFILALET	50,7	56,2
FES-BOULEMANE	69,3	72,1
TAZA-AL HOCEIMA-TAOUNATE	21,6	24,2
TANGER-TETOUAN	55,9	58,4
<b>Total</b>	<b>51,5</b>	<b>55,1</b>

## Indicateurs sur la Structure de la population

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (3)	2004 (3)
Taux de féminité de la population	49,9	50,1	49,9	47,7	49,9	49,9	49,9	51,1	51,1	51,0	51,0	51,0	50,9	50,6	50,3	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2	50,3	50,2	50,2	50,2
Densité de la population(habitant/km <sup>2</sup> ) <sup>(1)</sup>	27,9	28,6	29,3	30,0	30,7	31,3	32,0	32,7	33,3	34,0	34,7	35,3	36,0	36,5	37,1	37,8	38,4	39,1	39,7	40,4	41,0	41,7	42,3	43,0
<b>Structure par grand groupe d'âges (en %)(*)</b>																								
National																								
<i>Moins de 15 ans</i>	45,6	42,4	42,0	40,0	41,6	41,4	41,2	40,9	40,4	39,8	39,2	38,5	37,8	37,2	36,2	35,4	34,6	33,8	33,1	32,3	31,6	30,9	30,2	29,6
Féminin (en %)	49,7	49,0	49,1	49,1	49,1	49,2	49,2	49,2	49,2	49,1	49,1	49,1	49,1	49,3	49,2	49,2	49,1	49,1	49,1	49,1	49,0	49,0	49,0	49,0
<i>15-24 ans</i>	19,6	20,8	20,7	19,7	20,5	20,4	20,3	20,2	20,4	20,5	20,7	20,9	21,1	20,8	20,9	21,0	21,1	21,2	21,3	21,3	21,3	21,2	21,1	21,0
Féminin (en %)	49,9	50,4	50,3	50,2	50,0	49,8	49,6	52,5	52,2	51,8	51,4	51,0	50,5	50,6	50,5	50,4	50,2	50,1	50,0	49,9	49,7	49,6	49,5	49,4
<i>25-59 ans</i>	30,4	31,1	31,3	34,6	31,8	32,0	32,3	32,1	32,4	32,8	33,2	33,6	34,1	35,4	35,8	36,4	37,1	37,8	38,5	39,1	39,8	40,4	41,0	41,8
Féminin (en %)	50,0	51,4	51,3	44,7	51,3	51,2	51,1	52,9	53,0	53,0	53,0	53,0	51,2	51,2	51,2	51,3	51,3	51,3	51,3	51,2	51,2	51,1	51,0	51,0
<i>60 ans et plus</i>	4,5	6,1	6,0	5,8	6,0	6,2	6,3	6,8	6,8	6,9	6,9	7,0	7,0	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,2	7,3	7,4	7,5	7,6	7,7
Féminin (en %)	52,1	47,2	47,3	47,6	48,2	48,4	49,0	49,6	50,0	50,2	50,7	51,2	51,7	49,8	50,1	50,3	50,4	50,7	51,1	51,5	52,0	52,5	52,9	53,1
Urbain																								
<i>Moins de 15 ans</i>	-	37,6	-	37,3	36,9	36,5	36,0	36,3	36,1	36,0	35,1	33,9	33,1	32,9	32,0	31,1	30,3	29,5	28,8	28,2	27,6	27,1	26,6	26,1
Féminin (en %)	-	49,6	-	48,8	48,9	49,5	49,7	49,9	50,5	50,2	50,1	50,1	50,1	49,6	49,6	49,5	49,6	49,6	49,7	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6
<i>15 à 24 ans</i>	-	-	-	23,4	22,3	22,0	21,7	21,2	20,9	20,5	20,6	21,4	21,3	21,2	21,1	21,0	20,9	20,8	20,6	20,4	20,2	20,0	19,7	19,4
Féminin (en %)	-	-	-	50,2	51,2	51,9	52,1	52,2	52,7	52,3	51,6	49,7	49,1	50,6	50,6	50,7	50,8	50,9	51,1	51,2	51,3	51,4	51,5	51,6
<i>25 à 59 ans</i>	-	-	-	33,7	35,6	36,3	36,9	37,0	37,6	37,9	38,7	38,9	39,8	39,4	40,3	41,1	41,9	42,7	43,3	44,3	45,0	45,6	46,2	46,8
Féminin (en %)	-	-	-	50,3	49,7	50,1	50,0	50,1	50,5	50,0	49,8	49,7	49,4	50,8	50,9	51,0	51,2	51,5	51,5	51,2	51,2	51,2	51,2	51,3
<i>60 ans et plus</i>	-	-	-	5,6	5,3	5,2	5,4	5,5	5,4	5,6	5,6	5,8	5,8	6,5	6,6	6,7	6,9	7,0	7,3	7,1	7,3	7,4	7,6	7,7
Féminin (en %)	-	-	-	49,1	48,9	49,8	51,2	50,8	51,5	51,0	51,1	51,4	51,3	50,8	51,0	51,3	50,8	49,4	50,1	52,9	53,5	53,9	54,4	54,7
Rural																								
<i>Moins de 15 ans</i>	-	45,7	-	43,6	45,7	45,8	46,1	44,7	43,9	43,1	42,9	42,7	42,4	41,5	42,1	40,2	39,5	38,9	38,2	37,4	36,7	35,9	35,1	34,4
Féminin (en %)	-	48,7	-	51,5	49,8	49,7	50,0	49,0	48,6	48,9	49,0	49,1	49,1	49,0	48,5	48,8	48,7	48,6	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5	48,5
<i>15 à 24 ans</i>	-	18,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,2	20,6	21,0	21,4	21,7	22,0	22,4	22,6	22,9	23,0	23,1
Féminin (en %)	-	51,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50,6	52,8	50,0	49,6	49,2	48,8	48,4	48,0	47,6	47,2	46,8
<i>25 à 59 ans</i>	-	28,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30,9	30,0	31,2	31,6	32,0	32,4	32,8	33,2	33,6	34,2	34,8
Féminin (en %)	-	52,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51,7	54,0	51,5	51,6	51,5	51,4	51,3	51,1	50,9	50,7	50,4
<i>60 ans et plus</i>	-	7,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,0	7,5	7,6	7,5	7,5	7,4	7,4	7,5	7,6	7,7	7,8
Féminin (en %)	-	47,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50,6	44,9	49,3	49,2	49,3	49,6	49,8	50,2	50,7	50,8	51,0
<b>Rapport de dépendance <sup>(2)</sup> (%)</b>	100,3	93,3	92,4	84,2	91,0	90,8	90,2	91,2	89,4	87,6	85,6	83,4	81,2	78,8	76,6	74,1	71,7	63,9	67,4	65,5	63,9	62,4	60,9	59,4

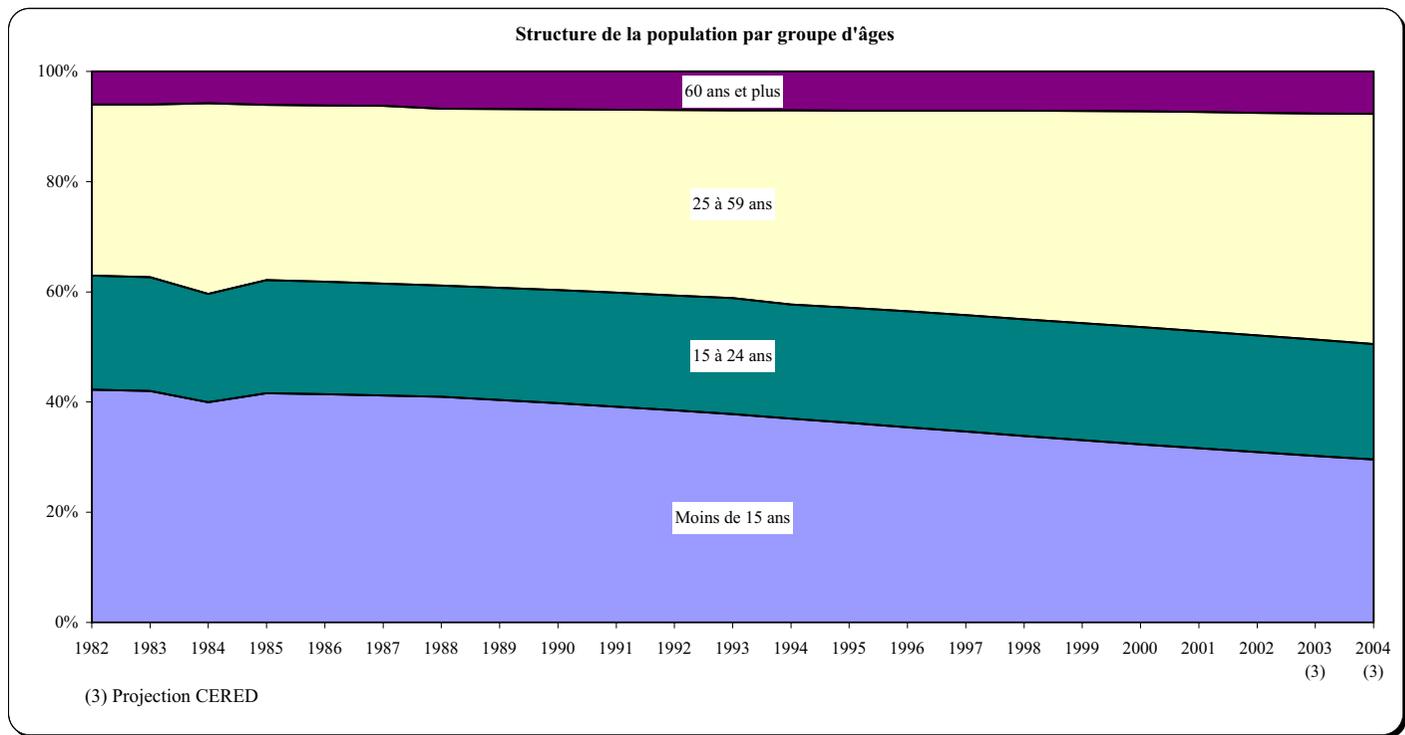
Source: Haut Commissariat au Plan et CERED

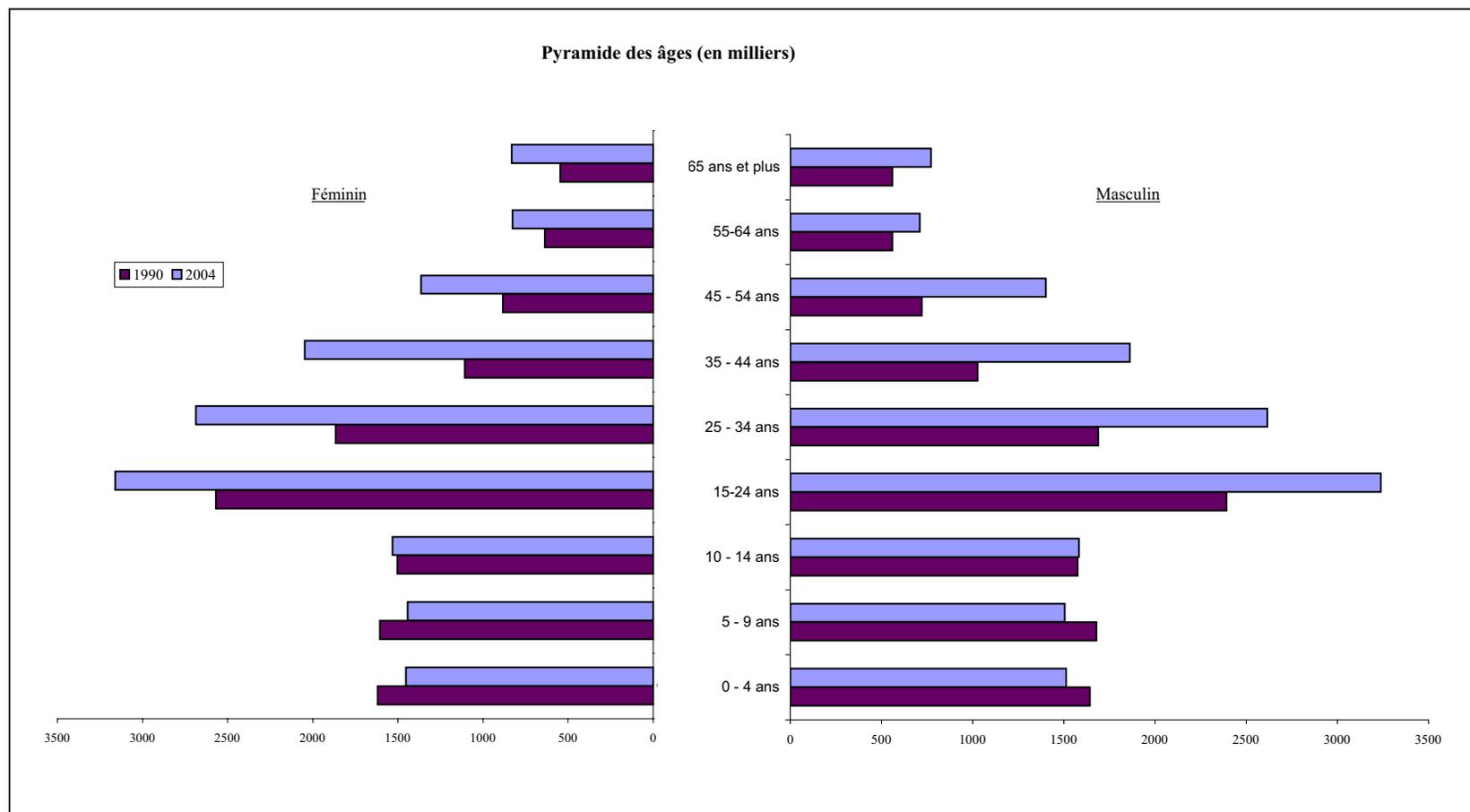
(1) effectif de la population rapporté à la surface totale du territoire nationale.

(2) effectif des individus d'âge inactif (défini par les classes d'âge 0-15 ans et 60 ans et plus) rapporté à l'effectif des individus d'âge actif (15 à 59 ans).

(\*) La structure de la population est provisoire et appelée à la révision par le CERED après la publication des résultats définitifs du recensement général de la population et de l'habitat de 2004.

(3) Projections du CERED 1997



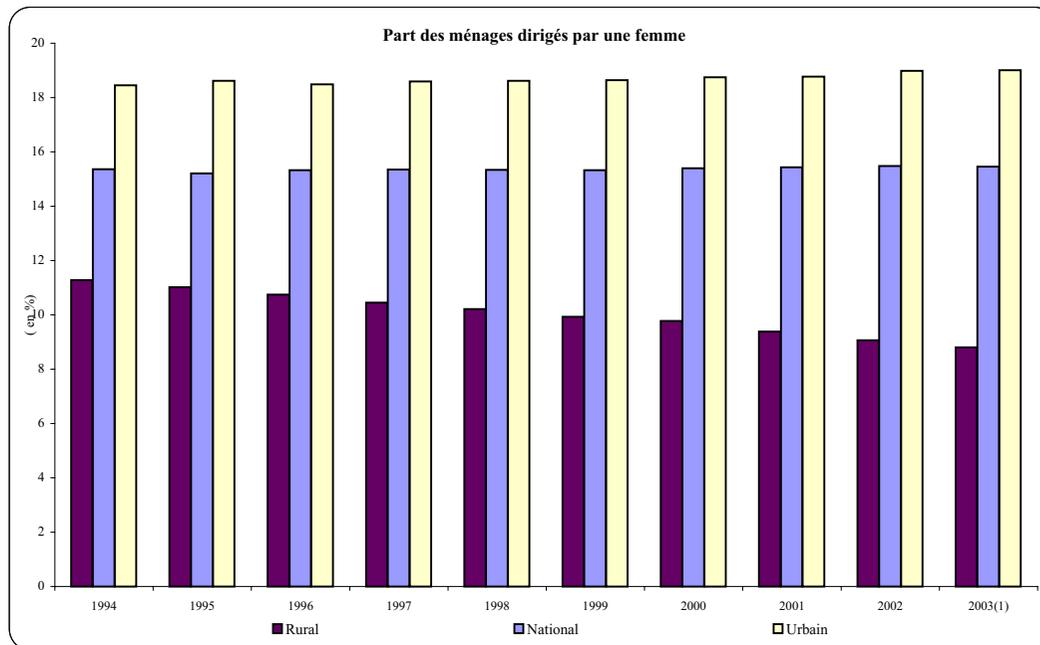
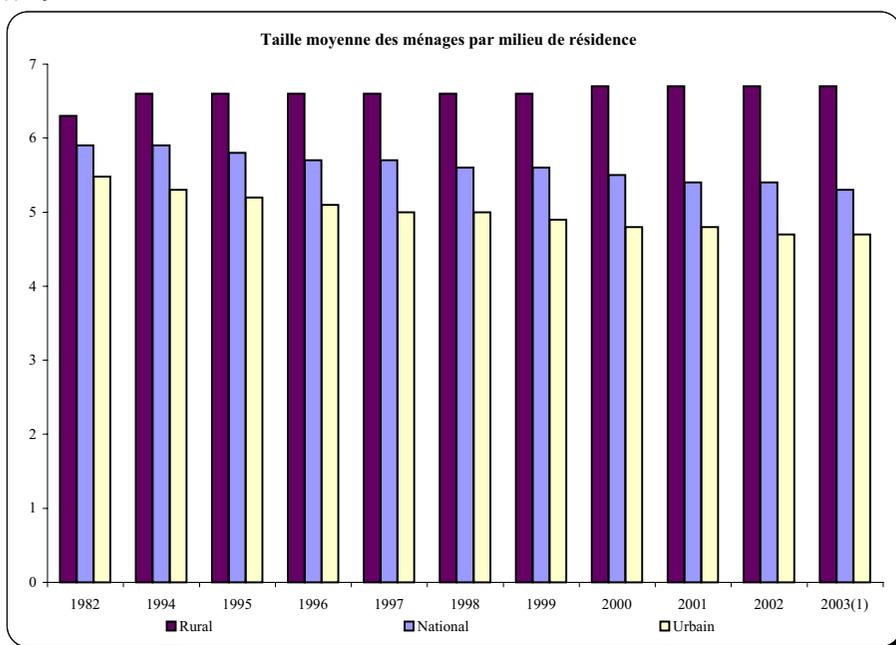


	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(1)	
<b>Effectif des ménages (en milliers)</b>																							
National	3419	-	-	-	-	-	-	-	4498	-	-	-	4446	4557	4693	4822	4947	5077	5214	5354	5497	5634	
Urbain	1594	-	-	-	-	-	-	-	2298	-	-	-	2531	2632	2775	2899	3019	3144	3281	3425	3567	3704	
Rural	1825	-	-	-	-	-	-	-	2200	-	-	-	1915	1925	1918	1923	1928	1933	1933	1929	1930	1930	
<b>Taille moyenne des ménages</b>																							
National	5,9	-	-	-	-	-	-	-	5,5	-	-	-	5,9	5,8	5,7	5,7	5,6	5,6	5,5	5,4	5,4	5,3	
Urbain	5,5	-	-	-	-	-	-	-	5,3	-	-	-	5,3	5,2	5,1	5,0	5,0	4,9	4,8	4,8	4,7	4,7	
Rural	6,3	-	-	-	-	-	-	-	5,7	-	-	-	6,6	6,6	6,6	6,6	6,6	6,6	6,7	6,7	6,7	6,7	
<b>Part des ménages dirigés par une femme (%)</b>																							
National	15,3	-	-	-	-	-	-	-	19,3	-	-	-	15,4	15,2	15,3	15,3	15,3	15,3	15,4	15,4	15,5	15,5	
Urbain	18,1	-	-	-	-	-	-	-	22,5	-	-	-	18,5	18,6	18,5	18,6	18,6	18,6	18,7	18,8	19,0	19,0	
Rural	12,8	-	-	-	-	-	-	-	16,0	-	-	-	11,3	11,0	10,7	10,5	10,2	9,9	9,8	9,4	9,1	8,8	

Source: Haut Commissariat au Plan

Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED)

(1) Projections du CERED



## Indicateurs sur la fécondité

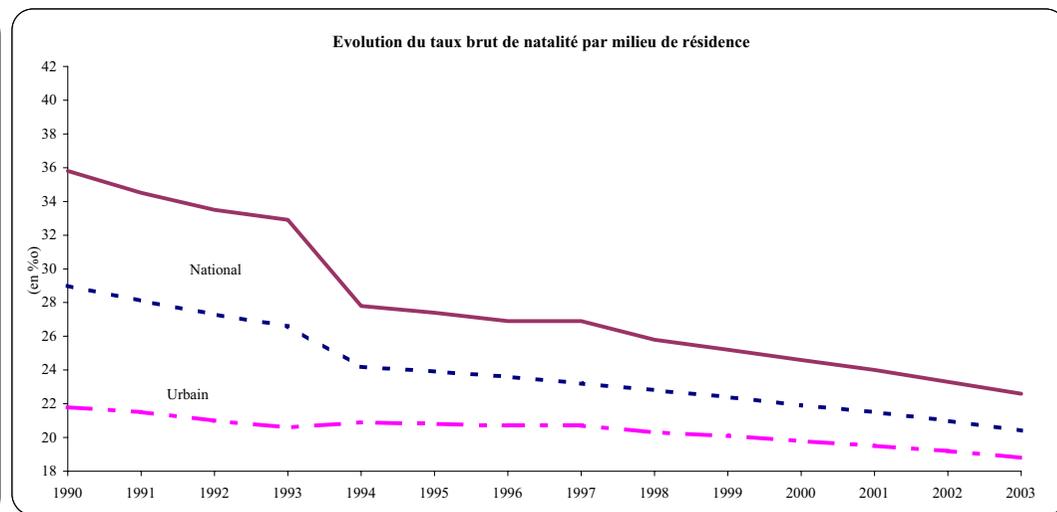
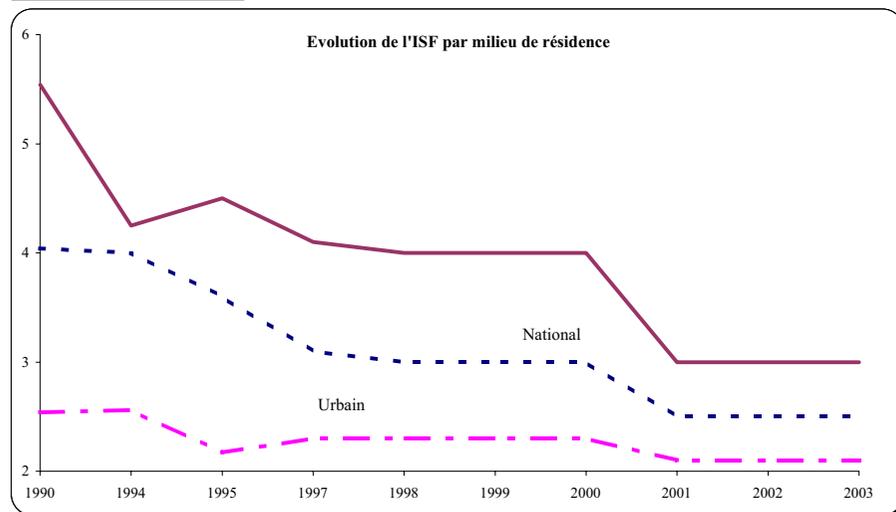
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>ISF<sup>(1)</sup> par milieu de résidence</b>														
National	4,04	-	-	-	4,00	3,60	-	3,10	3,00	3,00	3,00	2,50	2,50	2,50
Urbain	2,54	-	-	-	2,56	2,17	-	2,30	2,30	2,30	2,30	2,10	2,10	2,10
Rural	5,54	-	-	-	4,25	4,50	-	4,10	4,00	4,00	4,00	3,00	3,00	3,00
<b>TFG par âge<sup>(2)</sup> (en ‰)</b>														
15-19 ans	40,0	-	-	-	28,6	35,0	-	-	10,3	-	-	-	-	32,0
20-24 ans	139,0	-	-	-	114,9	125,0	-	-	70,9	-	-	-	-	104,0
25-29 ans	183,0	-	-	-	136,8	138,0	-	-	128,4	-	-	-	-	123,0
30-34 ans	182,0	-	-	-	152,1	146,0	-	-	139,2	-	-	-	-	125,0
35-39 ans	138,0	-	-	-	120,2	117,0	-	-	130,1	-	-	-	-	77,0
40-44 ans	86,0	-	-	-	71,8	82,0	-	-	76,7	-	-	-	-	28,0
45-49 ans	39,0	-	-	-	32,0	18,0	-	-	38,6	-	-	-	-	5,0
<b>Femmes d'âge fécond(milliers)</b>	6426	6601	6784	6969	7099	7269	7482	7696	7913	8135	8365	8596	8824	9046
<b>Taux brut de natalité<sup>(3)</sup> (‰)</b>	29	28,1	27,3	26,6	24,2	23,9	23,6	23,2	22,8	22,4	21,9	21,5	21,0	20,4
Urbain	21,8	21,5	21	20,6	20,9	20,8	20,7	20,7	20,3	20,1	19,8	19,5	19,2	18,8
Rural	35,8	34,5	33,5	32,9	27,8	27,4	26,9	26,9	25,8	25,2	24,6	24	23,3	22,6

Source: Haut Commissariat au Plan

(1): L'indice synthétique de fécondité (ISF) est le nombre moyen d'enfants qui seraient nés vivants d'une femme pendant sa vie si elle vivait ses années de procréation en se conformant aux taux de fécondité par âge d'une année donnée

(2): TFG est le taux de fécondité générale  
 $TFG \text{ par âge } x = \frac{\text{Effectif des naissances données par les femmes d'âge } x}{\text{Effectif des femmes d'âge } x}$

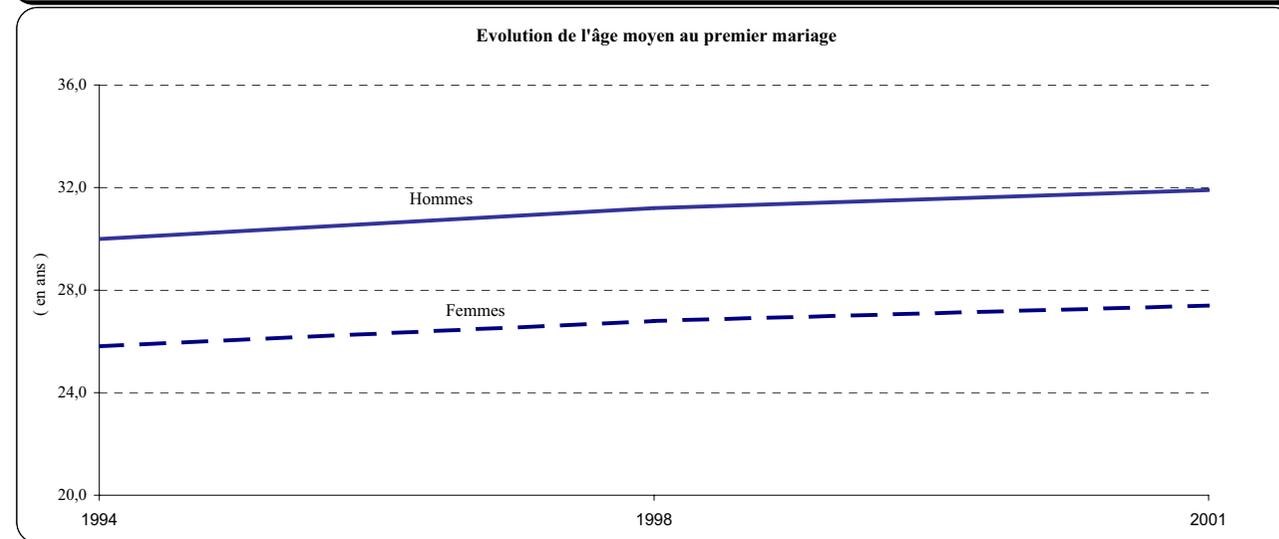
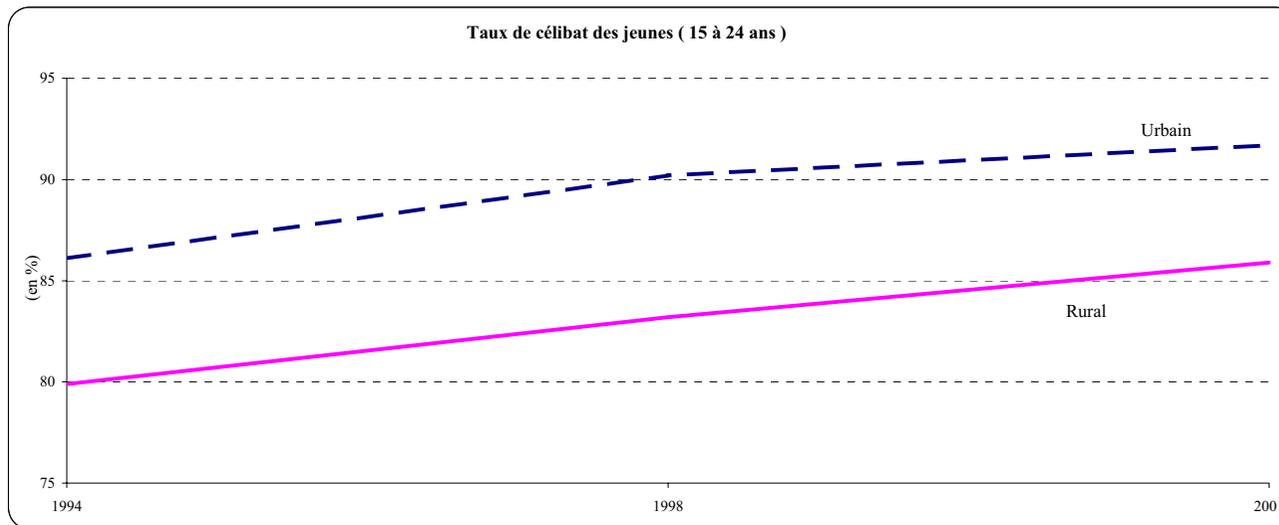
(3): Le nombre de naissances vivantes pour 1000 femmes



Indicateurs sur la nuptialité

	1994	1998	2001	2003
<b>Population de 15 ans et plus (en milliers)</b>	16427	18378	19953	20995
<b>Structure selon l'état matrimonial (%)</b>				
<b>Ensemble (deux sexes)</b>				
Célibataires	38,5	41,5	43,8	42,1
Mariés	53,8	51,1	49,4	52,3
veufs	5,6	5,4	4,9	3,5
Divorcés	2,1	2,0	1,9	2,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Sexe masculin</b>				
Célibataires	45,4	47,7	49,9	
Mariés	52,8	50,7	48,6	
veufs	1,0	0,9	0,8	
Divorcés	0,8	0,7	0,7	
Total masculin	100,0	100,0	100,0	
<b>Sexe féminin</b>				
Célibataires	31,9	35,8	37,8	
Mariés	54,8	51,4	50,3	
veufs	10,0	9,6	8,9	
Divorcés	3,4	3,2	3,0	
Total féminin	100	100	100	
<b>Taux de célibat par groupe d'âges</b>				
<b>Urbain</b>				
15-24	86,1	90,2	91,7	
25-44	30,5	35,0	38,1	
45-59	3,1	3,2	0,9	
<b>Rural</b>				
15-24	79,9	83,2	85,9	
25-44	18,5	20,9	24,2	
45-59	1,6	1,2	1,8	
<b>Age moyen au premier mariage</b>				
<b>National</b>				
Hommes	30,0	31,2	31,9	
Femmes	25,8	26,8	27,4	
<b>Urbain</b>				
Hommes	31,2	32,5	32,2	
Femmes	26,9	27,9	28,5	
<b>Rural</b>				
Hommes	31,2	29,3	29,9	
Femmes	26,9	25,0	25,7	

Source: Haut Commissariat au Plan

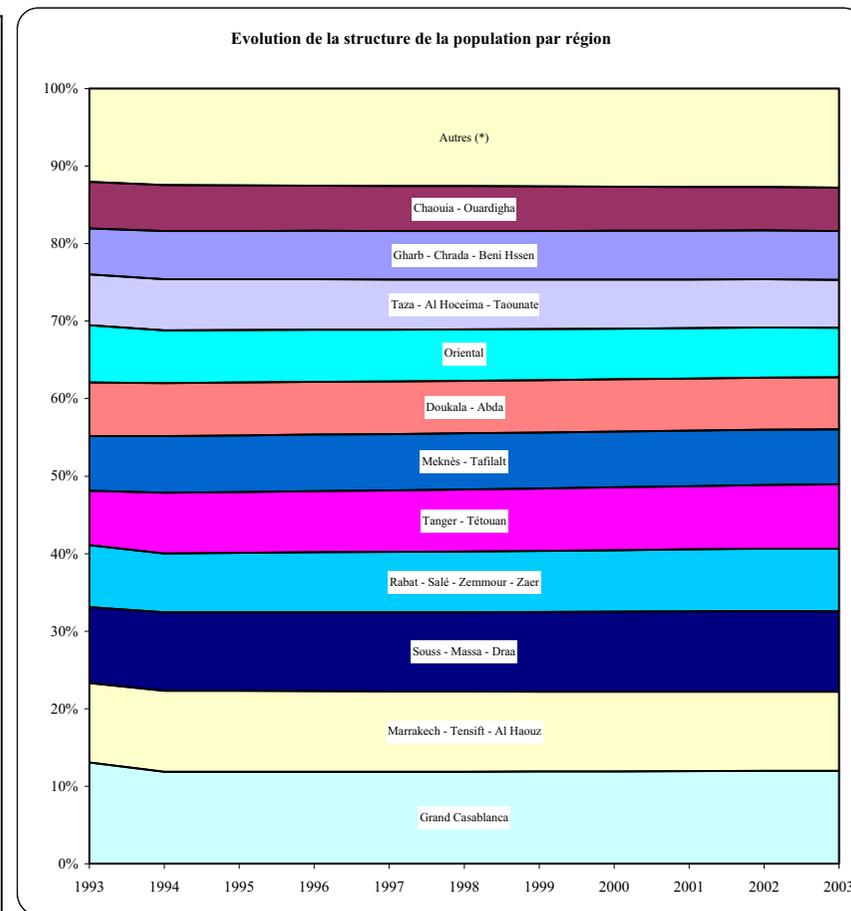


## Indicateurs relatifs à la répartition spatiale de la population

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Taux d'urbanisation</b>											
Oued Ed Dahab - lagouira	89,3	94,6	84,2	82,5	81,0	79,5	78,3	77,1	76,0	75,0	74,1
Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	85,7	93,8	92,2	93,0	94,2	94,9	96,0	96,6	96,7	103,3	96,8
Guelmim - Es Smara	42,5	56,5	56,5	57,0	57,8	58,4	59,2	59,7	60,8	61,0	61,6
Souss - Massa - Draa	28,4	34,0	34,8	35,7	36,8	37,7	38,6	39,5	40,5	41,5	42,6
Gharb - Chrada - Beni Hssen	41,9	38,4	38,6	39,3	39,7	40,1	40,7	41,1	41,8	42,3	42,9
Chaouia - Ouardigha	40,3	38,6	39,0	39,5	39,6	40,1	40,6	41,2	41,8	42,3	42,9
Marrakech - Tensift - Al Haouz	33,8	34,9	35,4	36,1	36,8	37,5	38,2	38,9	39,7	40,3	41,1
Oriental	51,2	55,2	55,8	56,6	57,5	58,4	59,1	60,0	60,9	61,8	62,8
Grand Casablanca	92,9	95,0	95,1	95,5	96,0	96,3	96,5	96,8	97,0	97,4	97,7
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	75,9	78,6	78,9	79,6	80,3	81,1	81,9	82,8	83,6	84,2	84,5
Doukala - Abda	37,0	34,4	34,8	35,2	35,8	36,3	36,7	37,1	37,7	38,3	38,9
Tadla-Azilal	39,0	33,8	34,2	34,6	34,9	35,6	36,2	36,6	37,1	37,7	38,2
Meknès - Tafilalt	48,5	50,7	51,2	51,8	52,4	52,9	53,6	54,1	54,7	55,3	55,9
Fès - Boulemane	64,2	69,1	69,4	70,0	70,8	71,4	72,3	73,0	73,8	74,7	75,6
Taza - Al Hoceima - Taounate	19,6	21,6	21,8	22,2	22,6	23,0	23,4	23,8	24,2	24,6	25,1
Tanger - Tétouan	53,9	55,9	56,2	56,9	57,6	58,3	59,1	59,7	60,6	61,3	62,0
<b>Structure de la population par région (%)</b>											
Oued Ed Dahab - lagouira	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Guelmim - Es Smara	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Souss - Massa - Draa	10,0	10,2	10,1	10,2	10,2	10,2	10,3	10,3	10,4	10,4	10,4
Gharb - Chrada - Beni Hssen	6,1	6,3	6,2	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3
Chaouia - Ouardigha	6,1	5,9	5,9	5,8	5,8	5,8	5,7	5,7	5,7	5,6	5,6
Marrakech - Tensift - Al Haouz	10,5	10,5	10,4	10,4	10,4	10,3	10,3	10,3	10,3	10,2	10,2
Oriental	7,5	6,8	6,8	6,7	6,7	6,6	6,6	6,5	6,5	6,5	6,4
Grand Casablanca	13,3	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	12,0	12
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	8,2	7,7	7,7	7,7	7,8	7,8	7,9	7,9	8,0	8,1	8,1
Doukala - Abda	7,1	6,9	6,9	6,8	6,8	6,8	6,8	6,7	6,7	6,7	6,7
Tadla-Azilal	5,4	5,1	5,1	5,1	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5
Meknès - Tafilalt	7,2	7,3	7,3	7,3	7,3	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,1
Fès - Boulemane	4,7	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,3	5,3	5,3	5,4	5,4
Taza - Al Hoceima - Taounate	6,7	6,6	6,5	6,5	6,5	6,4	6,4	6,3	6,3	6,2	6,2
Tanger - Tétouan	7,1	7,9	7,9	7,9	8,0	8,0	8,0	8,1	8,2	8,2	8,3

Source: Haut Commissariat au Plan

\* Autres: Correspondent aux régions économiques: Tadla-Azilal, Fès-Boulemane, Guelmim-Es Smara, Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra, Oued Ed Dahab-lagouira



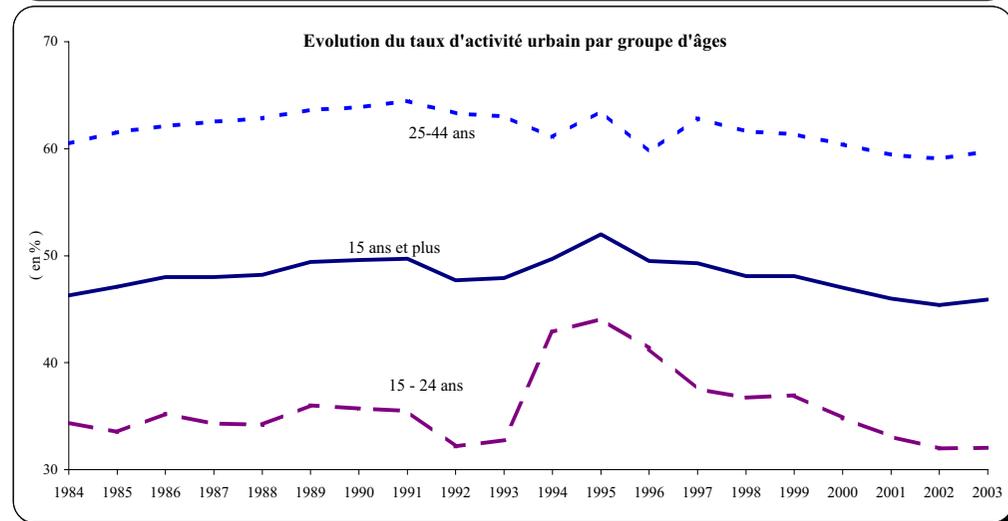
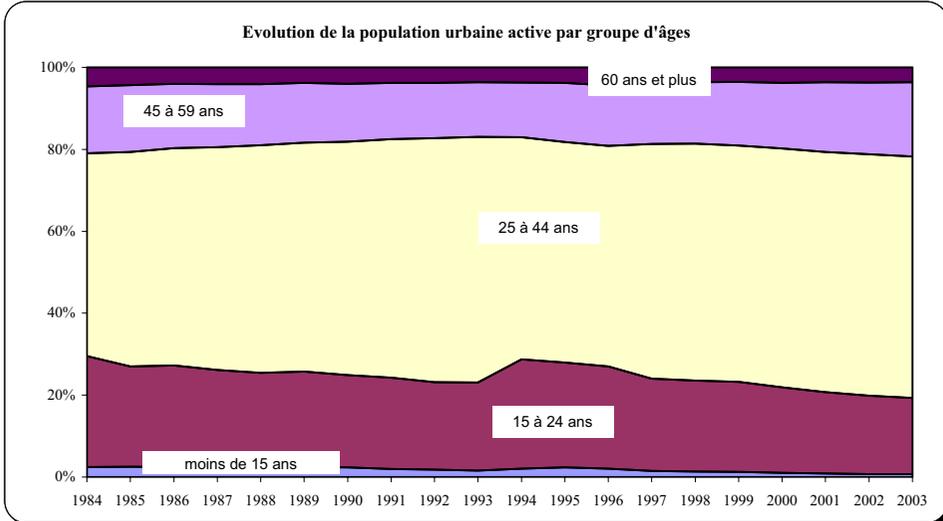
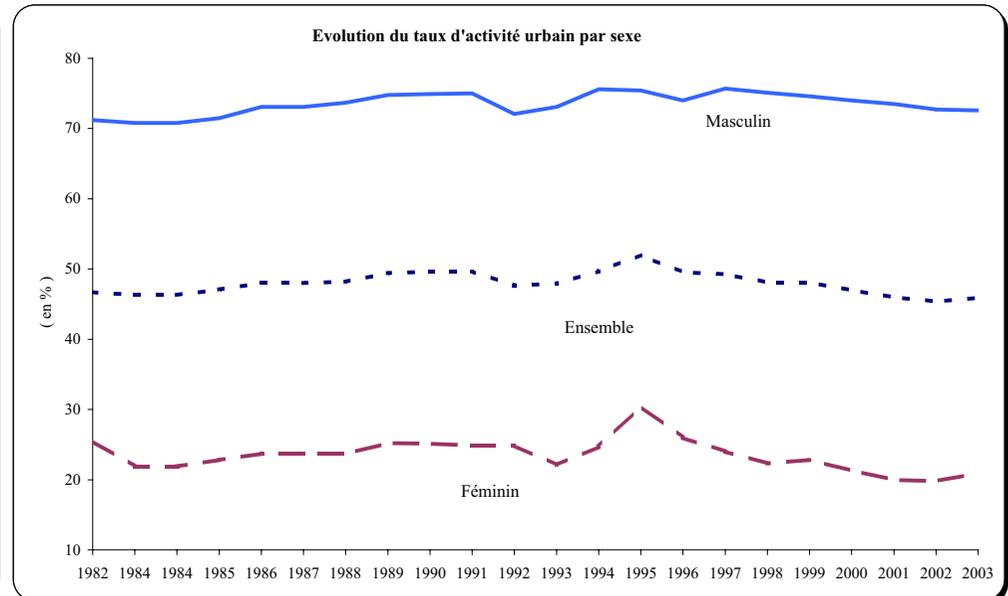
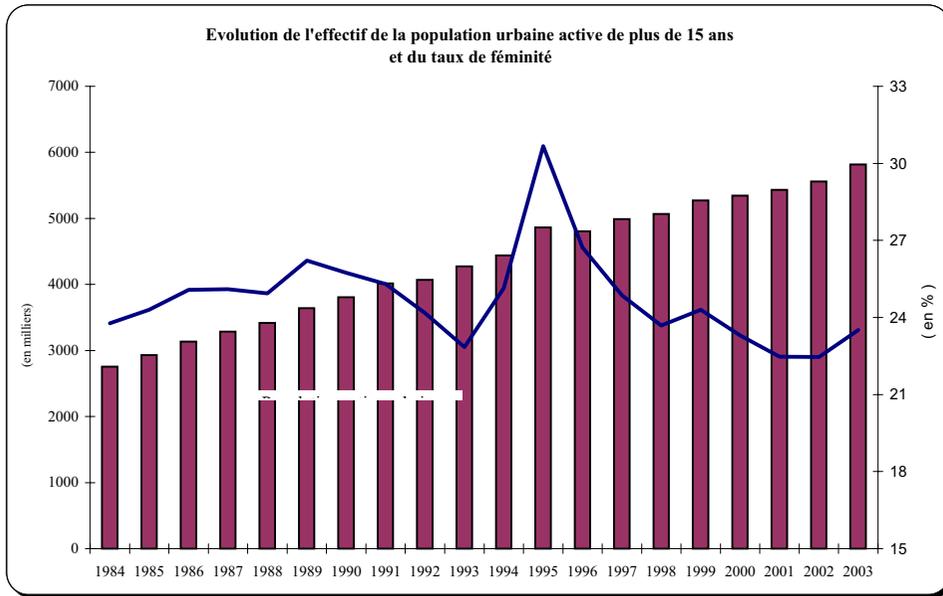
*Activité, Emploi et Chômage*

## Indicateurs relatifs à l'activité de la population

	1982	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
<b>Population active âgée de plus de 15 ans</b>																						
Urbain (En milliers)	2544	2756	2928	3133	3287	3417	3642	3804	4014	4070	4272	4441	4863	4806	4992	5068	5270	5345	5433	5558	5816	
Taux de féminité (En %)	23,1	23,8	24,3	25,1	25,1	24,9	26,2	25,7	25,3	24,2	22,8	25,1	30,7	26,7	24,9	23,7	24,3	23,3	22,5	22,5	23,5	
Rural (En milliers)	3041	-	-	-	4802	-	-	-	-	-	-	3535	4501	-	-	-	5008	4940	4797	4821	5086	
Taux de féminité (En %)	13,8	-	-	-	40,8	-	-	-	-	-	-	14,5	33,9	-	-	-	32,6	30,5	28,4	27,8	30,2	
National (En milliers)	5585	-	-	-	8089	-	-	-	-	-	-	7976	9364	-	-	-	10278	10285	10230	10379	10902	
Taux de féminité (En %)	18,1	-	-	-	34,4	-	-	-	-	-	-	20,4	32,2	-	-	-	28,3	26,8	25,2	24,9	26,6	
<b>Population active par groupe d'âges (%)</b>																						
Urbain																						
Moins de 15 ans	3,0	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,4	2,3	2,0	1,8	1,6	2,1	2,4	2,0	1,5	1,3	1,2	1,0	0,9	0,7	0,7	
15 à 24 ans	28,7	27,0	24,5	24,8	23,6	23,0	23,3	22,6	22,2	21,4	21,5	26,7	25,6	25,0	22,5	22,2	22,0	20,9	19,9	19,1	18,6	
25 à 44 ans	46,6	49,6	52,4	53,1	54,4	55,5	55,9	57,0	58,2	59,5	60,0	54,2	53,8	53,8	57,4	57,8	57,7	58,3	58,6	59,0	58,9	
45 à 59 ans	16,7	16,3	16,3	15,7	15,3	15,0	14,6	14,1	13,8	13,6	13,3	13,3	14,5	14,8	14,8	15,0	15,5	16,0	17,0	17,5	18,2	
60 ans et plus	5,0	4,6	4,3	4,0	4,1	4,1	3,8	4,0	3,8	3,7	3,6	3,7	3,8	4,4	3,8	3,6	3,6	3,8	3,6	3,7	3,6	
Rural																						
Moins de 15 ans	9,9	-	-	-	19,2	-	-	-	-	-	-	6,9	10,4	-	-	-	8,2	7,8	6,4	5,3	5,6	
15 à 24 ans	30,4	-	-	-	40,1	-	-	-	-	-	-	32,0	31,5	-	-	-	31,3	30,9	30,2	30,4	30,6	
25 à 44 ans	35,3	-	-	-	50,5	-	-	-	-	-	-	38,7	35,7	-	-	-	38,2	38,8	40,2	41,0	40,8	
45 à 59 ans	16,6	-	-	-	24,0	-	-	-	-	-	-	14,4	14,7	-	-	-	14,8	14,4	15,3	15,3	15,3	
60 ans et plus	7,7	-	-	-	10,9	-	-	-	-	-	-	8,0	7,7	-	-	-	7,5	8,0	7,9	8,0	7,7	
National																						
Moins de 15 ans	6,9	-	-	-	9,2	-	-	-	-	-	-	4,3	6,4	-	-	-	4,8	4,4	3,5	2,9	3,1	
15 à 24 ans	29,7	-	-	-	26,2	-	-	-	-	-	-	29,1	28,6	-	-	-	26,7	25,9	24,9	24,5	24,3	
25 à 44 ans	40,2	-	-	-	42,3	-	-	-	-	-	-	47,2	44,7	-	-	-	47,8	48,6	49,7	50,4	50,2	
45 à 59 ans	16,6	-	-	-	16,1	-	-	-	-	-	-	13,8	14,6	-	-	-	15,2	15,2	16,2	16,5	16,8	
60 ans et plus	6,5	-	-	-	6,2	-	-	-	-	-	-	5,7	5,7	-	-	-	5,5	5,9	5,7	5,8	5,6	
<b>Taux d'activité (15 ans et plus)</b>																						
Urbain	46,7	46,3	47,1	48,0	48,0	48,2	49,4	49,6	49,7	47,7	47,9	49,7	52,0	49,5	49,3	48,1	48,1	47,0	46,0	45,4	45,9	
15-24 ans	-	34,4	33,5	35,2	34,3	34,2	36,0	35,7	35,5	32,2	32,8	42,9	44,1	41,3	37,5	36,7	36,9	34,9	33,1	32,0	32,1	
25- 44 ans	-	60,5	61,6	62,1	62,5	62,8	63,6	63,9	64,5	63,3	63,0	61,1	63,5	59,7	62,9	61,6	61,3	60,4	59,4	59,1	59,8	
45 ans et plus	-	41,7	42,2	41,6	41,3	40,8	40,8	40,7	39,8	38,2	37,7	37,1	41,3	40,5	38,4	36,6	36,8	36,4	36,4	36,0	36,6	
Masculin	71,2	70,8	71,5	73,1	73,1	73,7	74,8	74,9	75,0	72,1	73,1	75,6	75,4	74,0	75,7	75,1	74,6	74,0	73,5	72,7	72,6	
15-24 ans	-	46,3	44,8	47,5	46,8	47,8	50,5	49,6	49,6	44,2	46,5	57,6	55,5	56,9	53,0	53,3	53,7	52,2	50,8	48,9	48,5	
25- 44 ans	-	94,7	93,9	94,4	94,0	94,1	94,1	94,3	94,5	93,5	94,0	92,4	88,5	87,5	95,6	95,2	94,2	94,0	93,6	93,5	93,7	
Féminin	25,5	21,9	22,8	23,7	23,7	23,7	25,2	25,1	24,9	24,9	22,1	24,7	30,5	26,0	24,0	22,3	22,8	21,3	20,0	19,8	20,9	
15-24 ans	-	22,6	22,8	23,9	22,8	21,8	23,0	23,0	22,3	20,0	18,6	28,4	33,0	26,2	22,6	20,8	20,9	18,3	16,3	16,0	16,6	
25- 44 ans	-	26,6	28,1	29,1	30,1	30,7	32,9	32,5	33,1	31,5	30,1	30,4	39,2	32,9	31,5	29,7	30,4	29,0	27,7	27,3	28,7	
Rural	47,9	-	-	-	68,8	-	-	-	-	-	-	47,2	61,0	-	-	-	63,1	61,4	58,9	58,5	61,0	
Masculin	84,8	-	-	-	86,3	-	-	-	-	-	-	82,7	84,7	-	-	-	85,5	85,4	84,2	84,0	84,3	
Féminin	12,9	-	-	-	53,2	-	-	-	-	-	-	13,4	39,5	-	-	-	40,9	37,5	33,5	32,7	37,1	
National	47,3	-	-	-	60,4	-	-	-	-	-	-	48,6	55,7	-	-	-	54,4	52,9	51,3	50,7	51,9	
Masculin	78,5	-	-	-	79,9	-	-	-	-	-	-	78,6	76,7	-	-	-	79,3	78,8	77,9	77,3	77,0	
Féminin	16,9	-	-	-	41,3	-	-	-	-	-	-	19,5	35,3	-	-	-	30,0	27,9	25,5	24,9	27,1	

Source : Haut Commissariat au Plan

(RGPH 1982 et 1994, Enquêtes annuelles de la population et de l'emploi)

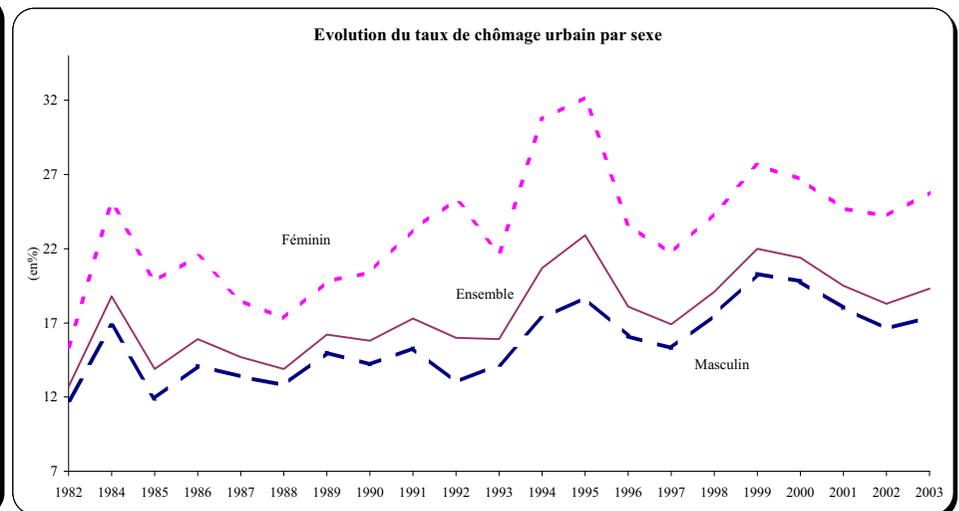
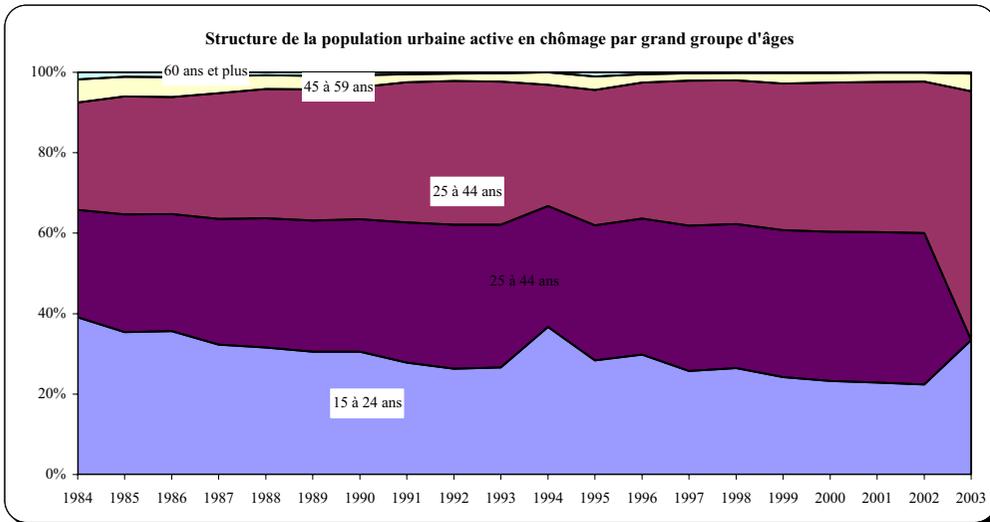


Indicateurs relatifs au chômage

	1982	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
<b>Urbain</b>																						
Population active en chômage (en milliers)	322	519	406	499	482	476	592	601	695	650	681	920	1112	871	845	969	1162	1146	1061	1017	1125	
Taux de féminité (%)	-	31,8	34,8	33,7	31,7	31,0	31,9	33,2	34,0	38,3	31,1	37,3	43,2	34,8	32,0	30,2	30,4	29,0	28,4	29,7	31,3	
<b>Structure de la population en chômage selon les groupes d'âges</b>																						
15 à 24 ans	-	53,3	50,1	50,3	46,9	46,5	45,3	45,5	42,6	41,0	41,3	52,5	42,7	45,1	40,3	41,2	38,2	36,9	36,5	35,9	33,4	
25 à 44 ans	-	36,4	41,4	41,0	45,5	47,4	48,4	49,1	53,5	55,7	55,1	43,1	50,6	51,1	56,5	55,7	57,5	59,0	59,8	60,4	61,9	
45 à 59 ans	-	7,8	6,9	7,0	6,1	5,1	4,9	4,3	3,2	2,9	3,3	4,4	5,1	3,2	2,9	2,8	4,1	3,8	3,6	3,6	4,4	
60 ans et plus	-	2,4	1,6	1,7	1,4	1,0	1,3	1,1	0,7	0,5	0,4	0,0	1,6	0,7	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,3	
<b>Taux de chômage</b>	12,7	18,8	13,9	15,9	14,7	13,9	16,2	15,8	17,3	16,0	15,9	20,7	22,9	18,1	16,9	19,1	22,0	21,4	19,5	18,3	19,3	
<b>* par sexe</b>																						
Masculin	11,8	16,8	11,9	14,1	13,4	12,8	15,0	14,2	15,3	13,0	14,2	17,3	18,7	16,1	15,3	17,5	20,3	19,8	18,0	16,6	17,4	
Féminin	15,4	25,1	19,8	21,5	18,5	17,3	19,8	20,4	23,3	25,3	21,7	30,7	32,2	23,6	21,7	24,4	27,6	26,7	24,7	24,2	25,8	
<b>* par groupe d'âges</b>																						
15-24	23,2	36,2	27,6	31,6	28,4	27,5	30,9	31,1	32,6	30,0	30,2	39,9	37,3	32,0	29,9	35,0	37,8	37,6	35,5	34,2	34,5	
25-44	8,3	13,5	10,7	12,0	11,9	11,6	13,7	13,3	15,6	14,7	14,4	16,1	21,0	16,9	16,4	18,2	21,7	21,5	19,7	18,6	19,0	
45-59	6,9	8,8	5,8	6,9	5,7	4,6	5,3	4,8	3,9	3,4	3,8	6,8	7,8	3,8	3,3	3,6	5,7	5,0	4,1	3,7	4,2(1)	
60 ans et +	11,8	9,7	4,9	6,6	5,0	3,5	5,6	4,2	3,2	1,9	1,6	-	9,2	2,7	1,5	1,4	1,8	1,3	1,0	0,6		
<b>* par diplôme</b>																						
Sans diplôme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16,5	11,6	9,8	11,9	15,2	13,1	11,8	10,4	11,3	
Niveau moyen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37,5	27,2	25,3	27,4	30,3	30,3	27,1	25,3	26,1	
Niveau supérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25,0	24,3	24,3	26,0	27,2	28,4	26,3	26,2	27,0	
Ayant un diplôme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29,2	29,7	26,8	25,6	26,5	

Source : Haut Commissariat au Plan

(1): 45 ans et plus

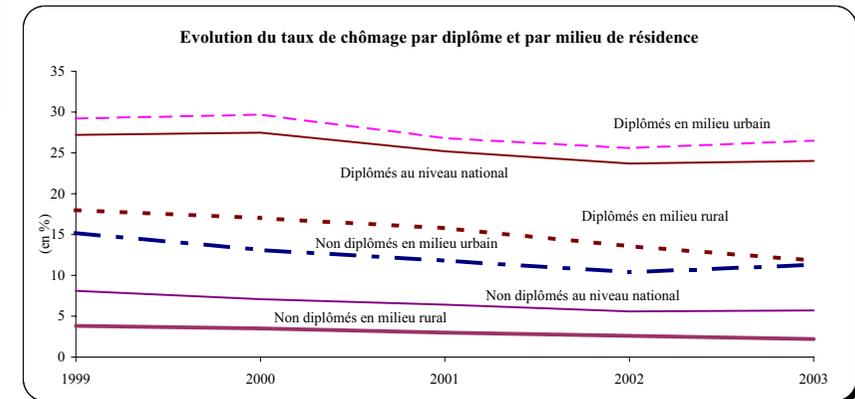
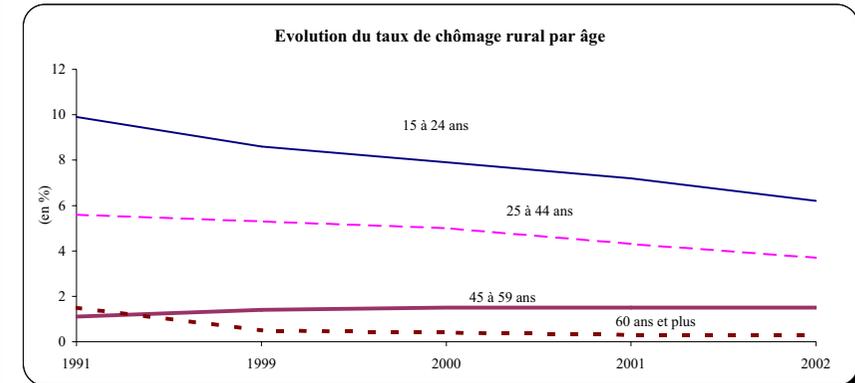
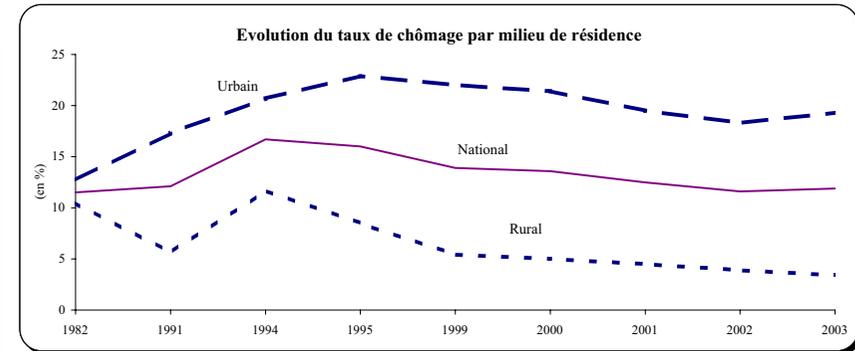


Indicateurs relatifs au chômage (suite)

	1982	1991	1994	1995	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Rural</b>									
Population active en chômage (en milliers)	320	-	412	384	271	248	215	186	174
Taux de féminité ( en % )	11,0	-	12,7	-	12,7	10,5	12,1	11,9	14,0
<b>Taux de chômage</b>	10,5	5,6	11,7	8,5	5,4	5,0	4,5	3,9	3,4
*par sexe									
Masculin	10,9	7,1	11,6	9,6	7,0	6,5	5,6	4,7	4,2
Féminin	8,4	3,2	12,1	6,5	2,1	1,7	1,6	1,7	1,6
* par groupe d'âge									
15-24	18,5	9,9	22,9	12,2	8,6	7,9	7,2	6,2	5,5
25-44	7,5	5,6	7,9	8,2	5,3	5,0	4,3	3,7	3,1
45-59	7,5	1,1	3,2	3,8	1,4	1,5	1,5	1,5	0,9(1)
60 ans et plus	4,4	1,5	-	3,8	0,5	0,4	0,3	0,3	-
* par diplôme									
Sans diplôme	-	-	-	-	3,8	3,5	3,0	2,6	2,2
Ayant un diplôme	-	-	-	-	18,0	17,0	15,8	13,6	11,8
<b>National</b>									
Population en chômage(milliers)	642	-	1332	1496	1433	1394	1275	1203	1299
<b>Taux de chômage</b>	11,5	12,1	16,7	16,0	13,9	13,6	12,5	11,6	11,9
*par sexe									
Masculin	11,3	11,6	14,6	14,4	14,2	13,8	12,5	11,3	11,5
Féminin	12,5	13,0	24,9	19,2	13,3	13,0	12,5	12,5	13,0
* par groupe d'âge									
15-24	20,5	21,5	31,4	23,4	20,5	19,9	18,9	17,6	17,0
25-44	7,9	11,2	13,1	15,9	15,1	14,9	13,7	12,8	12,7
45-59	5,9	3,3	5,0	5,8	3,6	3,4	2,9	2,7	2,6(1)
60 ans et +	6,9	2,8	-	5,6	0,9	0,7	0,5	0,4	-
*par diplôme									
Sans diplôme	-	-	-	-	8,1	7,1	6,4	5,6	5,7
Ayant un diplôme	-	-	-	-	27,2	27,5	25,2	23,7	24,0

Source : Haut Commissariat au Plan

(1): 45 ans et plus



## Indicateurs relatifs à l'emploi

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
<i>Urbain</i>																					
<b>Actifs occupés de 15 ans et plus (en milliers)</b>	2238	2522	2634	2805	2941	3050	3203	3318	3421	3591	3522	3751	3935	4147	4099	4108	4199	4372	4541	4691	
Taux de féminité (%)	21,9	22,6	23,4	24,0	24,0	25,1	24,3	23,5	21,5	21,3	22,0	27,0	24,9	23,4	22,1	22,6	21,7	21,0	20,8	21,6	
<b>Structure de la population active occupée (%)</b>																					
* Par âge																					
Moins de 15 ans	3,0	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,8	2,4	2,1	1,9	2,6	3,1	2,5	1,8	1,7	1,6	1,3	1,1	0,9	0,9	
15 à 24 ans	21,1	20,5	20,1	19,7	19,3	19,1	18,4	18,0	17,7	17,8	20,1	20,6	20,7	18,9	17,8	17,5	16,5	15,9	15,4	15,1	
25 à 44 ans	52,5	54,1	55,3	55,9	56,8	57,3	58,5	59,2	60,3	61,0	57,0	54,7	54,4	57,5	58,3	57,8	58,1	58,3	58,6	58,2	
45 à 59 ans	18,2	17,7	17,3	16,9	16,5	16,4	15,9	16,0	15,5	15,2	15,6	17,2	17,3	17,2	17,9	18,7	19,3	20,3	20,6	21,4	
60 ans et plus	5,1	4,8	4,4	4,6	4,5	4,3	4,5	4,4	4,3	4,2	4,7	4,4	5,2	4,5	4,4	4,5	4,7	4,5	4,5	4,4	
* Par sexe																					
Masculin	77,1	76,6	75,8	75,3	75,5	74,4	75,2	76,2	78,2	78,5	77,4	72,4	74,8	76,3	77,7	77,3	78,1	78,9	79,1	78,3	
Féminin	22,9	23,4	24,2	24,7	24,5	25,6	24,8	23,8	21,8	21,5	22,6	27,6	25,2	23,7	22,3	22,7	21,9	21,1	20,9	21,7	
* Par branche d'activité économique																					
Agriculture, forêt et pêche	4,1	4,3	4,7	4,4	4,2	-	3,9	3,9	3,6	3,2	5,2	4,4	7,2	5,1	4,9	5,7	5,1	4,9	4,9	5,0	
Industries	27,2	28,1	28,6	28,7	29,5	-	29,3	28,3	27,7	27,3	26,3	25,2	27,2	26,5	25,7	24,6	23,3	22,7	22,9	22,5	
Industries extractives	1,7	1,6	1,6	1,4	1,5	-	1,3	1,2	1,3	1,3	1,1	1,6	1,3	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	-	
Industries manufacturières	24,7	25,6	26,2	26,5	27,1	-	27,1	26,2	25,4	25,1	24,1	22,6	24,9	24,7	23,7	22,8	21,7	21,2	21,4	-	
Electricité, gaz, eau	0,8	0,9	0,9	0,8	0,9	-	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	-	
Bâtiment et travaux publics	6,6	7,2	7,0	6,9	7,0	-	7,1	7,8	8,1	7,3	8,7	7,1	8,3	8,9	8,2	8,8	8,8	8,7	9,6	9,5	
Commerce de gros et de détail	16,8	16,9	17,1	17,7	18,0	-	18,3	18,3	19,0	19,2	22,1	18,5	17,0	18,1	19,9	19,0	21,2	21,4	21,1	21,2	
Transports, entrepôts et communications	4,3	4,8	4,4	4,7	5,0	-	5,2	5,3	5,7	6,0	4,5	6,2	4,3	4,7	4,8	5,2	5,3	5,5	5,6	5,9	
Services et administration générale	40,2	38,2	37,6	37,1	36,1	-	36,0	36,2	35,6	36,7	33,0	38,1	35,1	36,1	35,7	36,4	36,0	36,6	35,9	35,8	
Administration générale	13,6	11,8	11,7	11,1	10,4	-	10,3	10,5	10,6	10,8	11,3	11,5	11,9	11,0	10,9	10,8	10,2	10,3	9,9	9,5	
Activités mal désignées	0,8	0,4	0,6	0,4	0,2	-	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,0	0,7	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	
* Par statut socio-professionnel																					
Salariés		65,5	66,7	66,2	65,2	60,2	60,3	61,7	59,8	59,3	69,1	63,7	63,6	64,6	-	64,8	61,1	60,8	60,4	60,6	
Indépendants	17,9	15,8	15,3	15,9	17,3	17,5	17,5	19,7	19,4	22,6	19,5	19,5	20,2	-	21,2	24,3	24,5	24,8	25,3		
Employeurs	2,6	3,0	3,4	3,1	3,6	3,6	3,9	4,3	4,6	3,3	3,2	2,8	3,0	-	3,4	3,5	3,8	4,0	4,1		
Aides familiales et apprentis	6,2	6,1	6,6	7,2	8,2	7,9	7,5	8,0	7,8	4,9	7,8	8,0	6,8	-	8,3	8,1	7,7	7,5	6,7		
Travailleurs à domicile	6,0	6,5	6,6	6,6	7,3	7,0	5,9	4,6	4,9	-	4,0	4,1	4,0	-	-	-	-	-	-		
Autres statuts	1,7	1,5	1,7	1,7	2,7	3,5	3,5	3,6	3,8	-	1,7	1,3	1,2	-	2,2	2,9	3,2	3,3	3,3		
Non déclarés	0,1	0,4	0,3	0,3	0,8	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	-	0,1	0,8	0,2	-	0,1	0,1	0,0	-		

Source : Haut Commissariat au Plan

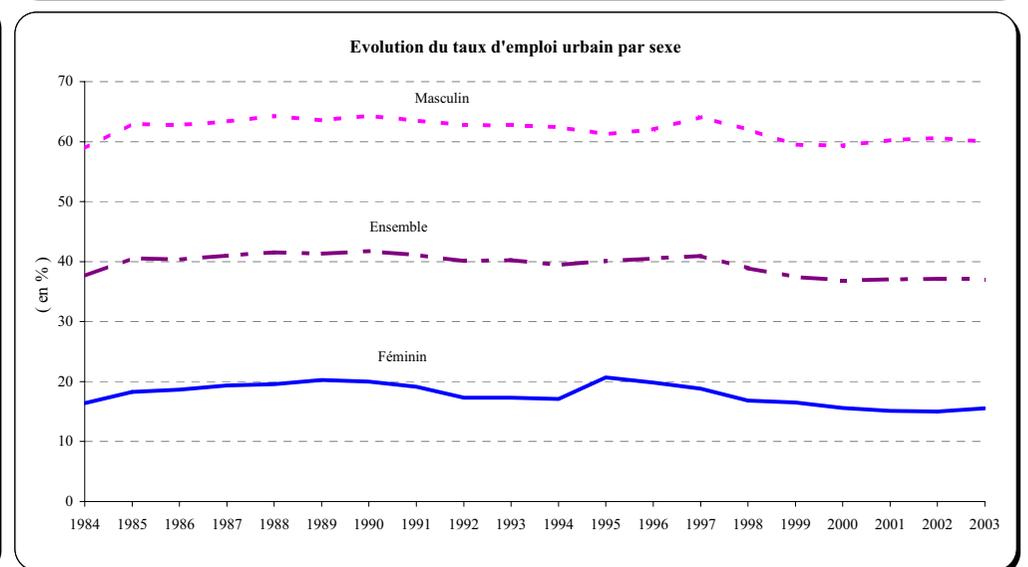
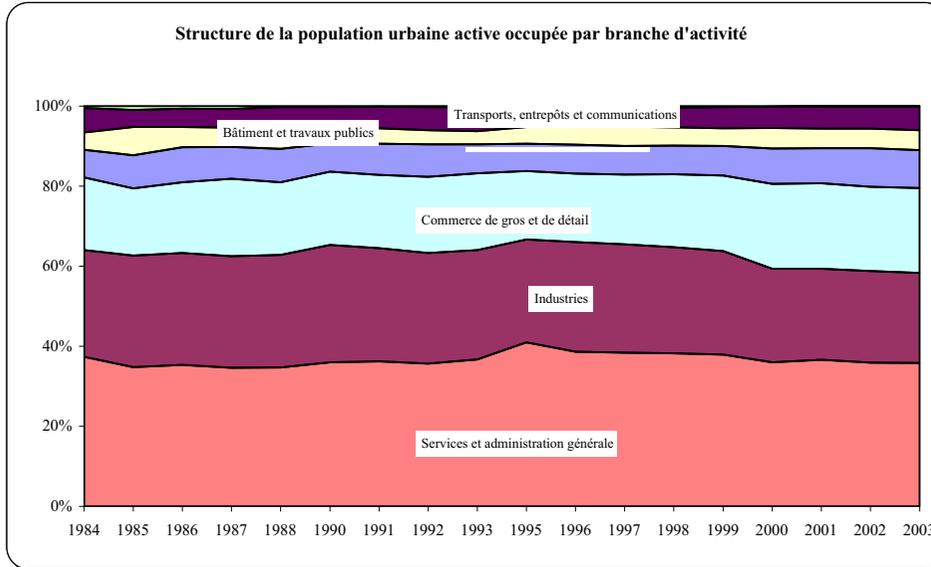
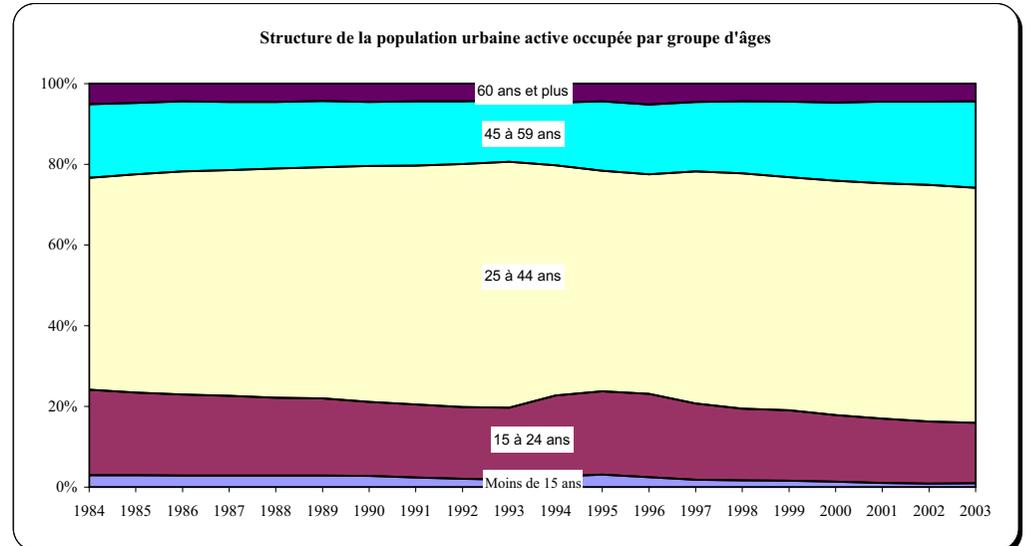
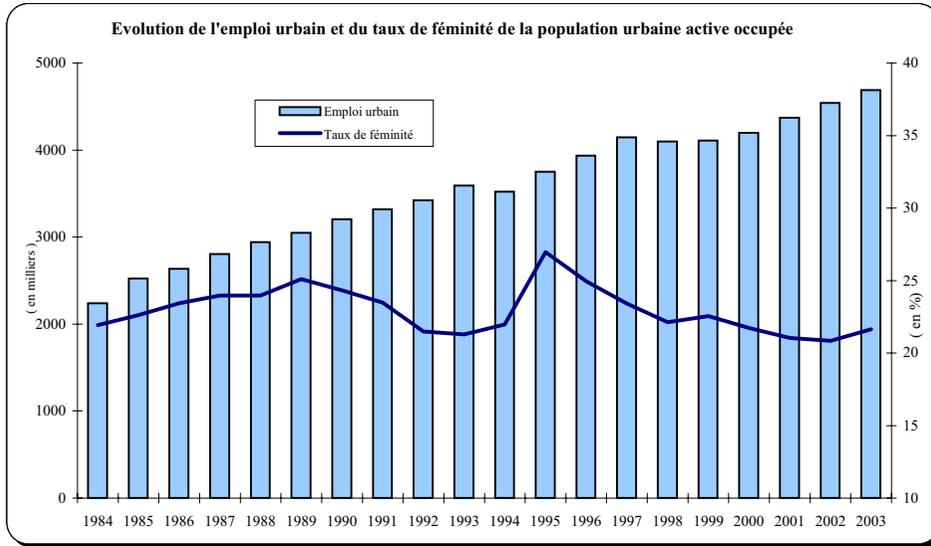
(1)correspond à la branche industrie+électricité, gaz et eau

## Indicateurs relatifs à l'emploi (suite)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
* Par diplôme																					
Sans diplôme	-	68,2	66,8	66,5	65,7	-	63,8	61,4	60,4	59,4	-	-	59,6	57,5	56,2	55,4	54,7	50,3	53,1	51,6	
Niveau moyen	-	21,2	21,0	21,8	22,7	-	23,2	24,7	25,2	25,9	-	-	26,0	27,2	28,0	28,3	28,8	30,7	30,2	30,8	
Niveau supérieur	-	9,9	11,1	11,7	11,6	-	12,9	13,9	14,3	14,7	-	-	14,1	15,2	15,6	16,1	16,4	18,9	16,6	17,6	
Non déclarés	-	0,6	1,0	0,0	0,0	-	0,1	0,0	0,0	0,0	-	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	
* Par catégorie socio-professionnelle																					
hiérarchiques de la fonction publique, directeurs et cadres de direction d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,4	-	-	-	-	2,0	2,1	1,9	1,9	2,0	
Cadres supérieurs et membres de professions libérales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,5	-	-	-	-	2,8	2,6	2,9	2,6	2,6	
Cadres moyens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,8	-	-	-	-	8,2	7,5	7,8	7,4	7,9	
Employés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15,8	-	-	-	-	14,5	14,9	15	15,5	14,6	
Commerçants, intermédiaires commerciaux et financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,4	-	-	-	-	11,6	12,5	12,5	12,1	12,5	
Exploitants agricoles, pêcheurs, forestiers, chasseurs et travailleurs assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3	-	-	-	-	1,9	1,6	1,6	1,6	1,7	
Artisans et ouvriers qualifiés des métiers artisanaux (non compris les ouvriers de l'agriculture)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32,4	-	-	-	-	28,5	28,3	28,1	29,1	27,4	
Ouvriers et manœuvres agricoles et de la pêche ( y compris les ouvriers qualifiés)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,5	-	-	-	-	3,4	3,1	2,9	2,9	3,0	
Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,4	-	-	-	-	5,2	5,0	4,9	4,7	4,7	
Manœuvres non agricoles, manutentionnaires et travailleurs des petits métiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,6	-	-	-	-	21,4	22,3	22,3	22,1	23,6	
Personnes ne pouvant être classées selon la profession	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	-	-	-	-	0,4	0,1	0,1	0,1	0,0	
* Par secteur d'emploi																					
Administration publique et collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,8	18,2	18,5	17,9	17,1	17,3	16,6	16,1	
Entreprises publiques ou semi-publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,4	3,3	2,9	2,9	2,8	2,7	2,3	2,4	
Secteur privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72,9	75,0	75,7	76,2	76,9	77,0	78,7	81,5	
Autres secteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,7	3,4	2,6	0,3	3,2	3,0	2,3	3,3	
Non déclarés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,2	0,1	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	
<b>Taux d'emploi <sup>(1)</sup></b>																					
National	37,6	40,6	40,4	41,0	41,5	41,3	41,8	41,1	40,1	40,2	39,4	40,1	40,5	41,0	38,9	37,5	36,9	37,0	37,1	37,0	
15-24 ans	22,0	24,2	24,1	24,6	24,8	24,9	24,6	23,9	22,5	22,9	25,8	27,7	28,1	26,3	23,9	23,0	21,8	21,3	21,1	21,0	
Masculin	58,9	63,0	62,8	63,4	64,2	63,6	64,3	63,5	62,8	62,7	62,5	61,3	62,0	64,1	62,0	59,5	59,3	60,2	60,6	60,0	
15-24	29,2	32,7	32,5	33,1	34,3	34,5	34,3	34,1	32,1	32,8	36,7	35,9	38,9	37,1	34,8	33,4	32,5	32,8	32,7	32,3	
Féminin	16,4	18,3	18,6	19,3	19,6	20,2	20,0	19,1	17,3	17,3	17,1	20,7	19,8	18,8	16,8	16,5	15,6	15,1	15,0	15,5	
15-24	14,7	16,2	16,3	16,7	16,1	16,2	15,8	14,4	12,8	12,6	15,1	19,6	17,5	15,9	13,4	13,0	11,5	10,5	10,1	10,3	

Source : Haut Commissariat au Plan

(1): Population active occupée de plus de 15 ans /population totale de plus de 15 ans



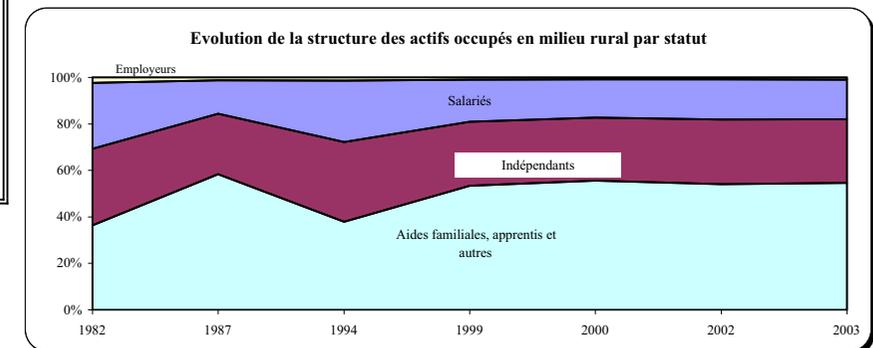
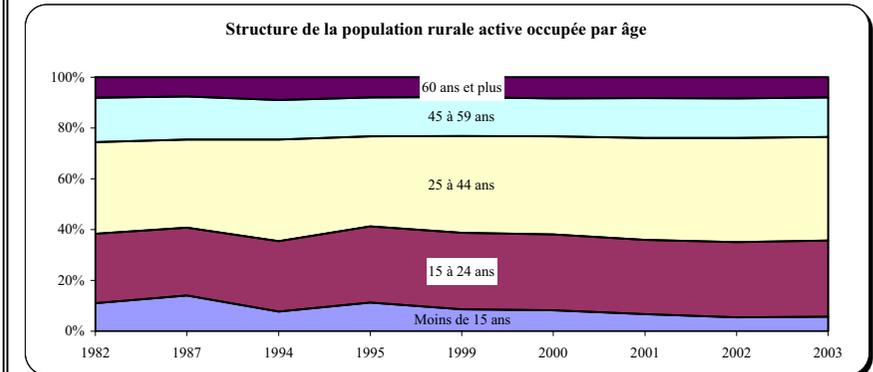
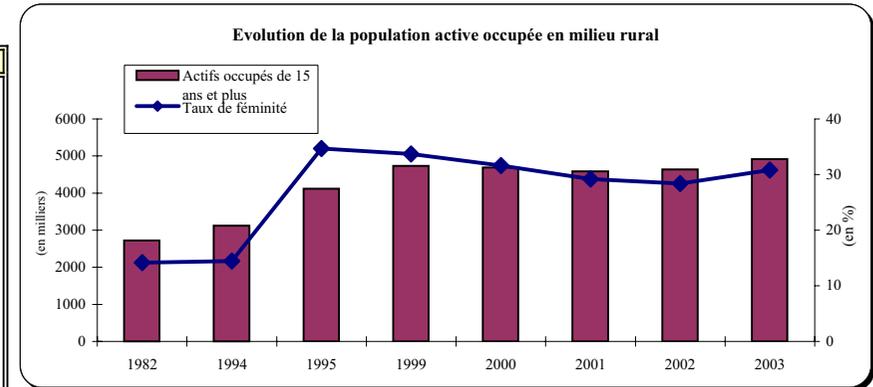
Indicateurs relatifs à l'emploi (suite)

	1982	1987	1994	1995	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Rural</i>									
Actifs occupés de 15 ans et plus (en milliers)	2722	4532	3122	4117	4737	4692	4583	4635	4912
Taux de féminité (%)	14,2	-	14,4	34,7	33,7	31,6	29,2	28,4	30,8
Structure de la population active occupée (%)									
* Par âge									
Moins de 15 ans	11,0	14,0	7,8	11,3	8,7	8,2	6,7	5,5	5,7
15 à 24 ans	27,4	26,7	27,6	30,0	30,1	29,9	29,3	29,6	29,9
25 à 44 ans	36,1	34,7	40,0	35,5	38,0	38,6	40,1	40,9	40,8
45 à 59 ans	17,4	16,8	15,7	15,3	15,4	14,9	15,8	15,6	15,6
60 ans et plus	8,1	7,7	9,0	8,0	7,8	8,4	8,2	8,3	7,9
* Par sexe									
Masculin	83,4	55,5	84,3	63,3	65,0	67,1	69,8	70,8	68,4
Féminin	16,6	44,5	15,7	36,7	35,0	32,9	30,2	29,2	31,6
* Par branche d'activité économique									
Agriculture, forêt et pêche	70,4	-	77,2	-	81,6	82,1	81,4	81,2	80,9
Industries	7,9	-	5,1	-	5,1	4,5	4,0	4,3	4,7
Industries extractives	0,6	-	0,4	-	0,3	0,3	0,3	0,4	
Industries manufacturières	7,1	-	4,6	-	4,7	4,1	3,7	3,9	
Electricité, gaz, eau	0,1	-	0,1	-	0,1	0,0	0,0	0,0	
Bâtiment et travaux publics	6,3	-	5,7	-	3,7	3,6	4,4	4,2	4,2
Commerce de gros et de détail	4,9	-	5,6	-	4,2	4,5	4,5	4,6	4,8
Transports, entrepôts et communications	1,0	-	1,4	-	1,3	1,4	1,5	1,6	1,4
Services et administration générale	6,0	-	4,9	-	4,0	3,9	4,3	4,0	4,0
Administration générale	3,0	-	3,3	-	1,0	0,9	1,0	1,0	
Activités mal désignées	3,4	-	0,1	-	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
* Par statut socio-professionnel									
Salariés	28,4	14,2	26,5		17,9	16,2	18,2	17,0	16,6
Indépendants y compris travailleurs à domicile	33,0	25,8	34,4		27,1	26,6	29,5(2)	27,3	27,0
Employeurs	2,3	1,2	1,4		0,9	0,8	-	0,8	1,0
Aides familiales, apprentis et autres	36,3	57,7	37,8		52,6	54,5	50,5	53,2	53,6

Source : Haut Commissariat au Plan

(1) : Correspond à la branche industrie+électricité, gaz et eau

(2) : Correspond aux actifs occupés de statut indépendants et employeurs

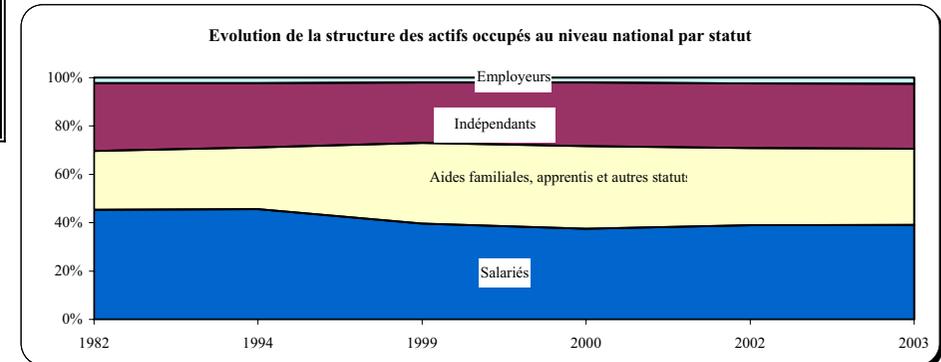
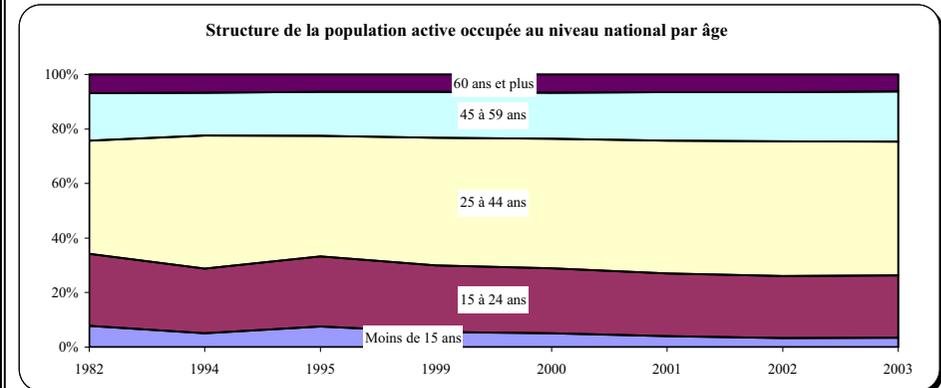
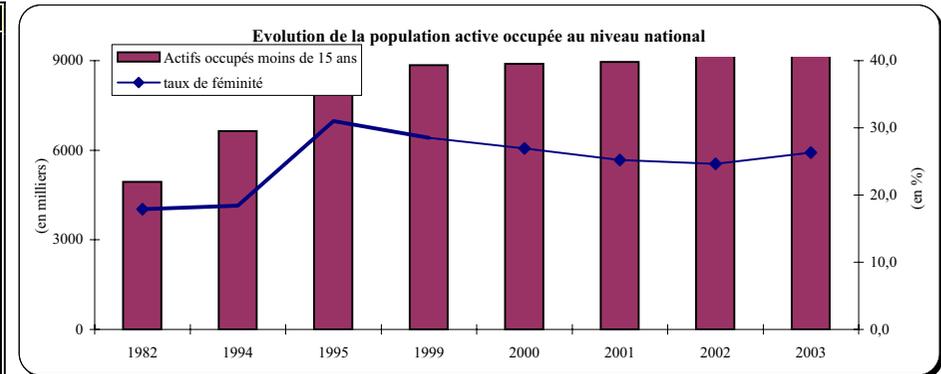


Indicateurs relatifs à l'emploi (suite)

	1982	1994	1995	1999	2000	2001	2002	2003
<i>National</i>								
<b>Actifs occupés de 15 ans et plus (en milliers)</b>	4943	6644	7868	8845	8891	8955	9176	9603
Taux de féminité (%)	17,9	18,4	31,0	28,5	26,9	25,2	24,7	26,3
<b>Structure de la population active occupée (%)</b>								
* Par âge								
Moins de 15 ans	7,7	5,1	7,5	5,5	5,1	4,0	3,3	3,4
15 à 24 ans	26,4	23,7	25,7	24,5	23,8	22,9	22,7	22,8
25 à 44 ans	41,5	48,8	44,2	46,8	47,5	48,7	49,5	49,1
45 à 59 ans	17,5	15,6	16,2	16,9	16,9	17,9	18,0	18,4
60 ans et plus	6,8	6,7	6,4	6,3	6,7	6,4	6,5	6,3
* Par sexe								
Masculin	80,3	80,8	67,5	70,5	72,1	74,1	74,8	73,1
Féminin	19,7	19,2	32,5	29,5	27,9	25,9	25,2	26,9
* Par branche d'activité économique								
Agriculture, forêt et pêche	41,9			47,8	47,1	45,2	44,4	43,9
Industries	17,7			24,3	13,0	12,9	13,3	13,4
Industries extractives	1,1			13,8	0,6	0,5	0,5	
Industries manufacturières	16,2			10,2	12,1	12,0	12,3	
Electricité, gaz, eau	0,4			0,4	0,4	0,4	0,4	
Bâtiment et travaux publics	7,1			6,0	5,9	6,4	6,8	6,8
Commerce de gros et de détail	8,9			10,8	12,1	12,5	12,5	12,8
Transports, entrepôts et communications	2,4			3,0	3,2	3,4	3,5	3,6
Services et administration générale	17,9			18,4	18,5	19,6	19,4	19,5
Administration générale	9,7			5,3	5,1	5,4	5,3	5,1
Activités mal désignées	4,0			0,2	0,1	0,1	0,0	0,1
* Par statut socio-professionnel								
Salariés	45,4	48,5		38,8	36,6	39,2	38,0	38,1
Indépendants y compris travailleurs à domicile	28,1	28,3		24,5	25,6	29,0(1)	26,1	26,2
Employeurs	2,2	2,4		2,0	2,0		2,3	2,5
Aides familiales, apprentis et autres	24,3	27,2		32,8	33,4	29,3	31,1	30,7

Source : Haut Commissariat au Plan

(1) : Correspond aux actifs occupés de statut indépendants et employeurs

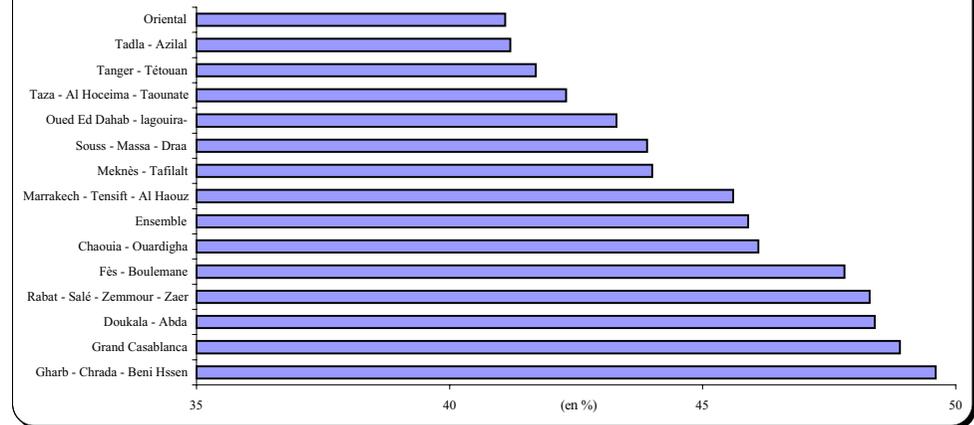


## Taux d'activité et taux de chômage en milieu urbain selon les régions économiques

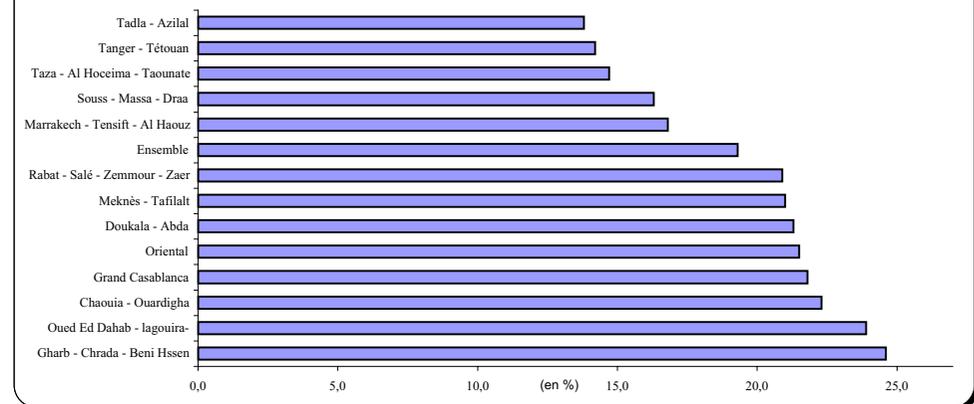
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Taux d'activité de la population urbaine âgée de 15 ans et plus</b>							
Taza - Al Hoceima - Taounate	43,9	43,0	42,7	41,4	37,8	39,3	42,3
Tadla - Azilal	47,9	45,6	46,2	44,8	41,7	40,1	41,1
Meknès - Tafilalet	48,8	47,2	46,4	41,5	41,7	40,8	44,0
Tanger - Tétouan	46,6	45,5	44,6	43,0	43,3	43,3	41,7
Oued Ed Dahab - lagouira- Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	49,6	44,2	46,6	43,7	43,6	46,4	43,3
Oriental	45,9	46,3	45,0	43,2	44,1	43,7	41,2
Marrakech - Tensift - Al Haouz	47,7	45,3	45,3	45,4	44,3	43,6	45,6
Souss - Massa - Draa	47,6	46,6	47,7	46,6	44,5	41,8	43,9
Ensemble	49,3	48,1	48,1	47,0	46,0	45,4	45,9
Chaouia - Ouardigha	49,8	50,2	49,4	48,7	46,2	45,9	46,1
Doukala - Abda	50,8	49,5	52,9	48,9	46,7	47,6	48,4
Fès - Boulemane	51,4	48,3	48,5	47,9	47,7	47,1	47,8
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	50,5	49,2	48,5	49,2	48,2	46,7	48,3
Gharb - Chrada - Beni Hssen	47,3	48,6	47,7	49,0	48,5	48,3	49,6
Grand Casablanca	52,1	51,3	51,5	50,7	49,6	49,2	48,9
<b>Taux de chômage de la population urbaine âgée de 15 ans et plus</b>							
Oued Ed Dahab - lagouira- Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	22,1	18,4	3,0	27,7	21,6	25,3	23,9
Souss - Massa - Draa	15,6	14,4	18,7	16,7	14,4	13,6	16,3
Gharb - Chrada - Beni Hssen	22,0	30,6	25,8	21,9	23,3	22,8	24,6
Chaouia - Ouardigha	14,2	20,8	24,8	23,9	23,0	22,4	22,3
Marrakech - Tensift - Al Haouz	15,9	15,8	18,0	19,1	17,5	15,7	16,8
Oriental	21,3	23,1	26,9	27,5	25,7	23,1	21,5
Grand Casablanca	18,7	22,0	24,2	23,1	21,7	21,3	21,8
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	17,4	16,3	19,5	22,4	19,5	17,5	20,9
Doukala - Abda	16,8	20,4	29,3	25,6	22,9	20,2	21,3
Tadla - Azilal	11,4	13,9	17,1	18,9	15,8	12,7	13,8
Meknès - Tafilalet	12,3	16,5	23,2	21,0	17,6	15,1	21,0
Fès - Boulemane	13,8	14,9	18,4	16,3	13,8	12,7	12,3
Taza - Al Hoceima - Taounate	21,6	26,0	23,6	23,5	19,9	17,5	14,7
Tanger - Tétouan	13,3	15,4	16,9	15,3	15,7	14,0	14,2
Ensemble	16,9	19,1	22,0	21,4	19,5	18,3	19,3

Source : Haut Commissariat au Plan

Taux d'activité en milieu urbain selon les régions économiques (2003)



Taux de chômage en milieu urbain selon les régions économiques (2003)



*Education et formation*

The text "Education et formation" is written in a bold, italicized, yellow font. Below the text is a dark brown shadow that is slightly offset to the right and bottom, creating a 3D effect. The shadow is composed of several parallel lines that fade out towards the right.

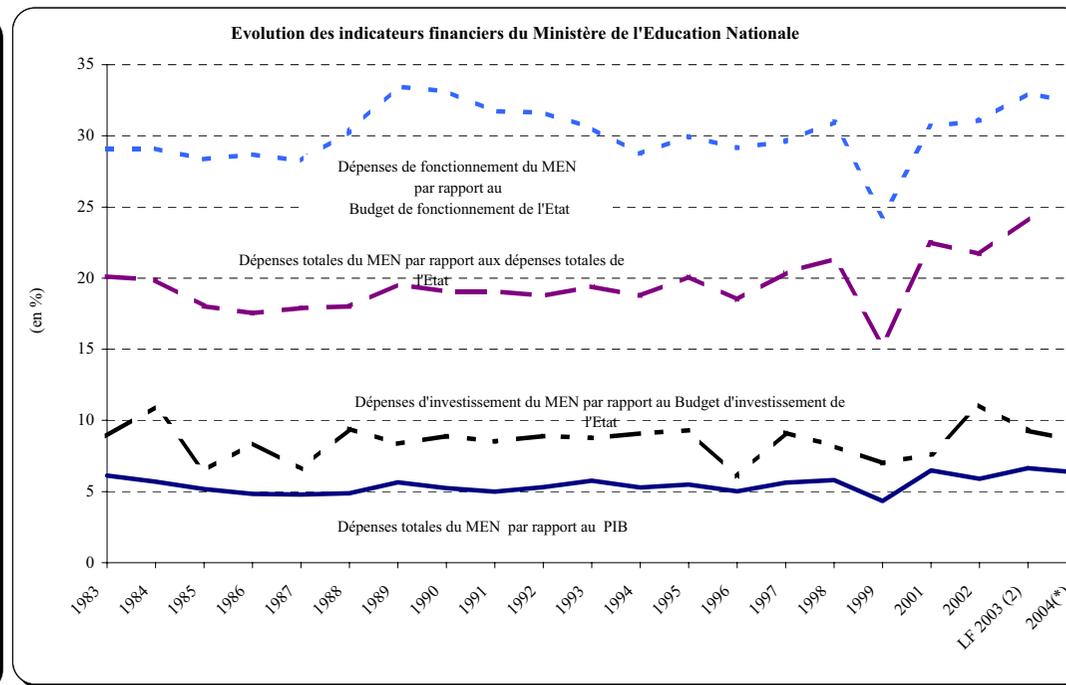
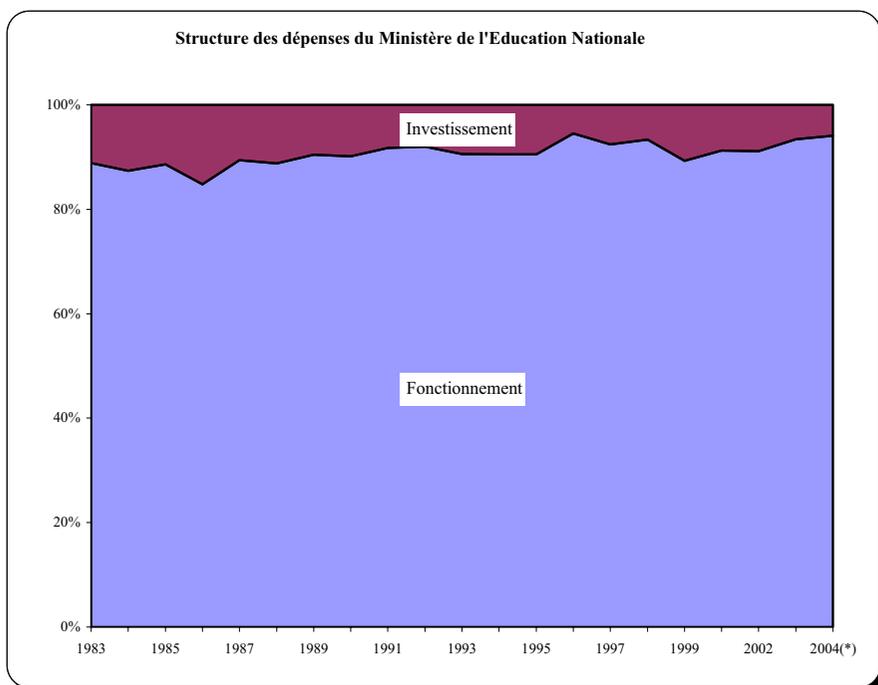
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2001	2002	LF 2003 (2)	2004(*)
<b>Dépenses du MEN<sup>(1)</sup> (millions de Dh)</b>	6081	6408	6682	7449	7466	8906	10833	11161	12029	12941	14424	14771	15541	16009	17936	19988	14963	24882	23430	27811	28031
Fonctionnement(%)	88,9	87,4	88,6	84,8	89,4	88,8	90,4	90,2	91,7	92,0	90,6	90,5	90,5	94,5	92,4	93,3	89,3	91,9	91,1	93,4	94,1
Investissement(%)	11,1	12,6	11,4	15,2	10,6	11,2	9,6	9,8	8,3	8,0	9,4	9,5	9,5	5,5	7,6	6,7	10,7	8,8	8,9	6,6	5,9
<b>Dépenses du MEN/PIB</b>	6,1	5,7	5,2	4,8	4,8	4,9	5,7	5,3	5,0	5,3	5,8	5,3	5,5	5,0	5,6	5,8	4,3	6,5	5,9	6,6	6,4
<b>Dépenses du MEN/Dépenses totales de l'Etat</b>	20,1	19,9	18,0	17,5	17,9	18,0	19,5	19,1	19,1	18,8	19,4	18,7	20,1	18,5	20,4	21,3	15,4	22,5	21,7	24,2	
<b>Dépenses de fonctionnement du MEN/Budget de fonctionnement de l'Etat</b>	29,1	29,1	28,3	28,7	28,2	30,3	33,5	33,1	31,7	31,6	30,5	28,7	30,0	29,2	29,6	31,0	24,4	30,7	31,1	33,0	32,3
<b>Dépenses d'investissement du MEN/Budget d'investissement de L'Etat</b>	8,9	11,0	6,5	8,4	6,6	9,4	8,4	8,9	8,5	8,9	8,8	9,1	9,3	6,1	9,2	8,2	7,0	7,6	11,1	9,3	8,6

Source: Ministère de l'Education nationale(MEN) , Ministère des Finances et de la Privatisation

(1): y compris enseignement supérieur

(2): Le PIB est une prévision de la DPEG

(\*): Esimations du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres.



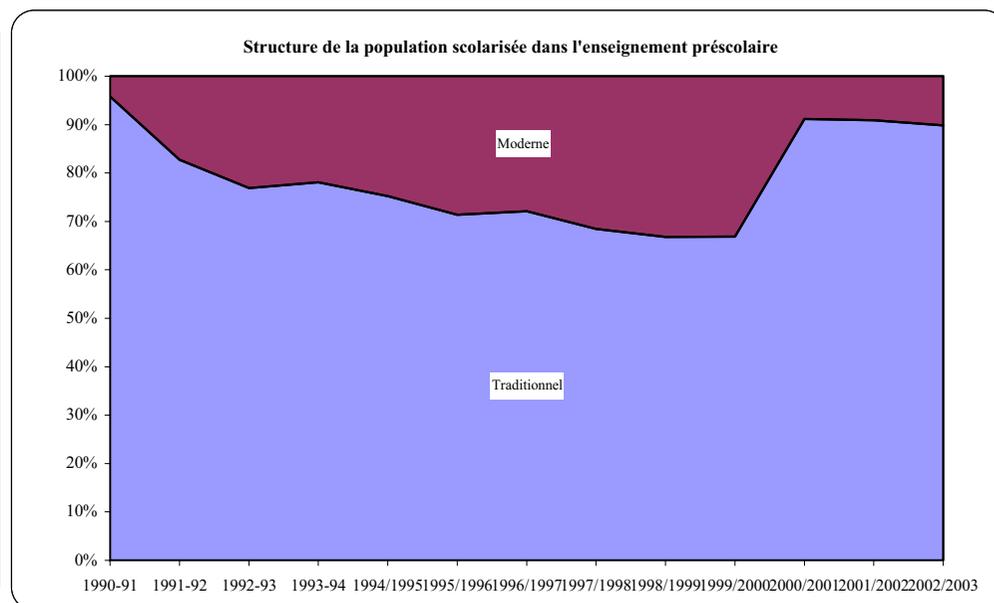
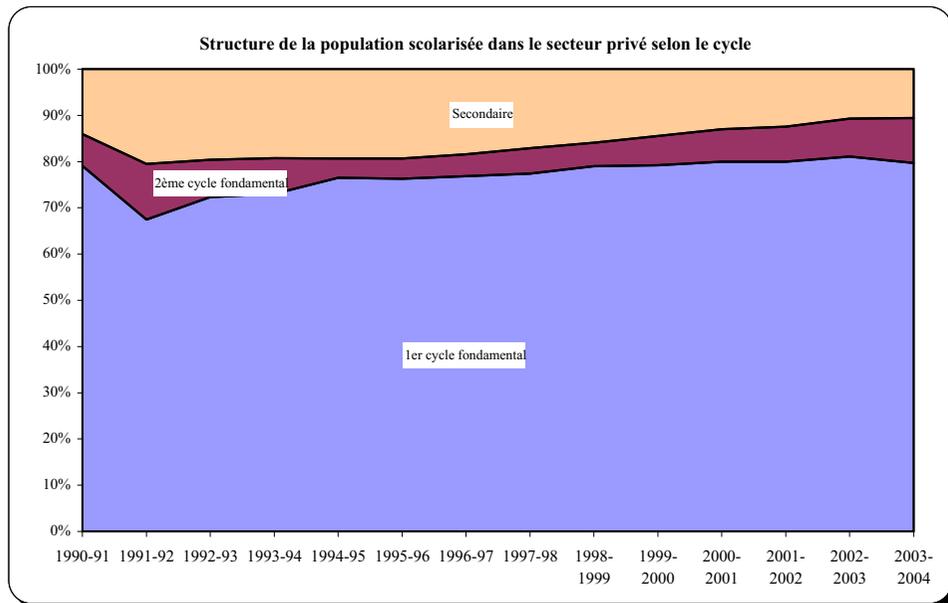
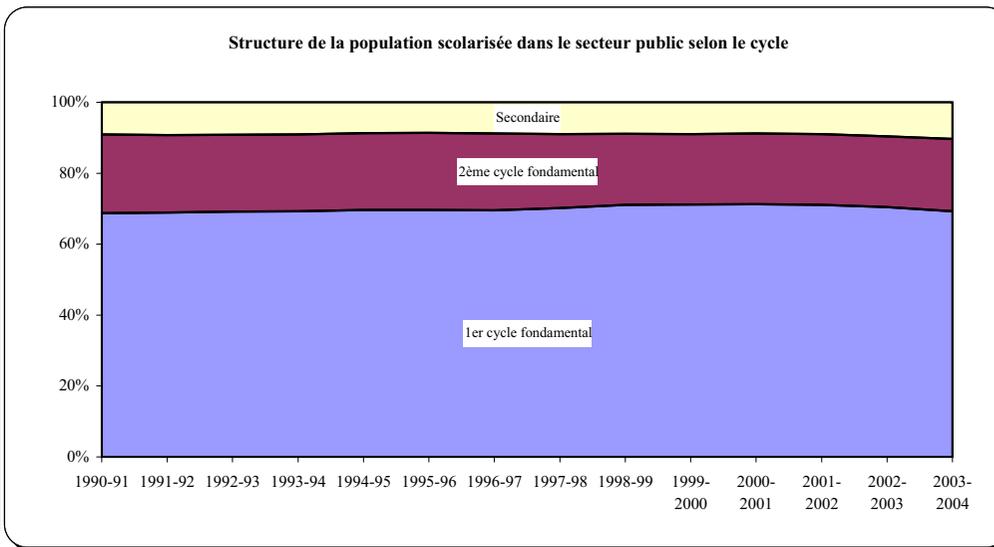
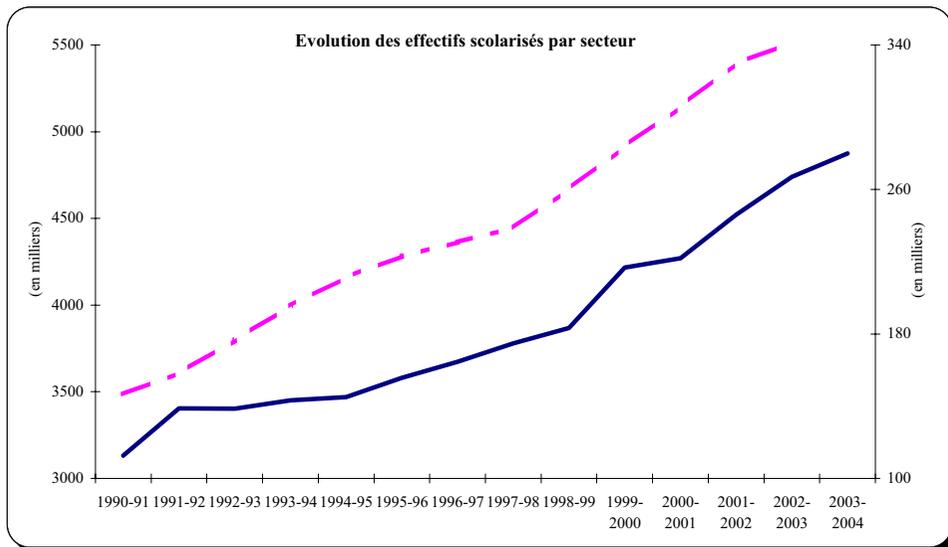
## Indicateurs relatifs à l'enseignement public et privé

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
<b>Effectif des élèves scolarisés<sup>(1)</sup> (en milliers)</b>	3599	3747	3936	4139	4306	4437	4527	4619	4852	5133	5367	5640	5780	5835
Taux de féminité (%)	40,2	40,3	40,7	41,1	41,6	41,9	42,3	42,9	43,8	44,5	45,1	45,6	45,9	46,1
Privé (%)	3,1	3,7	3,5	3,5	3,4	3,5	3,6	3,8	3,8	4,2	4,1	4,4	4,6	4,8
Urbain du secteur public (%)	68,6	70,2	72,5	71,2	70,4	70,1	69,3	67,2	65,5	64,6	64,2	63,5	63,0	67,9
<b>Structure de la population scolarisée dans le secteur public selon le cycle (%)</b>														
1er cycle fondamental	68,7	68,9	69,2	69,3	69,6	69,7	69,6	70,2	71,1	71,1	71,2	71,0	70,5	69,3
2ème cycle fondamental	22,3	21,9	21,6	21,6	21,7	21,7	21,7	20,8	20,1	19,9	20,0	20,0	19,9	20,4
Secondaire	9,0	9,2	9,2	9,1	8,7	8,6	8,8	9,0	8,9	9,0	8,8	9,0	9,6	10,3
<b>Structure de la population scolarisée dans le secteur privé selon le cycle(%)</b>														
1er cycle fondamental	79,1	67,4	72,3	73,0	76,5	76,3	76,9	77,4	79,0	79,2	80,0	80,0	81,1	79,7
2ème cycle fondamental	6,9	12,1	8,1	7,8	4,2	4,4	4,7	5,5	5,1	6,3	7,0	7,6	8,2	9,7
Secondaire	14,0	20,5	19,6	19,2	19,3	19,4	18,5	17,1	15,9	14,5	13,0	12,4	10,7	10,6
<b>Enseignement préscolaire (en milliers)</b>	812	788	779	783	797	817	846	870	819	818	764	748	710	685
Traditionnel (%)	95,8	82,7	76,9	78,1	75,2	71,4	72,1	68,5	66,8	66,9	91,2	90,8	89,9	
Moderne (%)	4,2	17,3	23,1	21,9	24,8	28,6	27,9	31,5	33,2	33,1	8,8	9,1	10,1	
<b>Population scolarisée en premier cycle fondamental public (en milliers)</b>	2395	2485	2628	2769	2896	2983	3034	3119	3317	3498	3664	3832	3885	3847
Taux de féminité (%)														
National	39,6	39,9	40,3	40,9	41,3	41,8	42,2	42,8	43,8	44,7	45,5	46,1	46,4	46,4
Rural	29,4	30,5	30,7	32,5	33,9	34,9	35,8	37,2	39,7	41,6	43,1	44,1	44,7	44,4
Part du Rural (%)	40,1	41,1	38,8	40,8	42,3	43,1	44,0	45,2	47,1	48,7	49,5	50,7	51,6	45,9
Première année du premier cycle fondamental (milliers)	521	541	601	633	631	630	629	680	810	828	830	822	741	
Taux de féminisation (%)	-	-	-	42,8	43,5	44,2	44,3	45,3	46,9	47,4	47,7	47,8	47,4	
Nouvelles inscriptions au niveau de la première année (en milliers)	446	462	518	540	536	533	532	579	695	685	683	673	592	573
Taux de redoublement (%) <sup>(2)</sup>	14,3	14,6	13,8	14,7	15,1	15,4	15,3	14,8	14,2	17,3	17,7	18,1	20,1	
<b>Population scolarisée en deuxième cycle fondamental public (en milliers)</b>	776	790	821	863	902	930	946	926	937	979	1028	1077	1098	1134
Taux de féminité (%)														
National	41,5	41,3	41,3	41,4	41,4	41,3	41,6	42,2	42,7	43,0	43,0	43,3	43,8	44,4
Rural	22,8	23,8	20,3	22,7	23,3	22,9	24,5	26,8	27,9	28,9	29,6	30,7	31,8	32,9
Part du Rural (%)	7,0	7,6	6,5	8,6	9,4	10,0	11,5	13,7	14,2	15,0	16,1	17,5	19,0	19,8
<b>Population scolarisée en secondaire public(milliers)</b>	315	334	348	363	364	368	382	399	414	440	452	484	531	574
Taux de féminité (%)														
National	39,8	41,0	41,9	42,4	42,9	43,3	43,9	44,2	45,2	45,3	46,0	46,5	47,1	47,2
Rural (%)	27,3	25,2	18,7	22,9	23,2	23,3	25,8	28,7	30,2	31,3	32,3	33,1	34,7	35,2
Part du Rural (%)	0,6	0,9	1,0	2,2	2,6	2,8	3,8	5,1	5,0	5,1	5,4	5,7	6,4	6,7
Structure par section														
Littéraire	45,4	47,4	49,6	51,0	-	49,2	49,3	49,3	50,6	51,1	50,3	49,3	49,4	49,3
Scientifique	49,6	47,9	46,1	44,8	-	45,6	45,4	44,9	44,0	43,7	44,6	45,7	45,7	45,8
Technique	5,1	4,7	4,3	4,2	-	5,2	5,3	5,4	5,4	5,2	5,1	5,0	5,0	4,8
<b>Enseignement supérieur (en milliers)</b>	225	239	255	258	266	270	273	267	273	273	272	279	281	277
Taux de féminité (%)	36,0	36,6	37,5	38,7	39,7	39,9	41,7	42,1	42,3	43,0	46,1	43,9	45,1	44,8

Source: Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique.

(1): Effectif des élèves scolarisés : non compris les préscolarisés et l'éducation non formelle

(2): Doublants / effectif des scolarisés à la première année du premier cycle fondamental



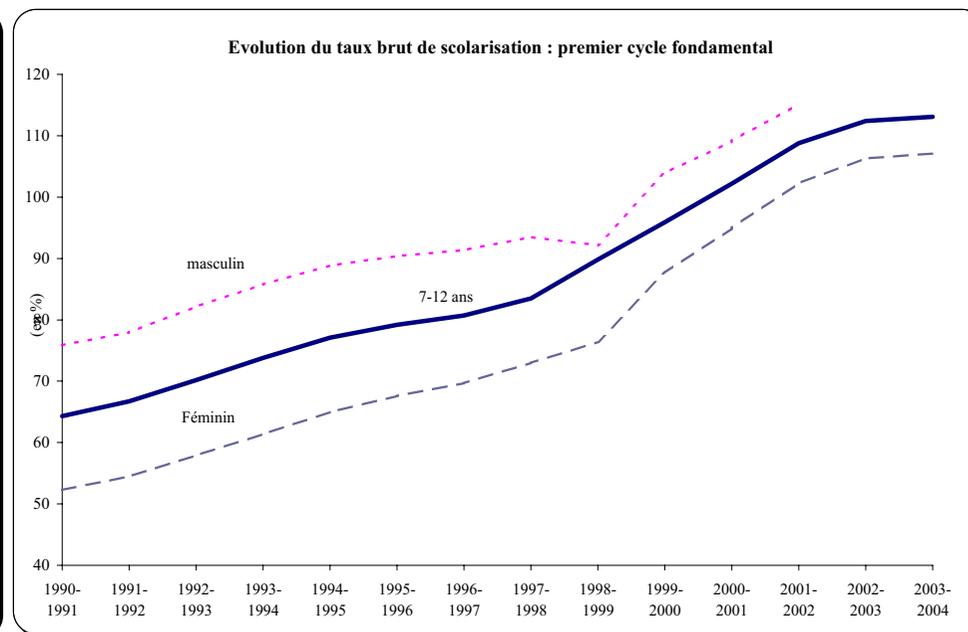
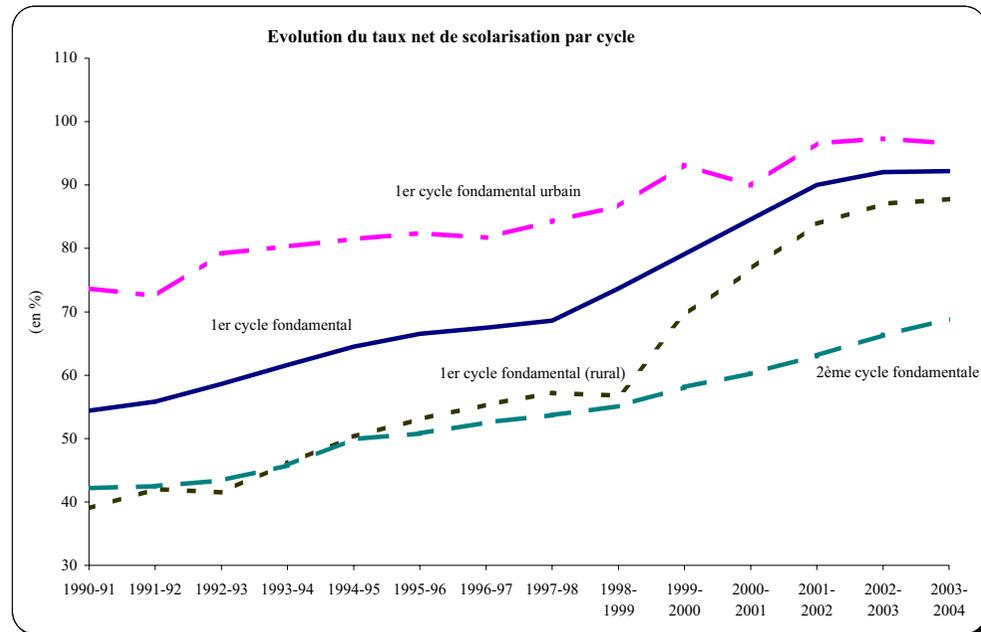
Taux brut et taux net de scolarisation

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
<b>Taux brut de scolarisation(1)</b>														
1 <sup>er</sup> cycle fondamental	64,3	66,7	70,2	73,8	77,1	79,2	80,7	83,5	89,8	95,9	102,2	108,8	112,4	113,1
Masculin	75,9	78,0	82,2	85,8	88,9	90,4	91,4	93,5	92,2	103,9	109,1	115,2		
Féminin	52,3	54,5	57,9	61,4	65,0	67,6	69,7	73,0	76,4	87,6	94,9	102,3	106,3	107,1
<b>Taux net de scolarisation (2)</b>														
1 <sup>er</sup> cycle fondamental	54,4	55,8	58,6	61,6	64,5	66,5	67,5	68,6	73,7	79,1	84,6	90,0	92,1	92,2
Féminin	37,2	46,0	48,7	51,8	55,1	57,5	58,9	61,8	68,0	74,2	80,6	86,6	89,1	89,4
Masculin	70,8	66,3	68,1	71,1	73,7	75,2	75,7	75,4	79,2	83,8	88,4	93,3		
Urbain	73,7	72,5	79,2	80,3	81,5	82,4	81,7	84,3	86,6	89,9	93,2	96,6	97,3	96,6
Rural	39,0	42,0	41,5	46,1	50,3	53,1	55,3	57,2	56,8	69,4	76,7	83,8	87,0	87,8
2 <sup>ème</sup> cycle fondamental	42,2	42,5	43,4	45,8	49,9	50,8	52,5	53,7	55,1	58,1	60,3	63,1	66,3	68,8
Féminin	33,6	34,0	34,9	37,1	40,4	41,2	43,3	45,0	46,7	49,9	52,7	56,2	59,8	62,7

Source : Haut Commissariat au Plan

(1): Rapport entre l'effectif total des élèves inscrits dans le cycle considéré et la population en âge réglementaire pour suivre ce cycle

(2): Rapport entre l'effectif des élèves inscrits à un cycle d'enseignement, qui appartiennent au groupe d'âge correspondant à ce niveau, et le nombre d'enfants de ce même groupe d'âge,

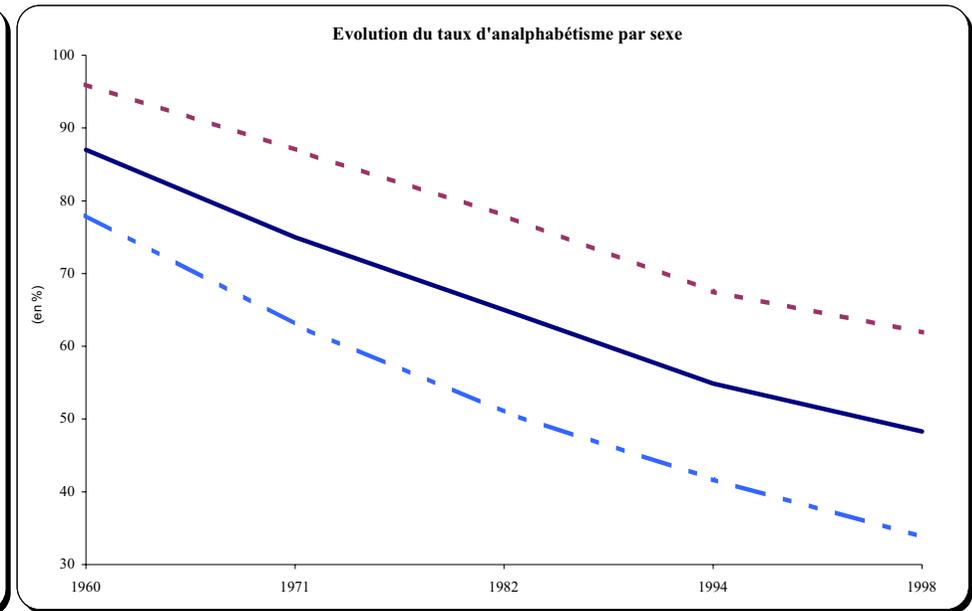
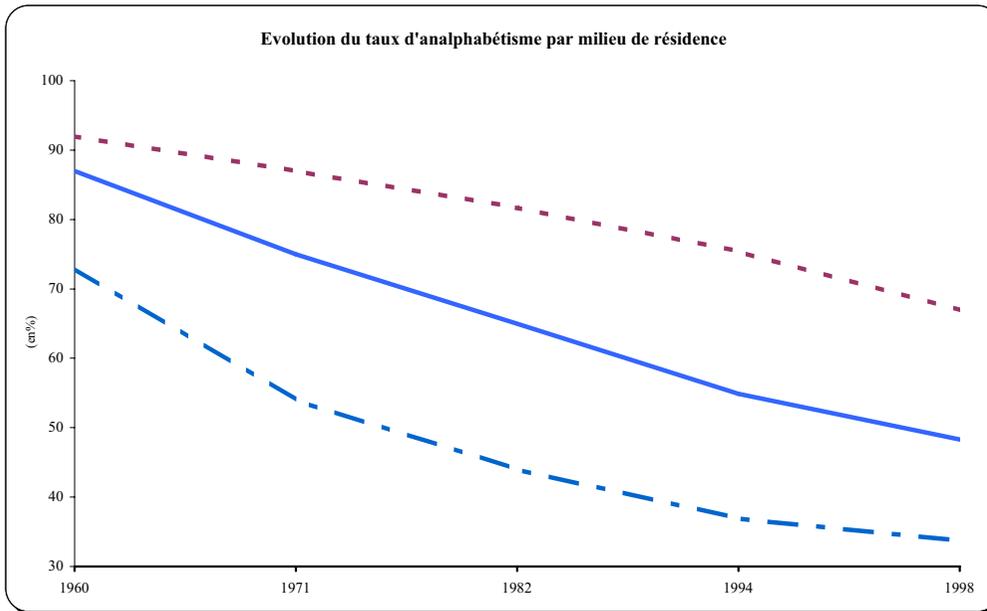


Taux d'analphabétisme de la population âgée de 10 ans et plus

	1960	1971	1982	1994	1998
<b>Par milieu de résidence</b>					
National	87,0	75,0	65,0	55,0	48,3
dont féminin	96,0	87,0	78,0	68,0	61,9
Urbain	73,0	54,0	44,0	37,0	33,7
dont féminin	88,0	68,0	58,0	49,0	45,5
Rural	92,0	87,0	82,0	75,0	66,9
dont féminin	99,0	98,0	95,0	89,0	83,0
<b>Par âge</b>					
10-14 ans	-	60,0	43,0	36,0	25,3
15-24 ans	-	62,0	56,0	42,0	35,7
25-34 ans	-	81,0	63,0	54,0	49,5(1)
<b>Par région</b>					
Grand Casablanca	-	-	-	30,9	29,2
Rabat-Salé-Zaer	-	-	-	41,2	36,7
Tanger-Tétouan	-	-	-	53,6	48,4
Région de l'Oriental	-	-	-	52,8	48
Taza-Al Houceima- Taounate	-	-	-	66,9	63,1
Marrakech-Tensift-Al Houaz	-	-	-	67,1	58,5

(1): de 25 à 44 ans

Source: Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique.

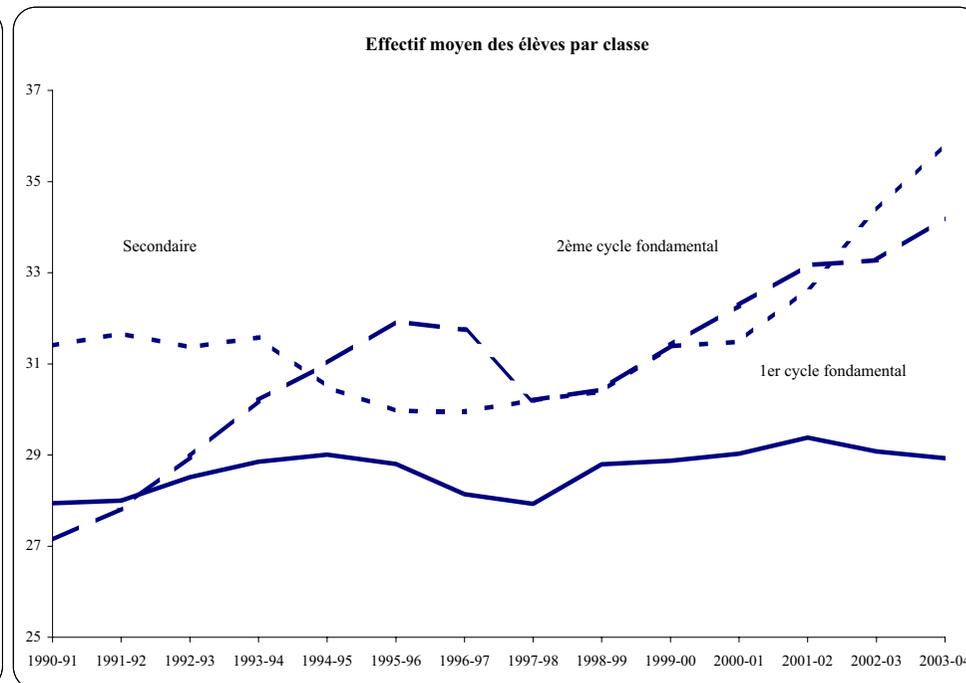
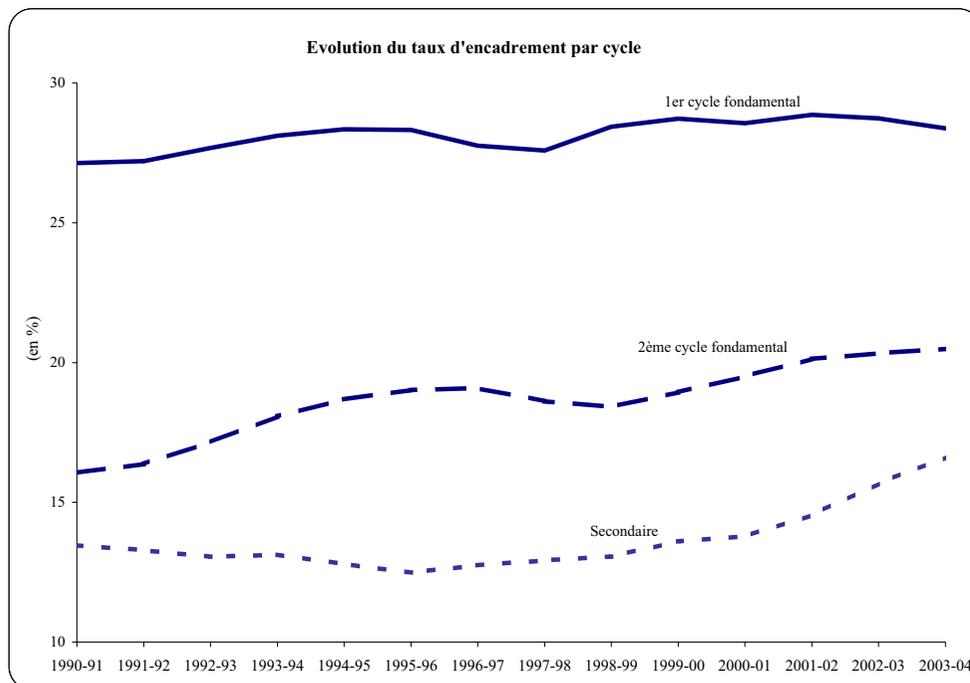


Indicateurs relatifs à l'infrastructure d'accueil dans l'enseignement public

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
<b>Taux d'encadrement <sup>(1)</sup></b>	22	22	22	23	23	23	23	23	23	24	24	25	25	25
1er cycle fondamental	27	27	28	28	28	28	28	28	28	29	29	29	29	28
Urbain	33	33	33	33	34	33	33	33	33	33	33	33	33	37
Rural	21	22	22	23	23	24	23	23	25	25	25	25	25	22
2ème cycle fondamental	16	16	17	18	19	19	19	19	18	19	19	20	20	20
Secondaire	13	13	13	13	13	12	13	13	13	14	14	15	16	17
<b>Effectif moyen des élèves par classe</b>														
1er cycle fondamental	28	28	29	29	29	29	28	28	29	29	29	29	29	29
2ème cycle fondamental	27	28	29	30	31	32	32	30	30	31	32	33	33	34
Secondaire	31	32	31	32	30	30	30	30	30	31	31	33	34	36

Source: Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche Scientifique.

(1) = nombre moyen d'élèves par enseignant

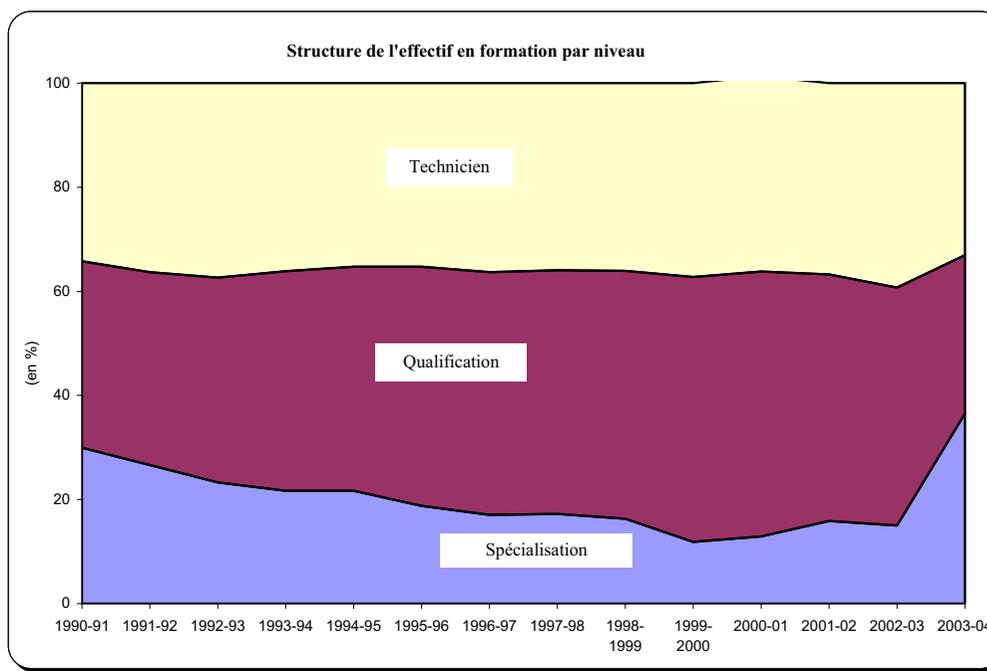
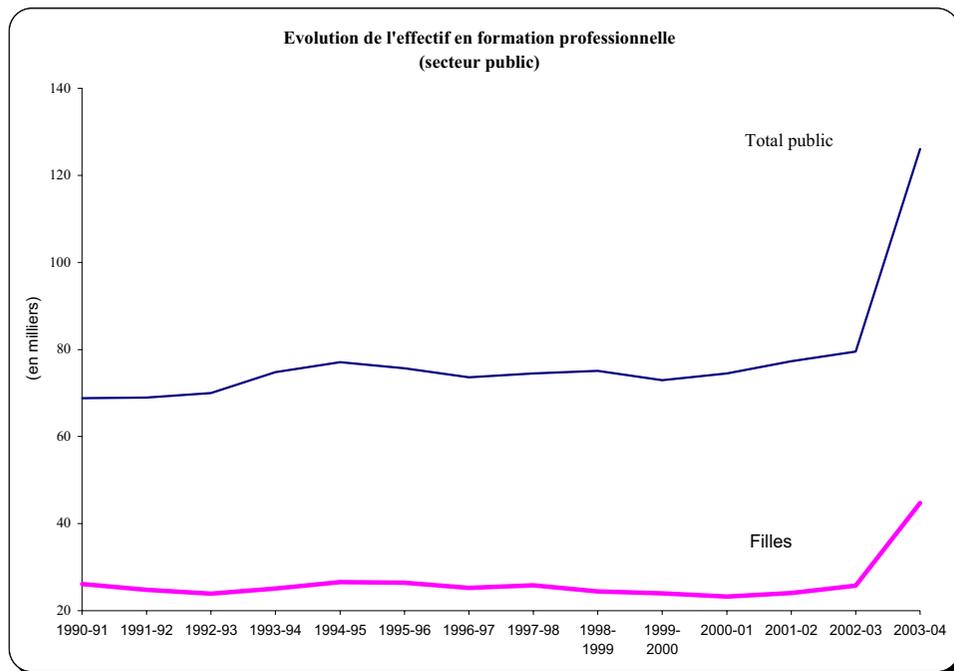


Indicateurs relatifs à la formation professionnelle

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-1999	1999-2000	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04
<b>Effectif en formation professionnelle</b>	68802	68969	70002	74809	77105	75678	73602	74467	75064	72918	74478	77304	79510	126027
Taux de féminité (%)	38,0	35,9	34,2	33,5	34,4	35,0	34,3	34,7	32,5	32,9	31,3	31,1	32,4	35,5
<b>Structure par niveau</b>														
Spécialisation (%)	29,9	26,7	23,3	21,7	21,7	18,7	17,1	17,2	16,3	11,9	12,9	15,9	15,0	36,5
Qualification (%)	35,8	37,1	39,4	42,2	43,0	46,0	46,6	46,8	47,6	50,9	50,9	47,4	45,7	30,5
Technicien <sup>(1)</sup> (%)	34,2	36,3	37,4	36,1	35,3	35,3	36,3	36,0	36,0	37,3	37,5	36,7	39,3	33,0

Source: Ministère de l'Education Nationale et Ministère de l'Equipement

(1) y compris le niveau des techniciens spécialisés à partir de 1993



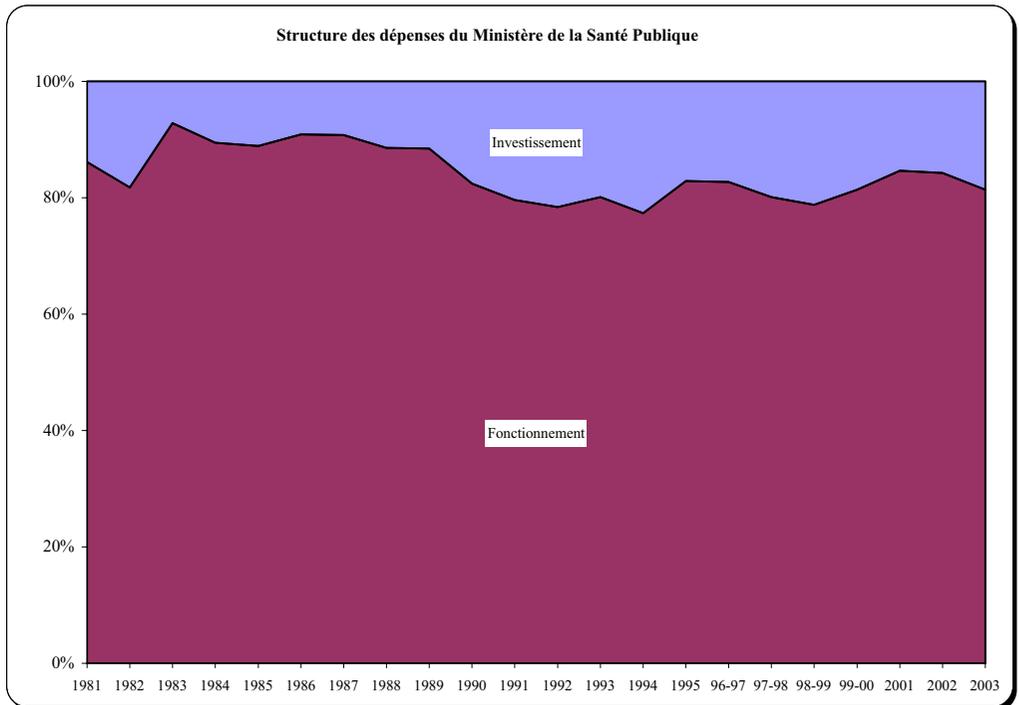
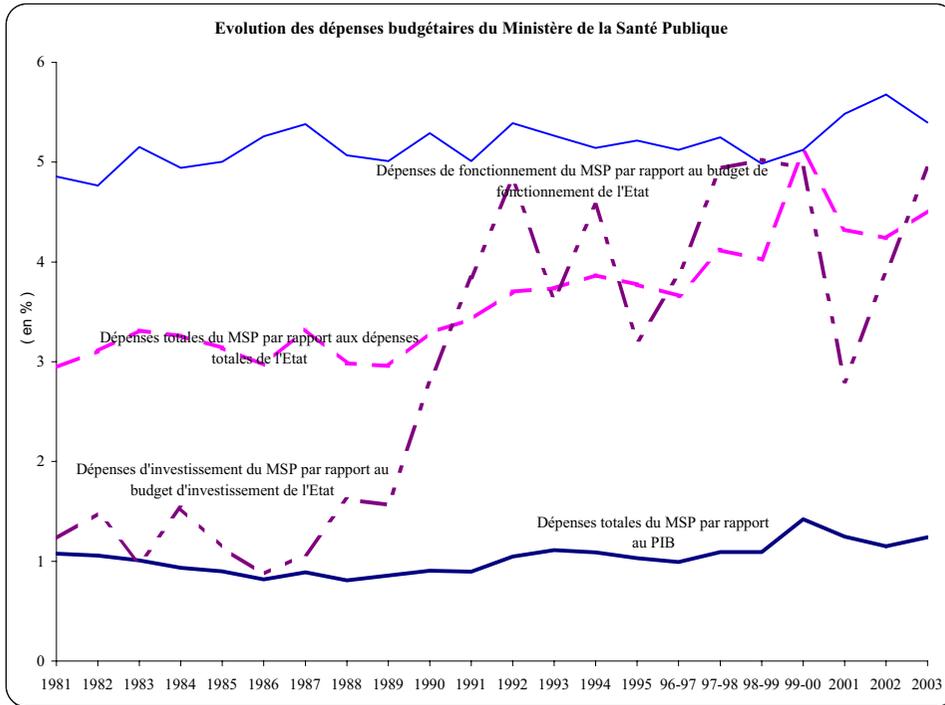
*Santé et prévoyance sociale*

Indicateurs des ressources financières du Ministère de la Santé Publique

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	96-97	97-98	98-99	99-00	2001	2002	2003
Dépenses du Ministère de la Santé Publique (MSP) (millions de Dh)	851	981	1001	1051	1164	1261	1386	1476	1640	1924	2161	2554	2777	3048	2915	3169	3622	3768	4973	4781	4577	5189
Investissement(%)	13,9	18,2	7,2	10,6	11,1	9,1	9,2	11,4	11,5	17,6	20,4	21,6	19,9	22,7	17,2	17,3	19,9	21,2	18,6	15,4	15,8	18,6
Fonctionnement(%)	86,1	81,8	92,8	89,4	88,9	90,9	90,8	88,6	88,5	82,4	79,6	78,4	80,1	77,3	82,8	82,7	80,1	78,8	81,4	84,6	84,2	81,4
Dépenses du MSP/PIB (%)	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,4	1,2	1,2	1,2
Dépenses du MSP/Dépenses totales de l'Etat	2,9	3,1	3,3	3,3	3,1	3,0	3,3	3,0	3,0	3,3	3,4	3,7	3,7	3,9	3,8	3,7	4,1	4,0	5,1	4,3	4,2	4,5
DF du MSP/ DF de l'Etat (%)	4,9	4,8	5,2	4,9	5,0	5,3	5,4	5,1	5,0	5,3	5,0	5,4	5,3	5,1	5,2	5,1	5,2	5,0	5,1	5,5	5,7	5,4
DI du MSP/ DI de l'Etat (%)	1,2	1,5	1,0	1,5	1,1	0,9	1,1	1,6	1,6	2,8	3,8	4,8	3,6	4,6	3,2	3,9	4,9	5,0	4,9	2,8	3,9	4,9
Dépenses du MSP/ Habitant (DH)	42,9	48,2	48,1	49,3	53,4	56,6	60,9	63,5	69,2	79,6	87,7	101,7	108,6	117,6	110,5	118,0	132,6	135,7	176,1	163,9	154,5	172,5
ICV relatif aux soins médicaux	104,1	116,0	130,3	140,6	151,1	163,1	175,5	183,8	191,5	199,3	213,1	222,9	230,9	235,3	239,5	251(1)	256(1)	265(1)	268(1)	272,9	275,9	280,8
Variation annuelle	4,1	11,4	12,3	7,9	7,5	7,9	7,6	4,7	4,2	4,1	6,9	4,6	3,6	1,9	1,8	4,8	2,1	3,3	1,2	1,4	1,1	1,8

Source : Ministère de la Santé Publique et Ministère des Finances et de la Privatisation

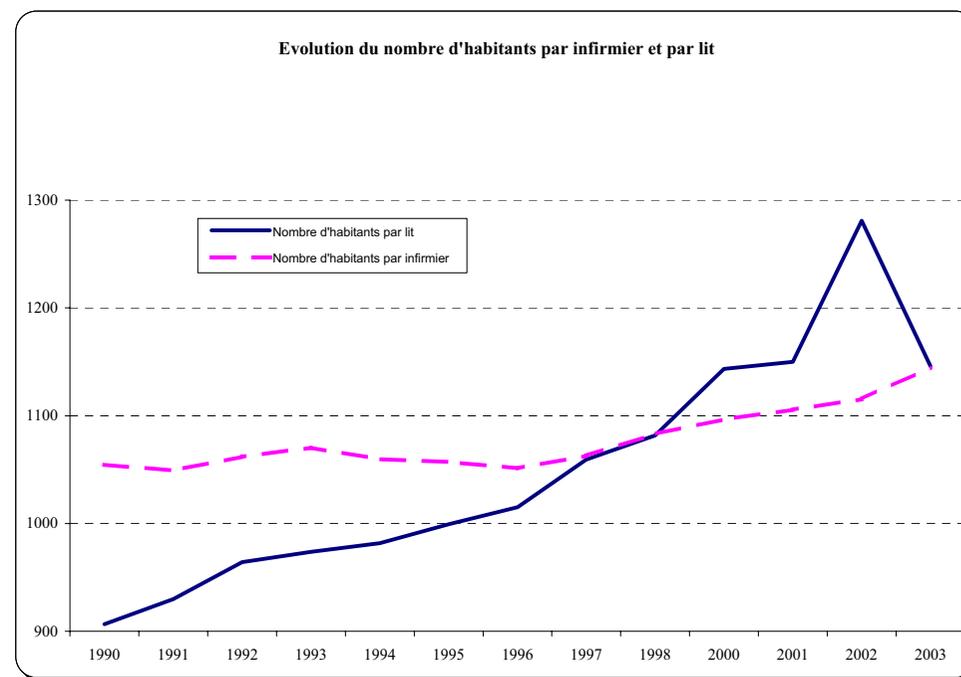
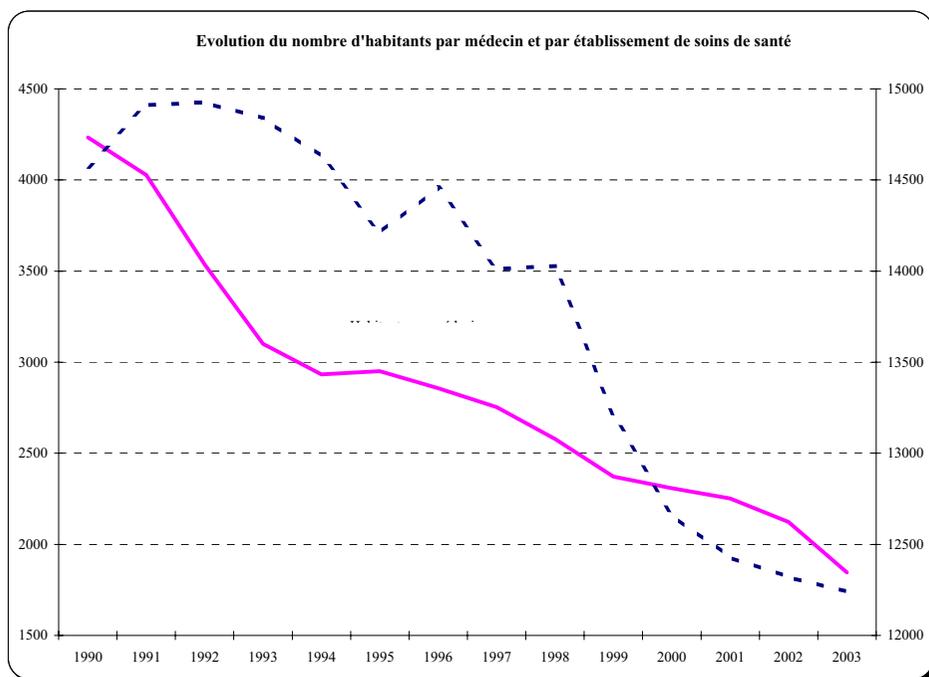
(1) Ces données correspondent aux années civiles 1996, 1997, 1998 et 1999.

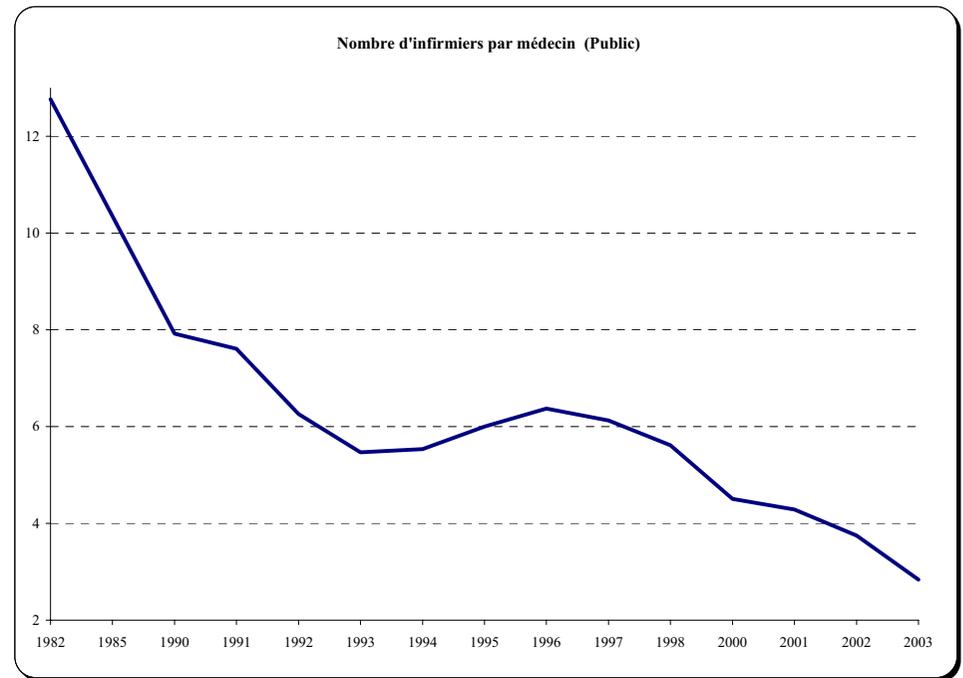
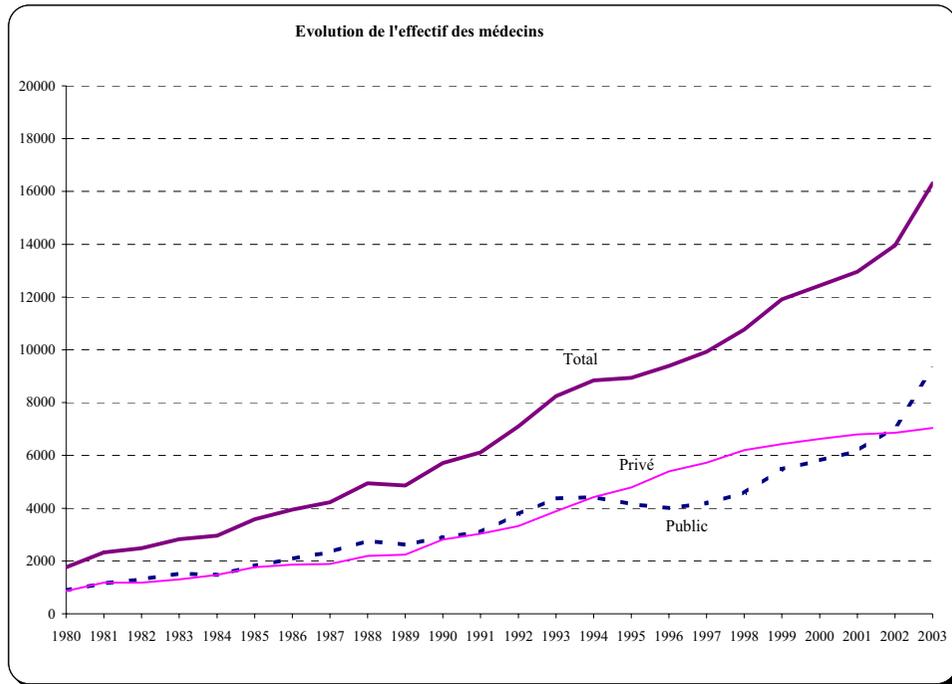


Indicateurs de couverture de la santé publique

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Effectif des médecins	1762	2332	2487	2823	2957	3579	3945	4226	4946	4862	5711	6120	7103	8252	8838	8945	9397	9923	10771	11907	12439	12439	13955	16307
Privé (%)	49,2	50,6	47,5	46,3	50,0	49,3	47,2	44,7	44,2	46,1	49,3	49,5	46,8	47,0	50,0	53,5	57,4	57,7	57,6	54,0	53,3	54,6	49,2	43,2
Public (%)	50,8	49,4	52,5	53,7	50,0	50,7	52,8	55,3	55,8	53,9	50,7	50,5	53,2	53,0	50,0	46,5	42,6	42,3	42,4	46,0	46,7	49,5	50,8	56,8
Nombre d'habitants par médecin (en milliers)	10,972	8,506	8,184	7,379	7,207	6,089	5,645	5,383	4,696	4,875	4,233	4,028	3,536	3,100	2,933	2,950	2,857	2,752	2,579	2,372	2,308	2,252	2,123	1,845
Nombre d'habitants par lit	794	815	817	808	803	835	884	901	891	906	906	930	964	974	982	999	1015	1059	1082	1118	1143	1150	1281	1146
Nombre d'habitants par infirmier	-	-	1221	-	-	1159	-	-	-	-	1055	1049	1062	1070	1059	1057	1051	1063	1083	1076	1097	1105	1115	1145
Nombre d'habitants par établissement de soins de santé (en milliers)	17,1	14,7	14,5	14,4	14,7	16,0	16,4	13,9	15,3	14,6	14,6	14,9	14,9	14,8	14,6	14,2	14,5	14,0	14,0	13,2	12,7	12,4	12,3	12,2
Nombre d'infirmiers par médecin (Public)	-	-	12,8	-	-	10,4	-	-	-	-	7,9	7,6	6,3	5,5	5,5	6,0	6,4	6,1	5,6	4,8	4,5	4,3	3,7	2,8

Source: Ministère de la Santé Publique





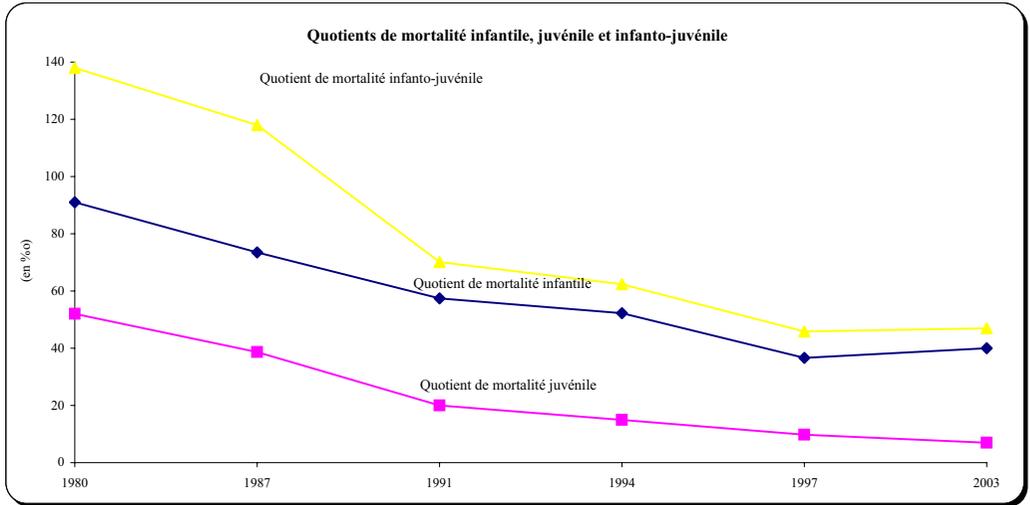
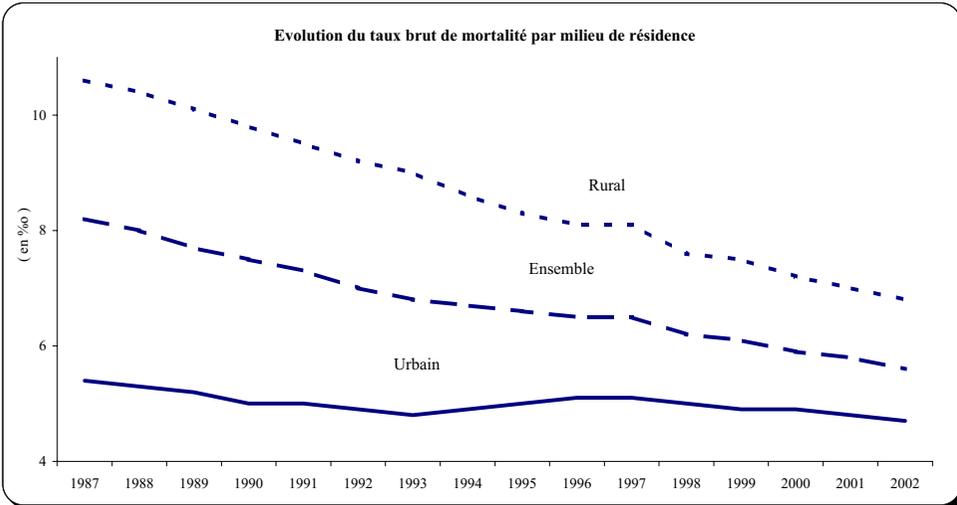
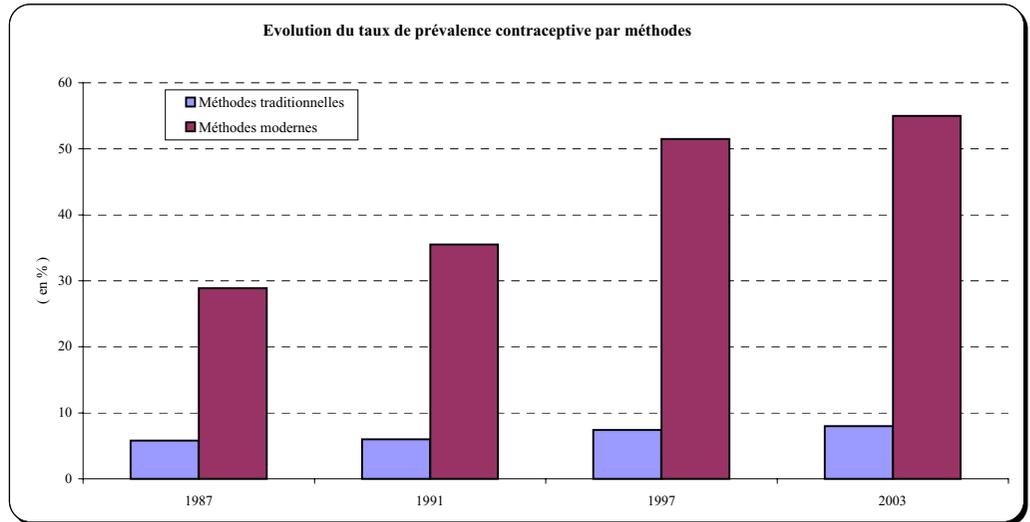
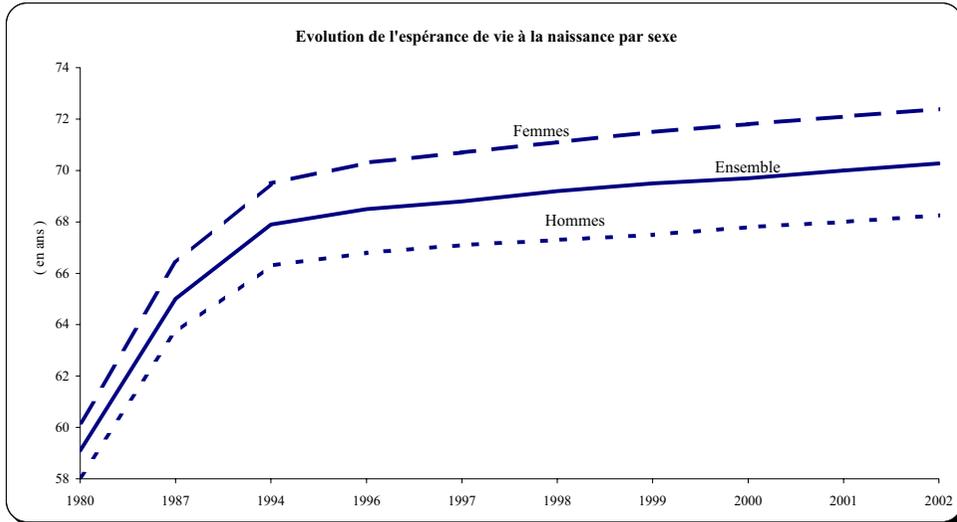
## Indicateurs de mortalité et de santé reproductive

	1980	1982	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Mortalité</b>																			
Espérance de vie à la naissance (en ans)	59,1	-	65,0	-	-	-	-	-	-	67,9	-	68,5	68,8	69,2	69,5	69,7	70,0	70,3	
Hommes	58,1	-	63,7	-	-	-	-	-	-	66,3	-	66,8	67,1	67,3	67,5	67,8	68,0	68,3	
Femmes	60,2	-	66,4	-	-	-	-	-	-	69,5	-	70,3	70,7	71,1	71,5	71,8	72,1	72,4	
Taux brut de mortalité(en mille)	-	-	8,2	8,0	7,7	7,5	7,3	7,0	6,8	6,7	6,6	6,5	6,5	6,2	6,1	5,9	5,8	5,6	5,5
Urbain			5,4	5,3	5,2	5,0	5,0	4,9	4,8	4,9	5,0	5,1	5,1	5,0	4,9	4,9	4,8	4,7	
Rural			10,6	10,4	10,1	9,8	9,5	9,2	9,0	8,6	8,3	8,1	8,1	7,6	7,5	7,2	7,0	6,8	
Quotient de mortalité infantile (pour mille naissances)	91,0	-	73,5	-	-	-	57,4	57,3	54,7	52,2	-	-	36,6	-	-	-	-	36,6	40,0
Urbain	73,0	-	66,1	-	-	-	51,9	-	-	-	-	-	23,8	-	-	-	-	23,8	
Rural	99,0	-	91,0	-	-	-	69,3	-	-	-	-	-	46,1	-	-	-	-	46,1	
Quotient de mortalité juvénile (pour mille naissances)	52,0	-	38,7	-	-	-	20,0	20,0	17,3	15,0	-	-	9,8	-	-	-	-	9,8	7,0
Urbain	24,0	-	16,4	-	-	-	7,2	-	-	-	-	-	6,1	-	-	-	-	6,1	
Rural	66,0	-	51,0	-	-	-	30,7	-	-	-	-	-	15,0	-	-	-	-	15,0	
Quotient de mortalité infanto-juvénile (pour mille naissances)	138	-	118	-	-	-	70,1	76,1	68,9	62,4	-	-	45,8	-	-	-	-	45,8	47,0
Urbain	-	-	81	-	-	-	58,7	-	-	-	-	-	29,9	-	-	-	-	29,9	
Rural	-	-	137	-	-	-	97,8	-	-	-	-	-	61,1	-	-	-	-	61,1	
<b>Santé reproductive</b>																			
Taux de prévalence contraceptive <sup>(1)</sup>	-	-	35,9	-	-	35,9	41,5	-	-	-	50,3	-	59,0	59,0	58,8	-	-	58,8	63,0
Méthodes traditionnelles	-	-	5,8	-	-	-	6,0	-	-	-	7,9	-	7,4	7,4	-	-	-	-	8,0
Méthodes modernes	-	-	28,9	-	-	-	35,5	-	-	-	42,4	-	51,5	51,5	-	-	-	-	55,0
Urbain	-	-	-	-	-	51,9	54,4	-	-	-	64,2	-	66,0	66,0	65,8	-	-	65,8	65,5
Rural	-	-	-	-	-	24,6	31,6	-	-	-	39,2	-	51,0	51,0	50,7	-	-	50,7	59,7
Proportion d'assistance lors de l'accouchement	-	-	26,0	-	-	-	-	31,0	-	-	39,6	-	-	43,0	45,6	-	-	45,6	63,0
Taux de couverture vaccinale <sup>(2)</sup>	-	-	69,8	-	-	-	75,7	-	-	-	85,0	-	88,7	90,5	-	-	-	90,5	89,0

Source : Ministère de la Santé Publique

(1)= nombre de femmes mariés pratiquant une méthode contraceptive/ nombre de femmes mariés \*100

(2)= le taux de couverture vaccinale est le pourcentage des enfants qui ont reçu les six vaccins : Tuberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite et rougeole

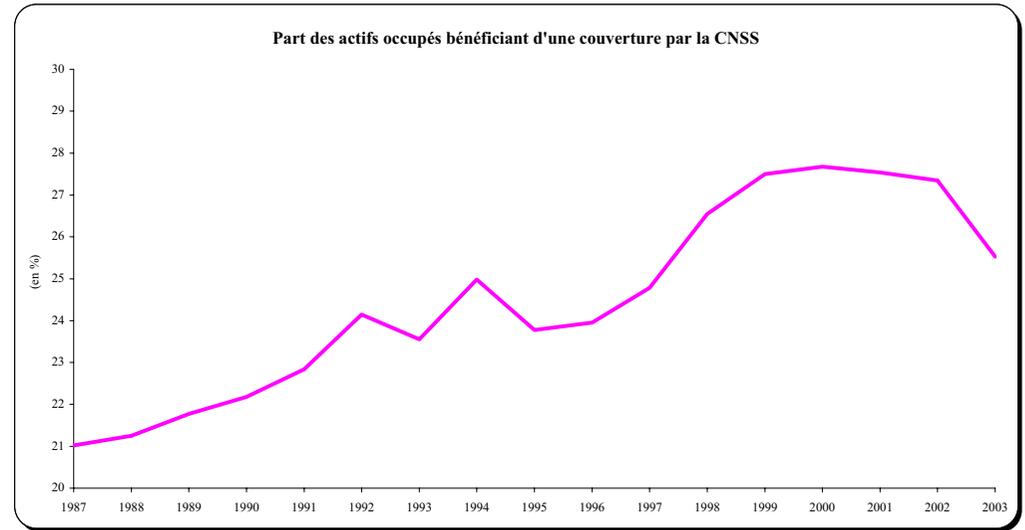
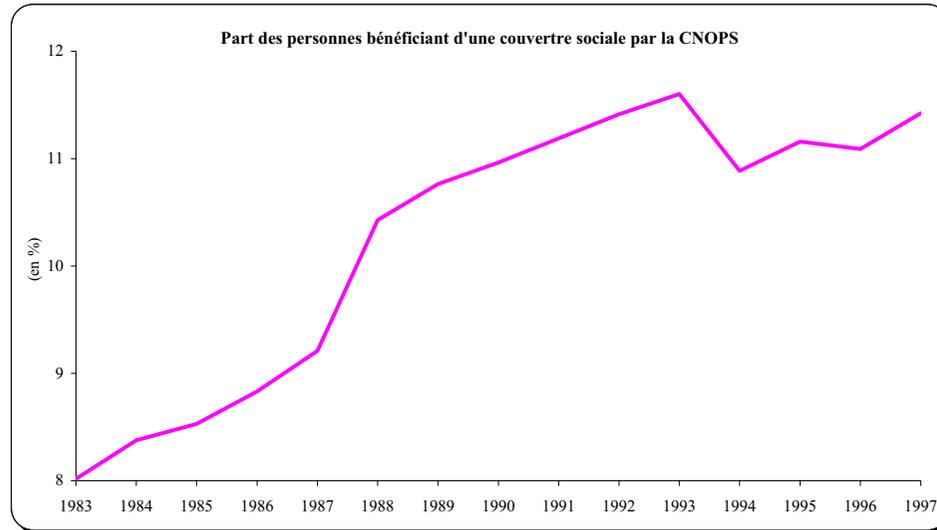
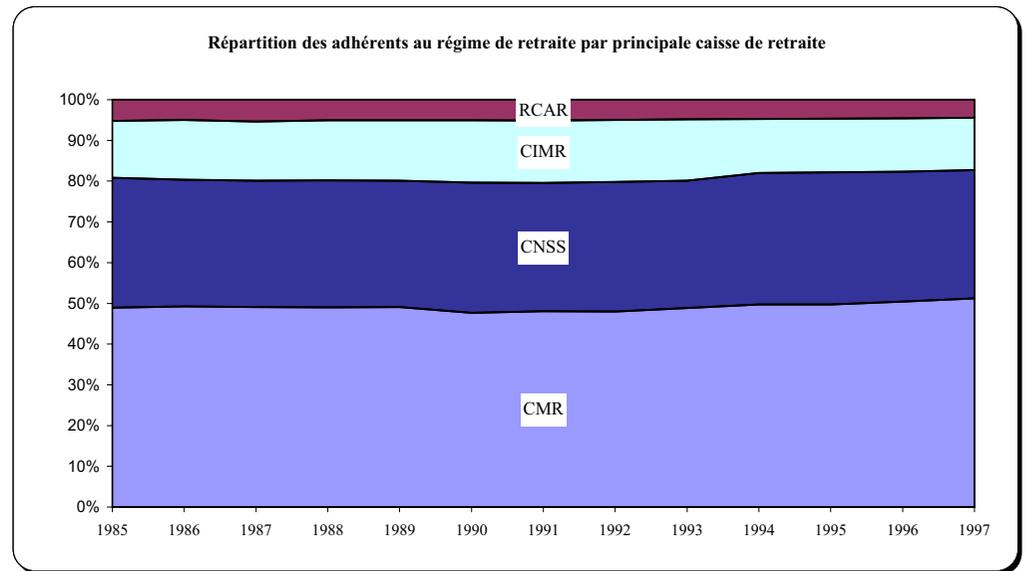
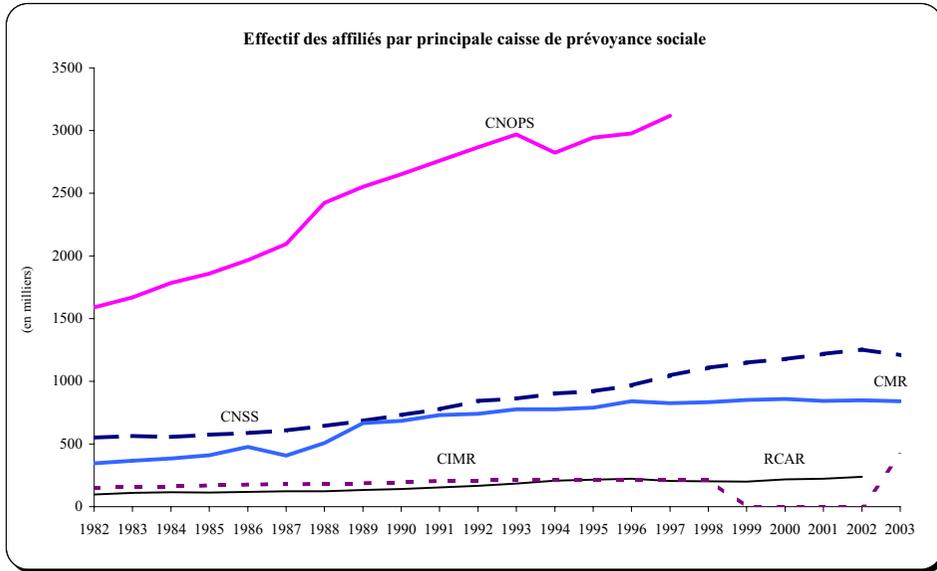


## Indicateurs de prévoyance sociale

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Mutuelles ( CNOPS)</b>																								
Bénéficiaires (milliers)	-	-	1591	1670	1785	1859	1967	2095	2422	2551	2651	2758	2867	2968	2822	2944	2977	3119	-	-	-			
Part des personnes ayant une couverture CNOPS	-	-	7,8	8,0	8,4	8,5	8,8	9,2	10,4	10,8	11,0	11,2	11,4	11,6	10,9	11,2	11,1	11,4	-	-	-			
Cotisations(millions de dh)	-	-	-	-	-	176	198	279	344	412	451	497	512	884	664	690	383	814	-	-	-			
Prestations(millions de dh)	-	-	-	-	-	162	197	279	300	312	343	442	511	656	903	1029	572	1000	-	-	-			
<b>CNSS</b>																								
Effectif des assurés (milliers)	513	529	552	563	557	574	587	607	644	684	730	777	844	862	903	920	966	1047	1107	1148	1177	1217	1253	1208
Part des femmes(%)	-	-	16,3	16,8	-	18,6	19,7	20,6	21,4	21,9	22,8	23,7	24,9	25,7	26,8	27,6	28,5	29,8	30,7	31,2	31,5	32,0	32,2	32,2
Assurés/Population urbaine active occupée	-	-	24,0	-	24,1	22,1	21,6	21,0	21,3	21,8	22,2	22,8	24,1	23,6	25,0	23,8	24,0	24,8	26,5	27,5	27,7	27,5	27,3	25,5
Effectif des retraités(milliers)	-	-	38	45	50	56	58	64	70	74	82	87	94	100	107	116	122	130	134	-	-			
Montant des cotisations(millions de dh)	-	-	1209	1290	1391	1527	1740	1781	1980	2254	2632	2988	3368	1025	4174	4418	4597	2107	2038	-	-			
Charges de pensions de retraite(millions de Dh)	-	-	225	278	323	370	417	461	519	574	636	1569	841	978	1150	1418	1536	1755	1895	-	-			
Effectif des assurés sortis du régime (milliers)	18	73	42	42	40	35	41	40	36	45	45	51	94	101	117	136	132	137	-	-	-			
Taux de sortie	3,5	13,7	7,5	7,5	7,3	6,1	7,0	6,6	5,5	6,6	6,1	6,6	11,1	11,7	12,9	14,8	13,6	13,1	-	-	-			
<b>Structure des personnes couvertes par la CNOPS ou la CNSS</b>																								
* CNOPS (adhérents)	-	-	74,2	74,8	76,2	76,4	77,0	77,5	79,0	78,9	78,4	78,0	77,3	77,5	75,8	76,2	75,5	74,9	-	-	-			
* CNSS	-	-	25,8	25,2	23,8	23,6	23,0	22,5	21,0	21,1	21,6	22,0	22,7	22,5	24,2	23,8	24,5	25,1	-	-	-			
<b>Part de la population bénéficiant d'une couverture(CNOPS ou CNSS) <sup>(1)</sup></b>	-	-	10,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,9	10,8	-	-	-	12,3	12,6	13,0	13,2	12,1
<b>CMR</b>																								
Effectif des affiliés(milliers)	-	-	347	365	385	410	478	407	508	666	685	731	742	777	777	790	842	825	833	853	858	843	848	841
Effectif des retraités(milliers)	-	-	64	70	79	86	92	102	110	118	122	132	142	156	166	178	193	212	227	235	238	257	277	295
Montant des cotisations(millions de Dh)	-	-	815	831	615	1120	1229	1318	1470	783	1281	1632	1601	1472	1567	1950	3487	4619	5864	6066	1901	4141	6091	7345
Charges des pensions de retraite(millions de Dh)	-	-	504	547	531	626	842	767	823	905	1001	1569	1625	1818	2148	2233	2158	3106	3541	4178	2262	4958	5830	6644
<b>RCAR</b>																								
Effectif des affiliés(milliers)	-	-	98	110	114	113	117	122	124	133	141	154	166	185	207	215	224	204	202	200	219	224	239	
Effectif des retraités(milliers)	-	-	-	-	-	9	9	11	11	12	13	14	15	15	16	17	17	18	-	-	-			
Montant des cotisations(millions de dh)	-	-	265	284	249	256	311	303	310	335	346	412	459	513	521	673	689	708	738	785	807	774	883	
Charges des pensions de retraite(millions de dh)	-	-	22	24	35	33	38	43	50	53	61	74	90	109	126	129	175	187	206	230	261			
<b>CIMR</b>																								
Effectif des affiliés(milliers)	-	-	154	159	162	169	176	180	183	188	196	205	208	212	213	217	215	213	215	-	-	-	-	409
Effectif des retraités(milliers)	-	-	16	20	22	25	27	30	33	36	39	42	45	48	44	47	50	53	56	-	-	-	-	90
Montant des cotisations(millions de dh)	-	-	193	214	236	268	292	341	368	419	499	524	587	653	720	749	833	868	921	-	-	-	-	2500
Charges des pensions de retraite(milliers de dh)	-	-	136	165	193	226	265	311	355	408	471	536	617	713	802	904	1018	1135	1208	-	-	-	-	1800
<b>Répartition des retraités par principale caisse sociale</b>																								
CMR	-	-	-	-	-	49,0	49,3	49,1	49,0	49,1	47,7	48,0	48,0	48,9	49,7	49,7	50,4	51,2	54,4	-	-			
RCAR	-	-	-	-	-	5,2	4,9	5,3	5,0	5,1	5,1	5,1	5,0	4,8	4,8	4,6	4,6	4,4	-	-	-			
CNSS	-	-	-	-	-	31,8	31,1	31,1	31,2	31,0	31,9	31,5	31,8	31,2	32,2	32,4	31,9	31,5	-	-	-			
CIMR	-	-	-	-	-	14,0	14,7	14,5	14,8	14,9	15,3	15,3	15,2	15,1	13,3	13,2	13,1	12,9	-	-	-			

Source : données de la CNSS, CMR, CIMR, RCAR (Haut Commissariat au Plan)

(1)= affiliés au régime de retraite/population active occupée totale



*Niveau de vie*  
*Niveau de vie*

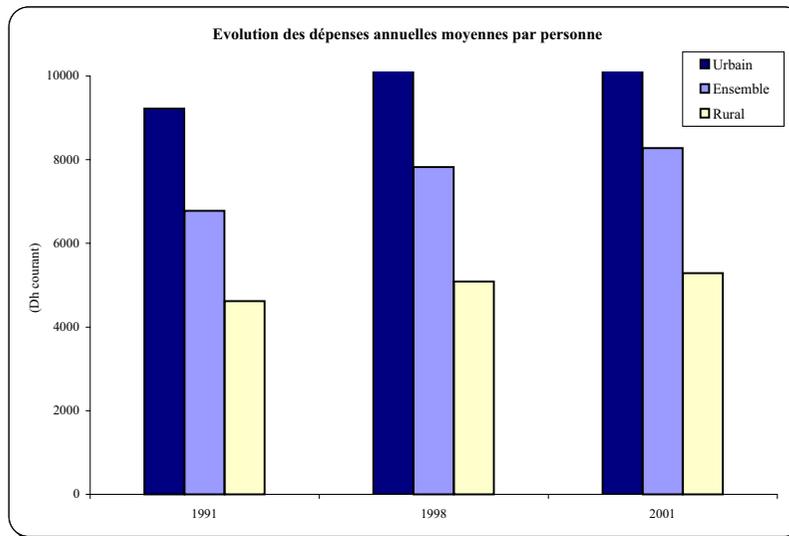
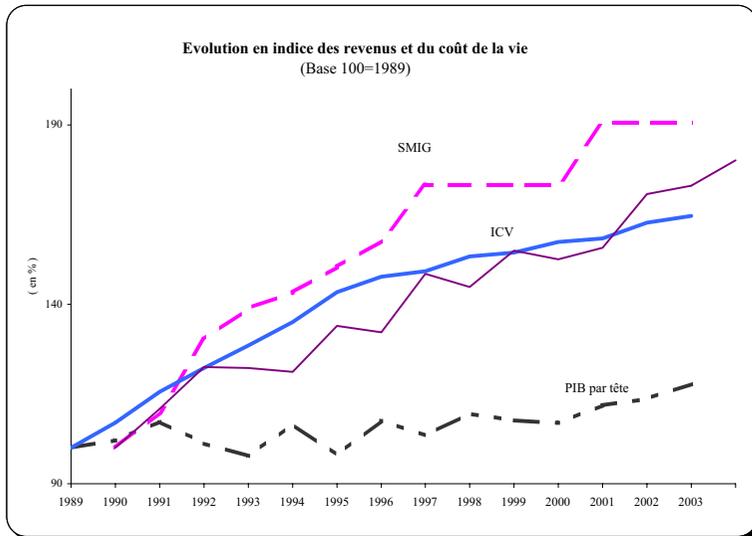
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Indice de Coût de la Vie</b> ( base 100=1989)	100,0	107,0	115,6	122,2	128,5	135,1	143,4	147,7	149,2	153,3	154,4	157,3	158,3	162,7	164,6
Variation (%)		7,0	8,0	5,7	5,2	5,1	6,2	3,0	1,0	2,8	0,7	1,9	0,6	2,8	1,2
<b>PIB constant par tête</b> (Dh)	4396	4486	4716	4453	4296	4690	4306	4731	4548	4815	4732	4700	4916	4994	5176
<b>RNB/habitant</b> (Dh)	8330	9236	10209	10183	10096	11164	11009	12368	12066	12904	12708	12974	14221	14416	15003
<b>SMIG</b> (Dh )	11498	12638	14976	15974	16474	17297	18121	19918	19918	19918	19918	21915	21915	21915	
<b>Salaire brut annuel moyen par fonctionnaire</b> <sup>(1)</sup>	33478	36896	39566	40714	41657	43770	45348	48021	51459	55494	59175	60011	64891	66649	
<b>Dépenses annuelles moyennes par personne</b> <sup>(2)</sup> (Dh)	5269	5689	6780	6421	6353	7259	7312	8025	7610	7823	7593	7867	8280	8120	8250
Urbain	-	-	9224	-	-	-	-	-	-	10152	-	-	10642	-	
Rural	-	-	4623	-	-	-	-	-	-	5085	-	-	5288	-	
<b>Dépenses de consommation par ménage</b> <sup>(3)</sup> (Dh courant)	-	-	38600	-	-	42331	42345	45910	45336	47353	45124	46599	48183	48185	48601
Urbain	-	-	48192	-	-	-	-	-	-	56781	-	-	-	-	
Rural	-	-	28584	-	-	-	-	-	-	32372	-	-	-	-	

Source : Haut Commissariat au Plan

(1): ne concernent que les fonctionnaires mandatés par la D.R.P.P. Toutefois ils ne concernent pas les départements de la défense nationale (F.A.R), la gendarmerie royale, la garde royale, les forces auxiliaires, la direction générale de la sûreté nationale et la direction de la surveillance du territoire.

(2) = consommation des ménages résidents/ population totale

(3) = consommation finale des ménages/ effectif des ménages



## Coefficients budgétaires et indicateurs de pauvreté

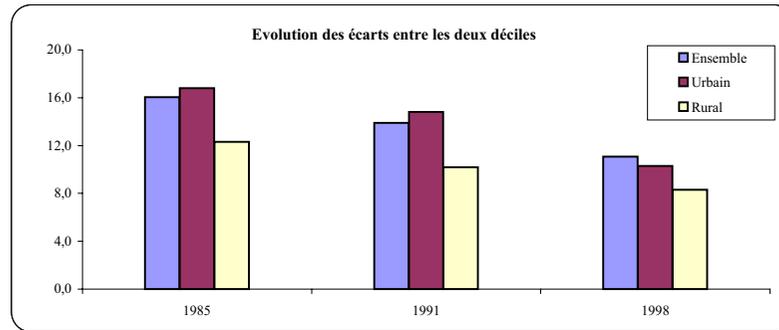
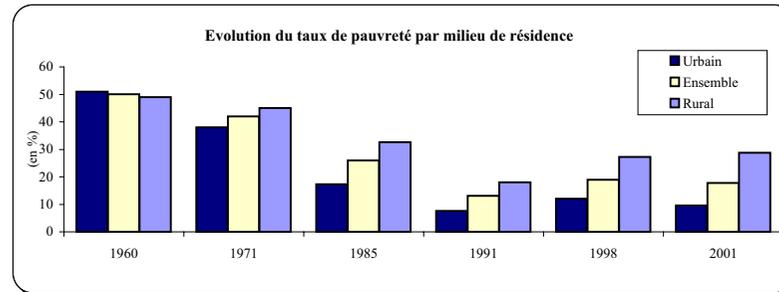
	1985	1991	1998	2001(3)
<b>Dépenses annuelles moyennes par personne(Dh)</b>	3623	6780	7823	8280
Alimentation et boissons(%)		45,5	43,1	43,5
Habillement (%)		6,1	5,5	
Habitation et énergie(1) (%)		21,7	25,3	22,1
Hygiène et soins médicaux(%)		6,7	6,9	6,6
Transport et communication, loisirs, enseignement et culture, autres dépenses de biens et services(%)		20	19,2	
<b>Seuil de pauvreté( Dh)</b>				
Urbain	1966	2725	3922	3235(2)
Rural	1760	2439	3037	2989(2)
<b>Population pauvre(milliers)</b>	4600	3360	5310	
Urbain	1300	912	1814	
Rural	3300	2448	3496	
<b>Taux de pauvreté(%)</b>	26	13,1	19	17,5
Urbain	17,3	7,6	12	9,6
Rural	32,6	18	27,2	28,8
<b>Déciles de la dépense totale</b>				
10% des ménages les plus défavorisés	1,9	2,1	2,6	2,5
10% des ménages les plus aisés	30,5	29,2	28,8	29,7
<b>Ecart entre les deux déciles</b>	16,1	13,9	11,1	
Urbain	16,8	14,8	10,3	
Rural	12,3	10,2	8,3	

Source: Haut Commissariat au Plan

(1) y.c. frais de téléphone et frais des domestiques et équipements ménagers

(2) il s'agit du seuil de pauvreté relative,

(3) Source : ENNVN 2000/2001



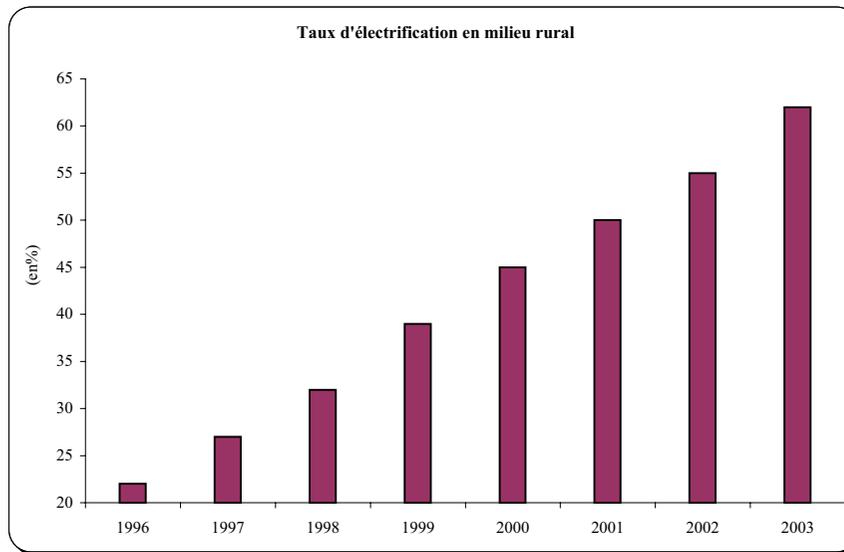
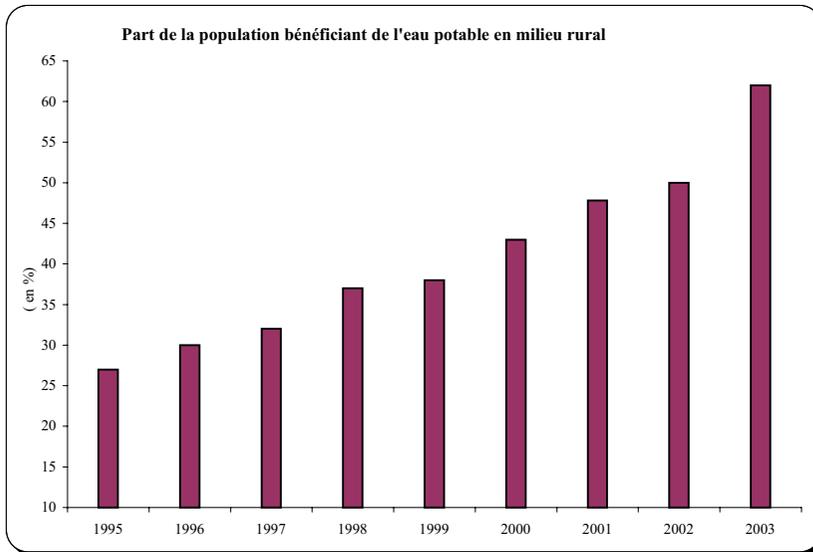
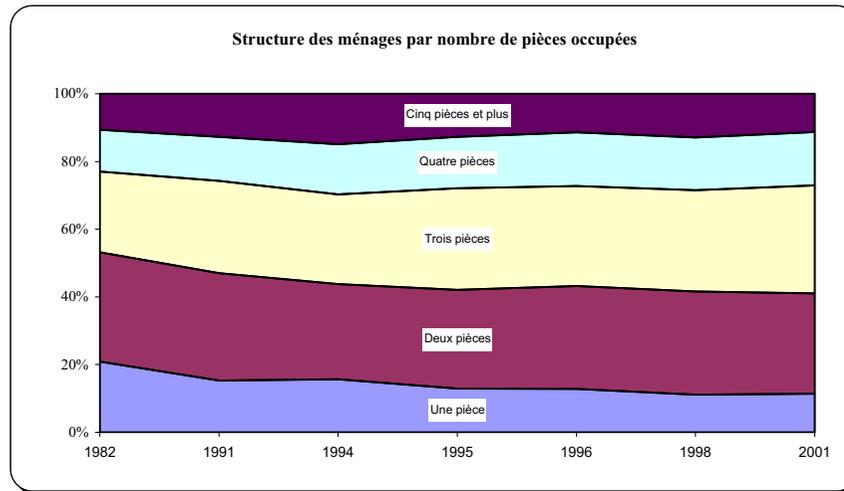
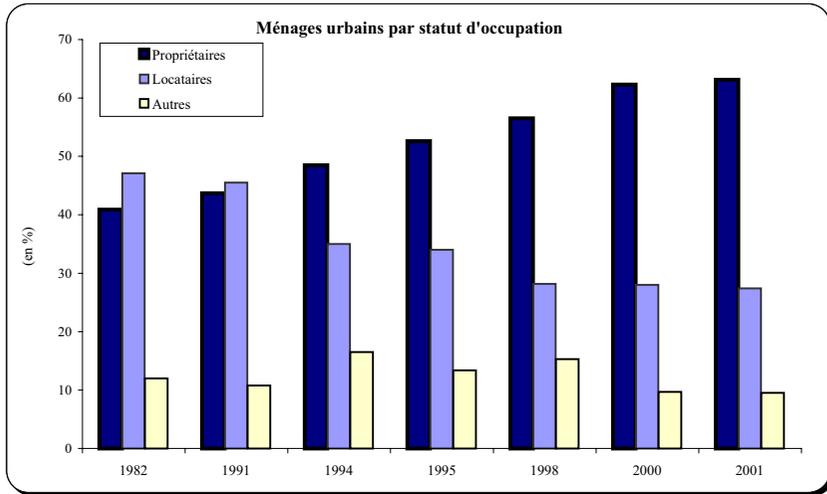
*habitat et Conditions d'habitation*

The logo consists of the text "habitat et Conditions d'habitation" in a stylized, italicized font. The word "habitat" is in a lighter yellow, while "et Conditions d'habitation" is in a darker brown. The text is set against a white background and has a shadow effect that makes it appear to be floating above a series of horizontal lines. The shadow is composed of multiple thin, parallel lines that fan out from the base of the text, creating a sense of depth and movement.

## Indicateurs sur l'habitat et les conditions d'habitation

	1982	1991	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>Structure des ménages selon le type de logement</b>												
<b>Urbain</b>												
Villa	3,6	-	3,6	4,8	4,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Maison marocaine	75,2	-	72,2	72,6	72,7	74,4	77	-	-	-	-	-
Habitat sommaire ou bidonville	7,6	-	9,2	5,4	5,1	6,1	9,9	-	-	-	-	-
Autres	0,6	-	2,9	4	4,1	2,9	0,8	-	-	-	-	-
<b>Rural</b>												
Villa	-	-	0,2	-	0,1	0,6	0,1	-	-	-	-	-
Maison marocaine	-	-	12,3	-	6,6	13,4	-	-	-	-	-	-
Habitation de type rural	-	-	6,1	-	2,3	84,9	94,9	-	-	-	-	-
Autres	-	-	80,6	-	90,3	1,1	5,0	-	-	-	-	-
<b>Structure des ménages urbains selon le statut d'occupation (%)</b>												
Propriétaires	40,9	43,7	48,5	52,6	55,0	-	56,5	-	62,3	63,1	-	-
Locataires	47,1	45,5	35,0	34,0	31	-	28,2	-	28,0	27,4	-	-
Autres	12,0	10,8	16,5	13,4	14,0	-	15,3	-	9,7	9,5	-	-
<b>Structure des ménages selon le nombre de pièces occupées (%)</b>												
Une pièce	20,9	15,3	15,7	12,9	12,8	-	11,1	-	-	11,4	-	-
Deux pièces	32,3	31,7	28	29,2	30,4	-	30,5	-	-	29,6	-	-
Trois pièces	23,8	27,3	26,5	30	29,5	-	29,9	-	-	31,9	-	-
Quatre pièces	12,4	13	14,8	15,2	15,9	-	15,6	-	-	15,8	-	-
Cinq pièces et plus	10,6	12,7	14,9	12,7	11,4	-	12,9	-	-	11,3	-	-
<b>Nombre moyen de pièces par ménage</b>												
Urbain	2,6	2,8	2,8	2,9	2,9	3,0	2,9	-	-	2,9	-	-
Rural	2,8	3,1	3,1	3,1	3,1	3,2	3,1	-	-	3,1	-	-
National	2,7	2,9	3,0	3,0	3,0	3,1	3,0	-	-	3,0	-	-
<b>Taux d'approvisionnement de la population en eau potable (1)(%)</b>												
Urbain	-	76,0	-	78,1	77,7	-	80,3	-	81,7	94,4	-	-
Rural	-	6,3	-	4,0	3,8	-	5,5	-	7,8	19,8	-	-
National	-	41,9	-	46,1	45,3	-	47,1	-	53,0	66,0	-	-
<b>Taux d'accès de la population à l'électricité (PERG) (%)</b>												
Urbain	-	88,7	-	84,4	84,4	89,3	86,1	-	91,3	92,2	-	-
Rural	-	11,9	-	13,6	13,9	18,5	15,6	-	25,8	30,1	-	-
National	-	51,1	-	53,7	53,5	59,5	55,9	-	65,9	68,5	-	-
<b>Taux d'électrification rurale</b>	-	-	-	-	22,0	27,0	32,0	39,0	45,0	50,0	55,0	62,0
<b>Part de la population rurale bénéficiant de l'eau potable (PAGER) (%)</b>	-	-	14,0	27,0	30,0	32,0	37,0	38,0	43,0	47,8	50,0	62,0
<b>Taux de réalisation des routes rurales (PNRR) (%)</b>	-	-	-	11,0	14,0	24,0	27,0	39,0	44,0	52,0	58,9	-

Source: Haut Commissariat au Plan, ONE, ONEP



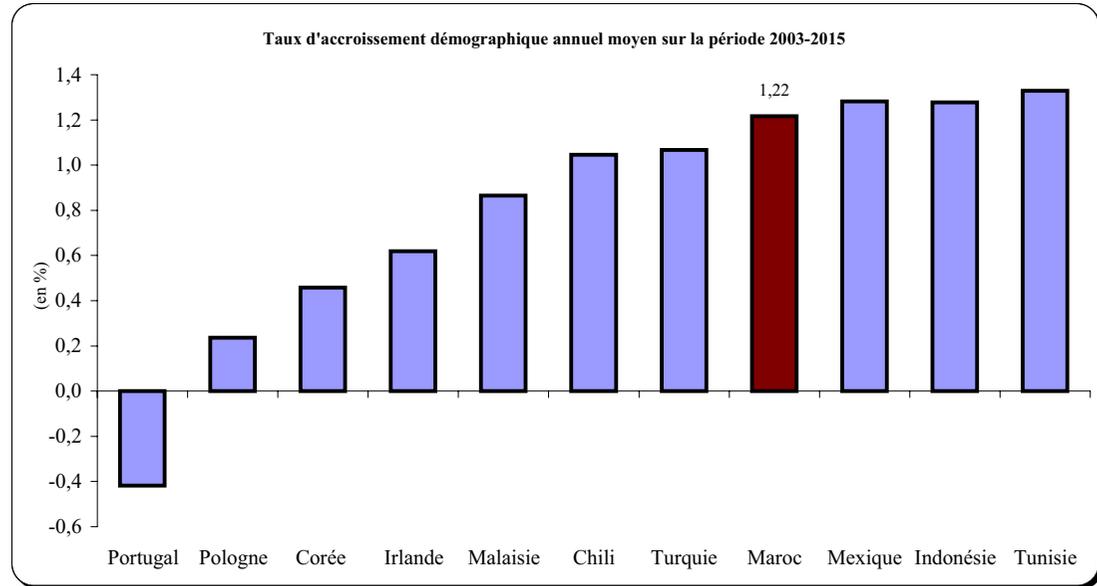
*Comparaisons internationales*

The text "Comparaisons internationales" is rendered in a stylized, cursive font. The letters are filled with a gradient that transitions from a bright yellow on the left to a dark brown on the right. Below the main text, there is a shadow effect consisting of multiple, slightly offset and semi-transparent copies of the text, creating a sense of depth and movement. The overall style is dynamic and artistic.

Evolution du taux moyen d'accroissement démographique

	2003-2015
Portugal	-0,42
Pologne	0,24
Corée	0,46
Irlande	0,62
Malaisie	0,86
Chili	1,05
Turquie	1,07
<b>Maroc</b>	<b>1,22</b>
Mexique	1,28
Indonésie	1,28
Tunisie	1,33

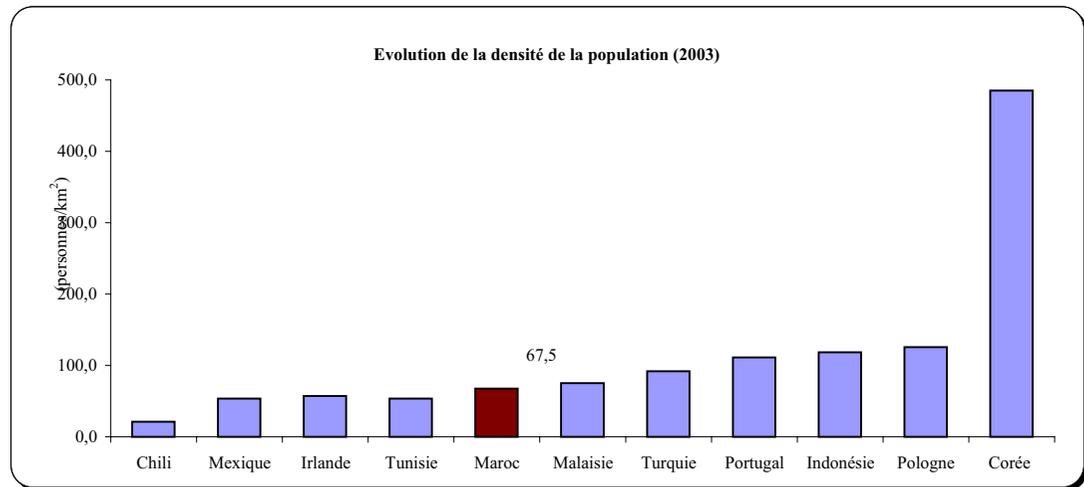
Source: World development indicators 2004 (Banque Mondiale)



Evolution de la densité de la population (personnes/km<sup>2</sup>)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Chili	19,5	19,8	20,1	20,3	20,6	20,8	21,1
Mexique	49,2	49,9	50,6	51,3	52,1	52,9	53,6
Irlande	53,3	53,9	54,5	55,1	55,6	56,3	57,3
Tunisie	49,2	49,9	50,6	51,3	52,1	52,9	53,6
<b>Maroc</b>	<b>61,2</b>	<b>62,2</b>	<b>63,3</b>	<b>64,3</b>	<b>65,4</b>	<b>66,4</b>	<b>67,5</b>
Malaisie	66,0	67,5	69,1	70,8	72,4	74,0	75,4
Turquie	81,2	82,4	83,6	87,6	89,0	90,5	91,9
Portugal	108,7	108,9	109,2	109,4	109,6	109,7	111,4
Indonésie	109,4	110,9	112,4	113,9	115,4	116,9	118,4
Pologne	127,0	127,0	127,0	127,0	126,9	126,9	125,5
Corée	465,5	468,8	472,2	476,1	479,5	482,5	485,3

Source: World development indicators 2004 (Banque Mondiale)

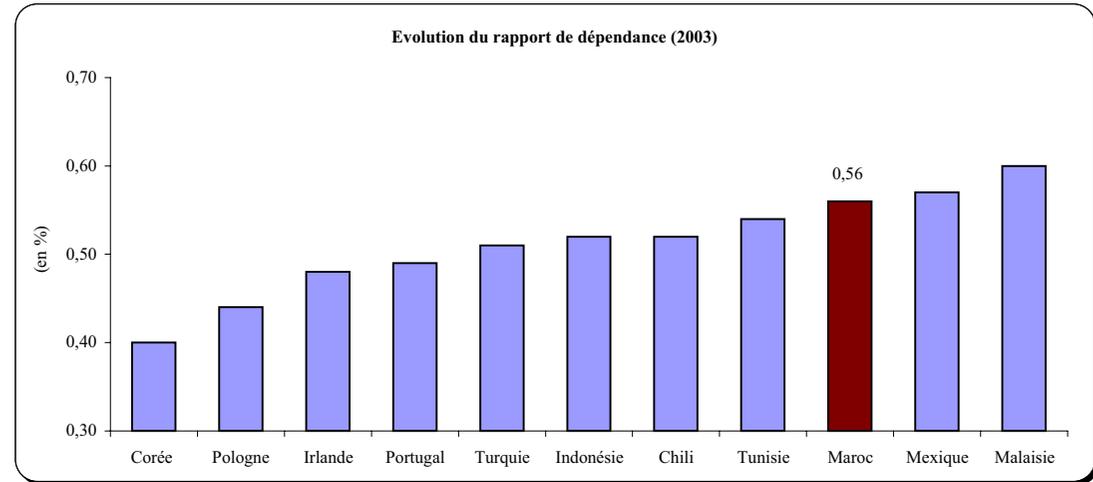


Evolution du rapport de dépendance <sup>(1)</sup>

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Corée	0,40	0,40	0,40	0,39	0,40	0,40	0,40
Pologne	0,49	0,48	0,47	0,46	0,45	0,45	0,44
Irlande	0,53	0,51	0,50	0,49	0,48	0,48	0,48
Portugal	0,51	0,50	0,50	0,50	0,49	0,49	0,49
Turquie	0,55	0,54	0,53	0,52	0,52	0,51	0,51
Indonésie	0,58	0,57	0,55	0,54	0,54	0,53	0,52
Chili	0,56	0,55	0,55	0,55	0,54	0,53	0,52
Tunisie	0,62	0,61	0,59	0,58	0,57	0,56	0,54
<b>Maroc</b>	<b>0,62</b>	<b>0,61</b>	<b>0,60</b>	<b>0,58</b>	<b>0,58</b>	<b>0,57</b>	<b>0,56</b>
Mexique	0,64	0,63	0,62	0,61	0,59	0,58	0,57
Malaisie	0,64	0,63	0,62	0,62	0,61	0,60	0,60

Source: World development indicators 2004 ( Banque Mondiale)

(1) : c'est le rapport entre les individus d'âge inactif (défini par les classes d'âge 0-15 ans et 60 ans et plus) et les individus d'âge actif ( 15 à 59 ans).

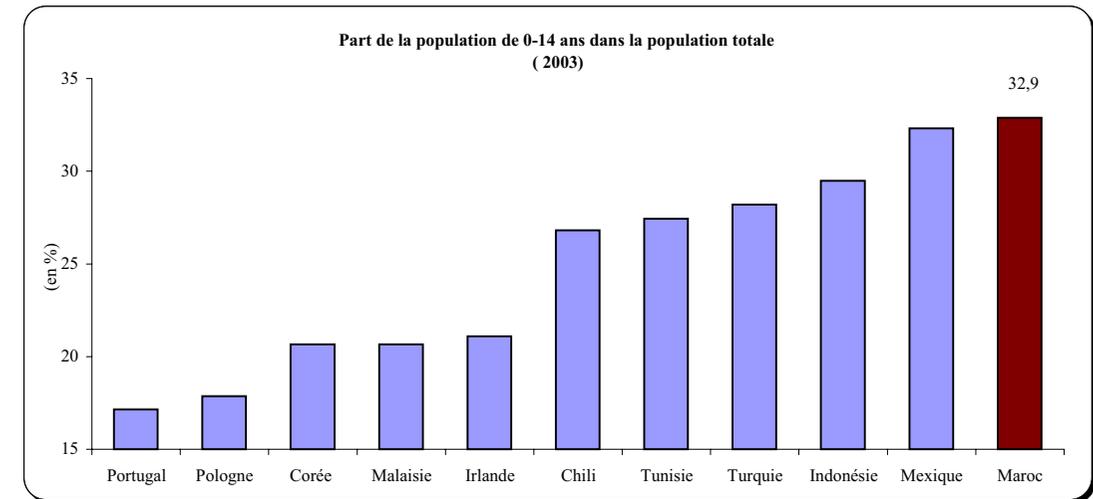


Part de la population de 0-14 ans dans la population totale

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2015(p)
Portugal	17,4	17,3	17,2	17,2	17,2	17,2	15,3
Pologne	20,6	20,0	19,3	18,7	18,2	17,9	14,6
Corée	22,2	21,9	21,5	21,2	20,9	20,7	17,2
Malaisie	22,2	21,9	21,5	21,2	20,9	20,7	26,7
Irlande	22,8	22,3	21,7	21,5	21,2	21,1	21,8
Chili	28,7	28,5	28,3	27,8	27,3	26,8	23,7
Tunisie	31,3	30,5	29,7	28,9	28,2	27,4	24,8
Turquie	29,9	29,2	28,5	28,4	28,3	28,2	24,1
Indonésie	31,6	31,1	30,6	30,2	29,8	29,5	24,7
Mexique	34,7	34,4	34,2	33,5	32,9	32,3	26,3
<b>Maroc</b>	<b>35,6</b>	<b>35,1</b>	<b>34,7</b>	<b>34,1</b>	<b>33,5</b>	<b>32,9</b>	<b>28,1</b>

Source: World development indicators 2004 ( Banque Mondiale)

(p) Rapport de développement humain 2002

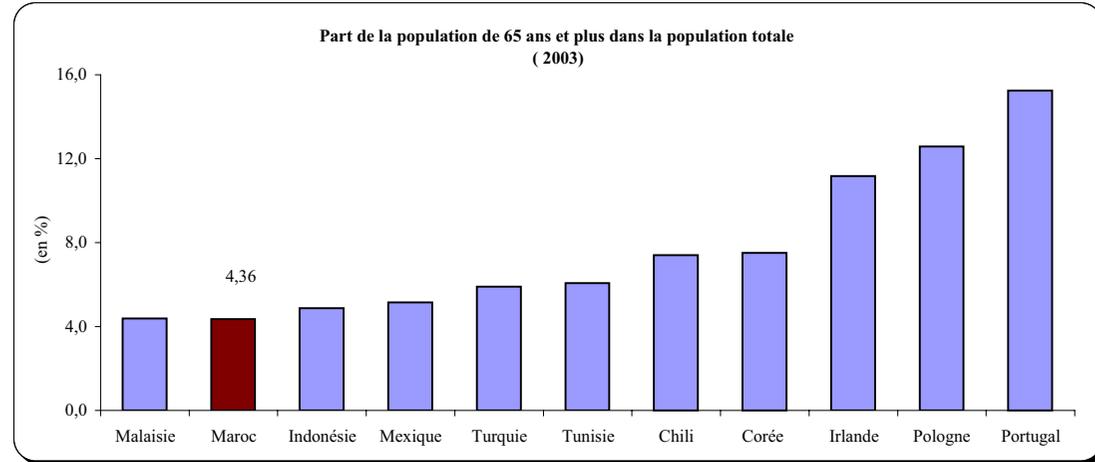


**Part de la population de 65 ans et plus dans la population totale**

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2015(p)
Malaisie	4,0	4,1	4,1	4,2	4,3	4,4	6,4
<b>Maroc</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>	<b>5,3</b>
Indonésie	4,4	4,5	4,5	4,7	4,8	4,9	6,3
Mexique	4,7	4,8	5,0	5,0	5,1	5,2	6,8
Turquie	5,4	5,6	5,7	5,8	5,9	5,9	7,2
Tunisie	5,7	5,8	5,9	5,9	6,0	6,1	6,1
Chili	6,9	7,0	7,1	7,2	7,3	7,4	9,7
Corée	6,3	6,5	6,7	7,0	7,2	7,5	10,6
Irlande	11,3	11,2	11,2	11,2	11,1	11,2	13,6
Pologne	11,7	11,9	12,1	12,2	12,5	12,6	14,3
Portugal	14,9	15,0	15,2	15,2	15,2	15,3	18,2

Source: World development indicators 2004 (Banque Mondiale)

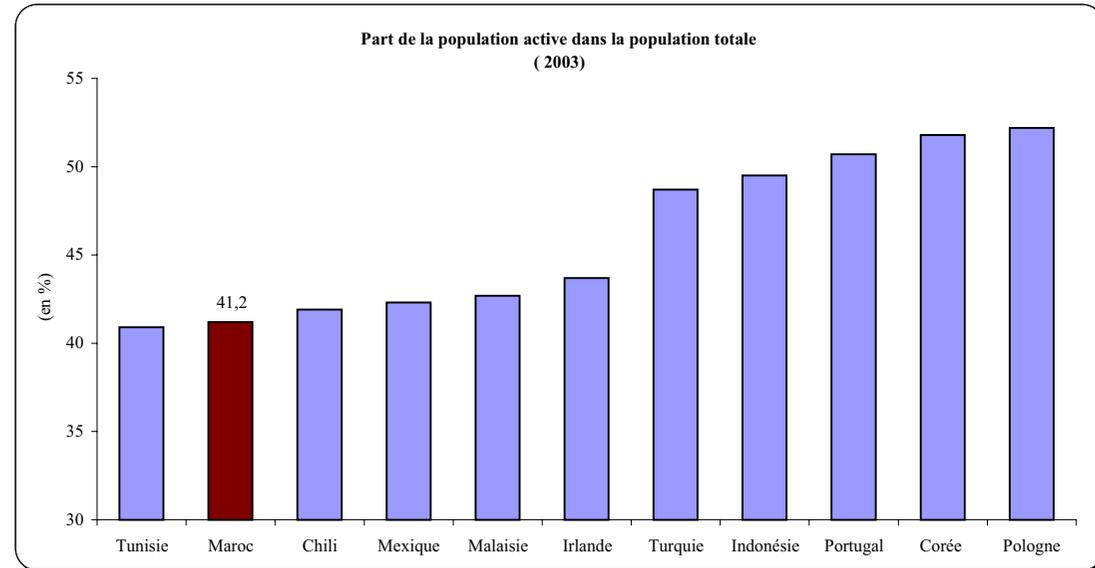
(p) Rapport de développement humain 2002



**part de la population active dans la population totale**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Tunisie	38,2	38,7	39,1	39,6	40,0	40,4	40,9
<b>Maroc</b>	<b>39,1</b>	<b>39,3</b>	<b>39,7</b>	<b>40,0</b>	<b>40,3</b>	<b>40,7</b>	<b>41,2</b>
Chili	40,1	40,4	40,6	40,9	41,2	41,5	41,9
Mexique	40,0	40,4	40,8	41,2	41,6	41,9	42,3
Malaisie	40,4	40,7	41,1	41,3	41,8	42,3	42,7
Irlande	40,9	41,4	42,0	42,5	42,8	42,7	43,7
Turquie	46,6	47,1	47,6	47,9	48,2	46,7	48,7
Indonésie	46,7	47,5	47,9	48,5	48,8	49,1	49,5
Portugal	50,3	50,5	50,6	50,8	49,9	49,4	50,7
Corée	49,8	50,1	50,7	51,0	51,4	51,6	51,8
Pologne	50,4	50,8	51,1	51,4	51,4	51,5	52,2

Source: World development indicators 2004 (Banque Mondiale)

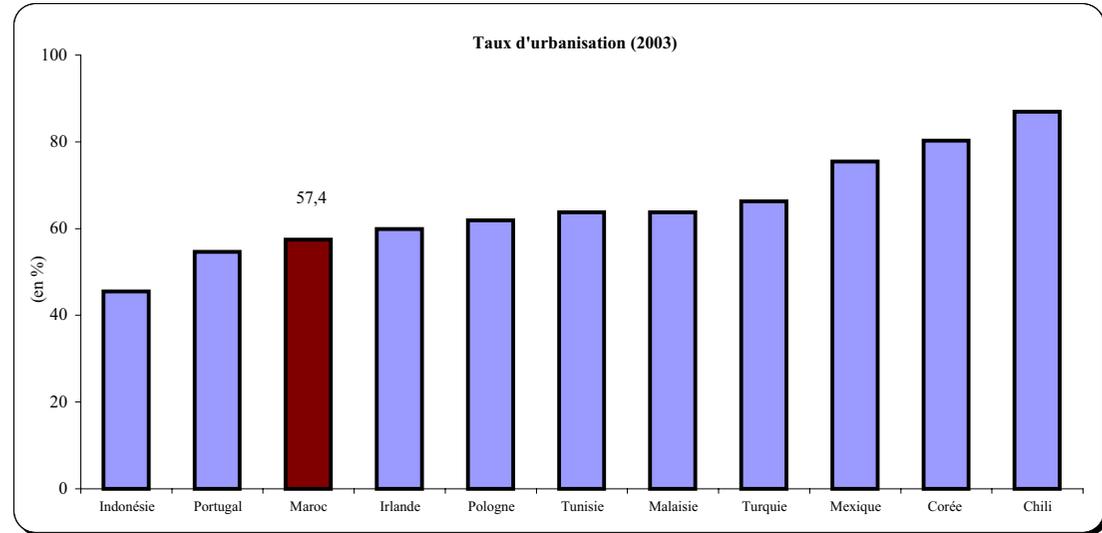


Taux d'urbanisation (%)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2015(p)
Indonésie	39,4	40,7	42,0	43,2	44,4	45,5	52,4
Portugal	52,0	52,5	53,0	53,6	54,1	54,6	46,6
<b>Maroc</b>	<b>54,1</b>	<b>54,8</b>	<b>55,5</b>	<b>56,1</b>	<b>56,8</b>	<b>57,4</b>	<b>64,3</b>
Irlande	58,7	58,9	59,2	59,4	59,6	59,9	63,9
Pologne	61,5	61,6	61,7	61,7	61,8	61,9	71,4
Tunisie	62,2	62,5	62,8	63,1	63,4	63,7	73,5
Malaisie	59,3	60,6	61,8	62,4	63,1	63,8	66,2
Turquie	63,7	64,2	64,7	65,3	65,8	66,3	84,5
Mexique	74,2	74,4	74,7	75,0	75,2	75,5	77,9
Corée	79,1	79,3	79,6	79,9	80,1	80,3	88,2
Chili	85,3	85,6	86,0	86,3	86,6	87,0	86,9

Source: World development indicators 2004 ( Banque Mondiale)

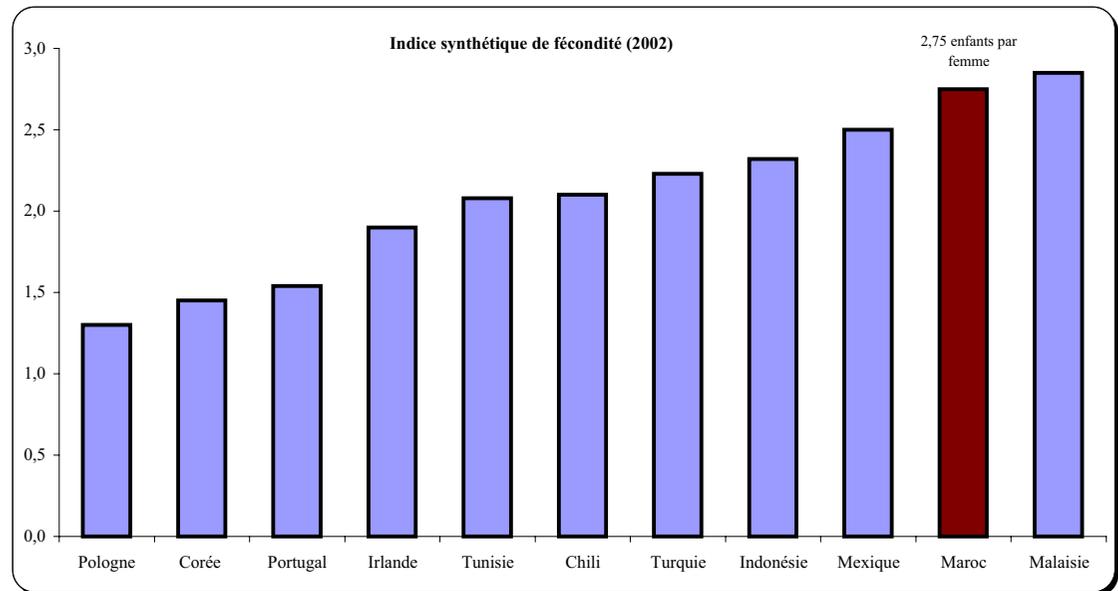
(p) Rapport de développement humain 2002



Indice synthétique de fécondité

	1995-2000	2001	2002
Pologne	1,5	1,29	1,30
Corée	1,5	1,43	1,45
Portugal	1,5	1,51	1,54
Irlande	1,9	1,89	1,90
Tunisie	2,3	2,08	2,08
Chili	2,4	2,10	2,10
Turquie	2,7	2,36	2,23
Indonésie	2,6	2,49	2,32
Mexique	2,8	2,50	2,50
<b>Maroc</b>	<b>3,4</b>	<b>2,89</b>	<b>2,75</b>
Malaisie	3,4	3,01	2,85

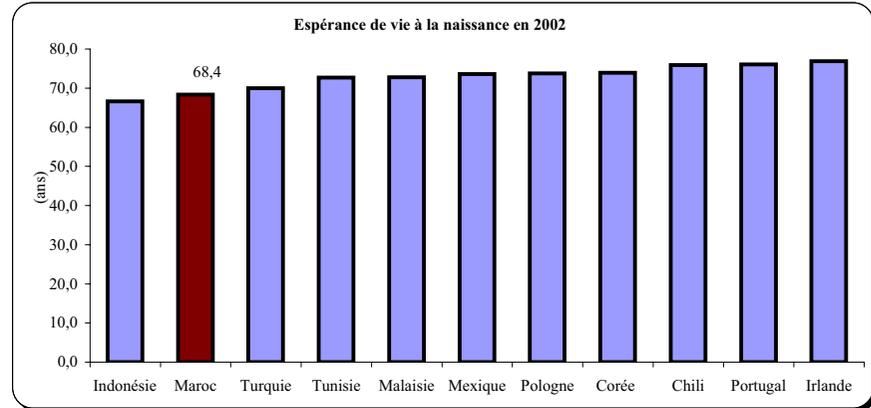
Source: World development indicators 2004 ( Banque Mondiale)



Evolution de l'espérance de vie à la naissance

	1975	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Indonésie	49,3	64,0	65,1	65,8	66,2	66,3	66,7
<b>Maroc</b>	<b>52,9</b>	<b>65,7</b>	<b>66,6</b>	<b>67,2</b>	<b>67,6</b>	<b>68,0</b>	<b>68,4</b>
Turquie	57,9	68,5	69,0	69,5	69,6	69,8	69,9
Tunisie	55,6	68,7	69,5	69,9	70,2	72,4	72,7
Malaisie	63,0	71,4	72,0	72,2	72,5	72,7	72,8
Mexique	62,4	72,1	72,2	72,4	73,2	73,4	73,6
Pologne	70,5	-	72,5	73,1	73,3	73,5	73,8
Corée	62,6	71,7	72,4	0,0	73,3	73,6	73,9
Chili	63,4	75,1	74,9	75,2	75,3	75,8	75,9
Portugal	68,0	74,8	75,3	75,5	75,7	75,8	76,0
Irlande	71,3	76,4	76,4	76,4	76,6	76,6	76,9

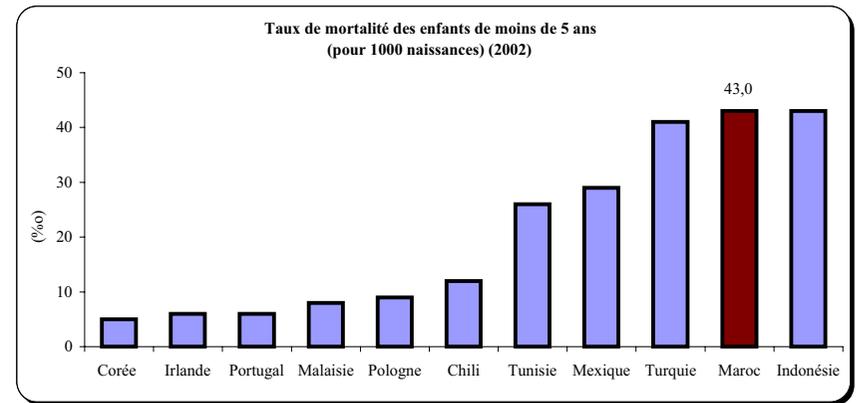
Source: World development indicators 2004 ( Banque Mondiale)



Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans  
( pour 1000 naissances vivantes)

	1970	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Corée	54,0	6,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Irlande	26,0	7,0	7,0	7,0	6,8	6,0	6,0
Portugal	62,0	8,0	9,0	6,0	6,0	6,0	6,0
Malaisie	63,0	11,0	10,0	9,0	9,0	8,0	8,0
Pologne	36,0	11,9	11,1	-	10,7	9,0	9,0
Chili	96,0	13,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0
Tunisie	201,0	33,0	32,0	30,0	29,0	27,0	26,0
Mexique	110,0	35,0	34,0	33,0	30,0	29,0	29,0
Turquie	201,0	45,0	42,0	48,0	45,0	43,0	41,0
<b>Maroc</b>	<b>187,0</b>	<b>72,0</b>	<b>70,0</b>	<b>53,0</b>	<b>46,0</b>	<b>44,0</b>	<b>43,0</b>
Indonésie	172,0	68,0	56,0	52,0	48,0	45,0	43,0

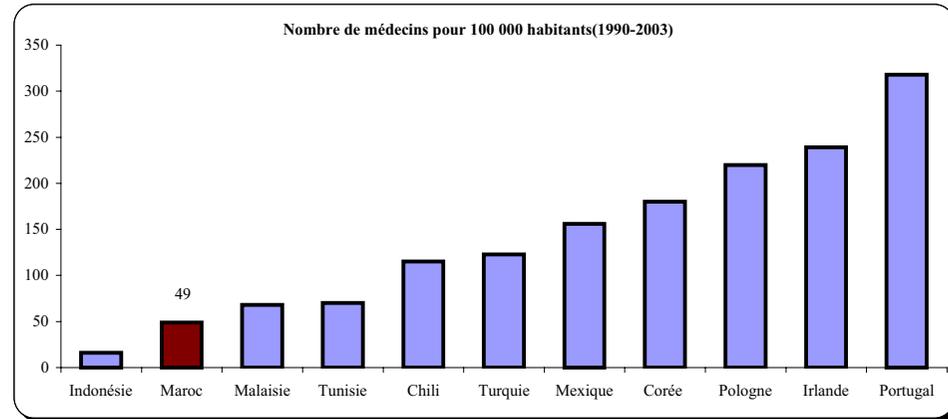
Source: World development indicators 2004 ( Banque Mondiale)



Nombre de médecins (pour 100 000 habitants)

	1990-2003
Indonésie	16
<b>Maroc</b>	<b>49</b>
Malaisie	68
Tunisie	70
Chili	115
Turquie	123
Mexique	156
Corée	180
Pologne	220
Irlande	239
Portugal	318

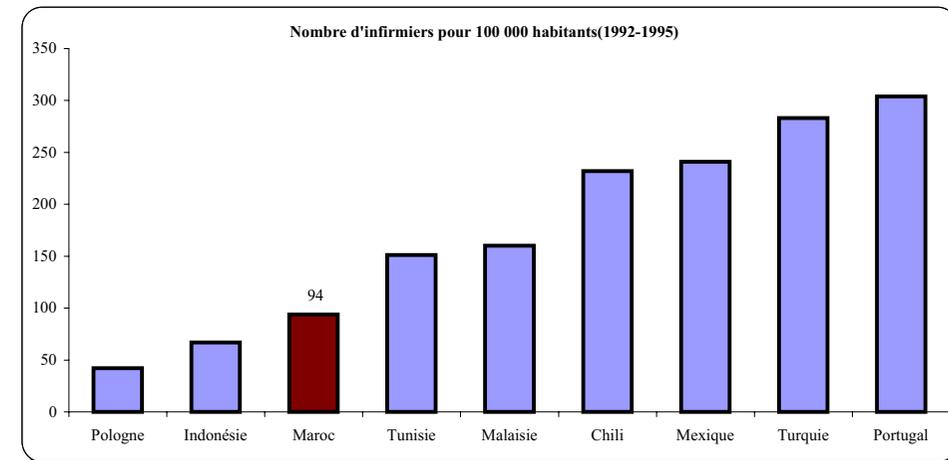
Source: Rapport de développement humain 2004



Nombre d'infirmiers (pour 100 000 habitants)

	1992-1995
Pologne	42
Indonésie	67
<b>Maroc</b>	<b>94</b>
Tunisie	151
Malaisie	160
Chili	232
Mexique	241
Turquie	283
Portugal	304

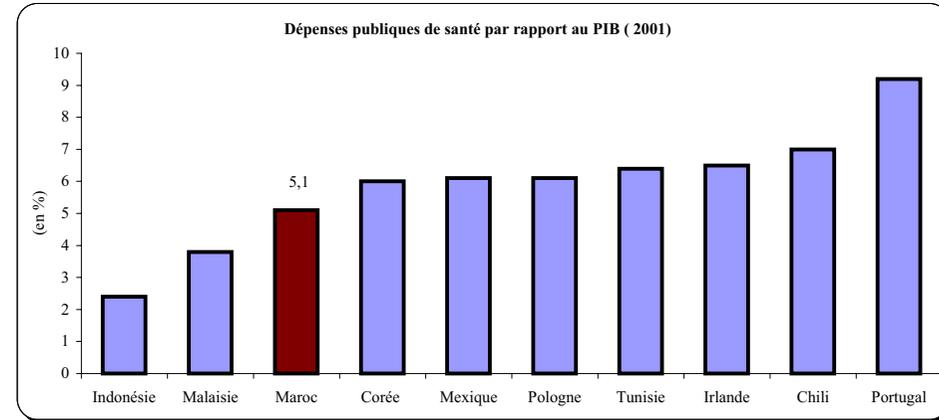
Source: Rapport de développement humain 2002



## Evolution des dépenses publiques de santé (en % du PIB)

	1997	1998	1999	2000	2001
Indonésie	2,40	2,50	2,60	2,70	2,40
Malaisie	2,80	3,00	3,10	3,30	3,80
<b>Maroc</b>	<b>4,30</b>	<b>4,40</b>	<b>4,40</b>	<b>4,70</b>	<b>5,10</b>
Corée	5,00	5,10	5,60	5,90	6,00
Mexique	6,10	6,40	6,20	5,80	6,10
Pologne	6,10	6,40	6,20	5,80	6,10
Tunisie	6,40	6,30	6,30	6,20	6,40
Irlande	6,40	6,20	6,20	6,40	6,50
Chili	6,60	6,90	6,80	6,80	7,00
Portugal	<b>8,60</b>	<b>8,60</b>	<b>8,70</b>	<b>9,10</b>	<b>9,20</b>
Turquie	4,20	4,80	4,90	6,90	

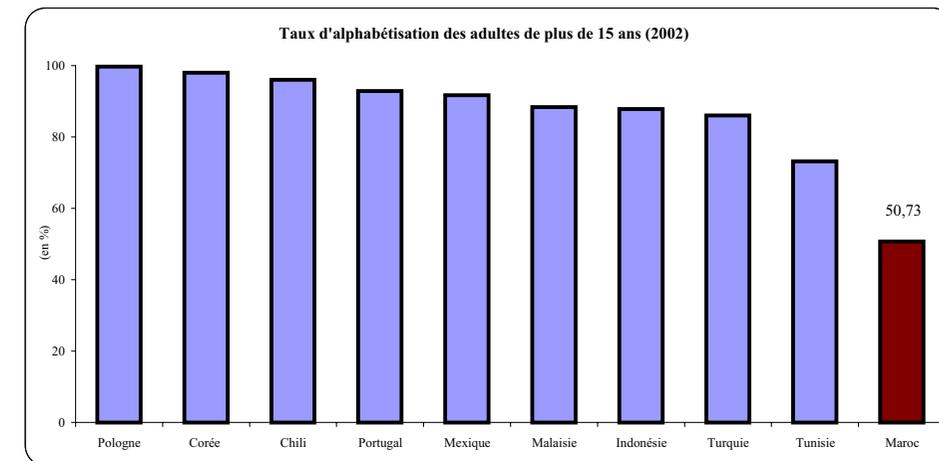
Source: World development indicators 2004 (Banque Mondiale)



## Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pologne	99,70	99,71	99,72	99,73	99,74	99,74
Corée	97,25	97,42	97,59	97,76	97,87	97,98
Chili	95,32	95,48	95,64	95,81	95,94	96,05
Portugal	90,89	91,32	91,77	92,22	92,59	92,90
Mexique	90,47	90,78	91,10	91,41	91,68	91,71
Malaisie	85,60	86,23	86,84	87,45	87,94	88,36
Indonésie	84,91	85,56	86,21	86,86	87,39	87,87
Turquie	83,21	83,84	84,46	85,07	85,56	86,00
Tunisie	67,16	68,47	69,75	71,02	72,13	73,17
<b>Maroc</b>	<b>45,97</b>	<b>46,95</b>	<b>47,92</b>	<b>48,87</b>	<b>49,81</b>	<b>50,73</b>

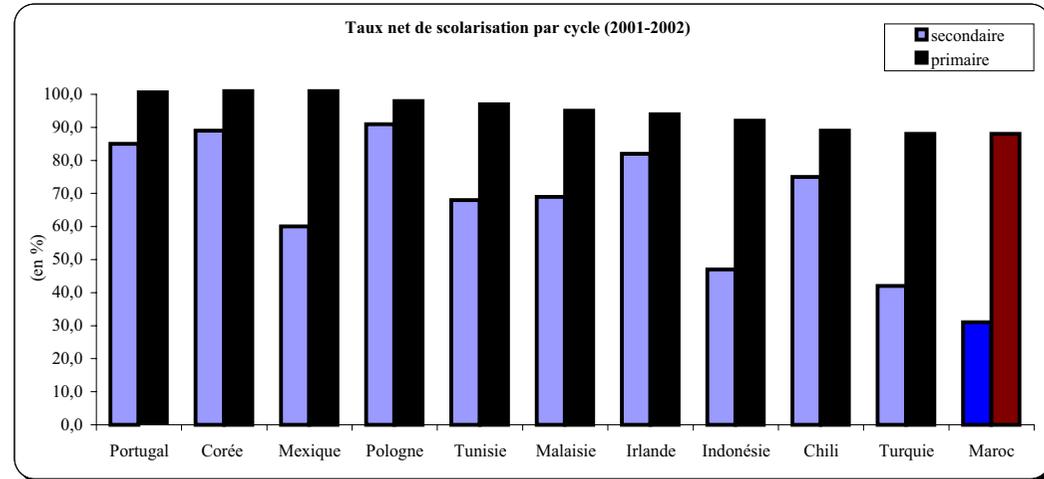
Source: World development indicators 2004 (Banque Mondiale)



Taux net de scolarisation par cycle

	2001-2002	
	Secondaire	Primaire
Portugal	85,0	102,0
Corée	89,0	101,0
Mexique	60,0	101,0
Pologne	91,0	98,0
Tunisie	68,0	97,0
Malaisie	69,0	95,0
Irlande	82,0	94,0
Indonésie	47,0	92,0
Chili	75,0	89,0
Turquie	42,0	88,0
<b>Maroc</b>	31,0	<b>88,0</b>

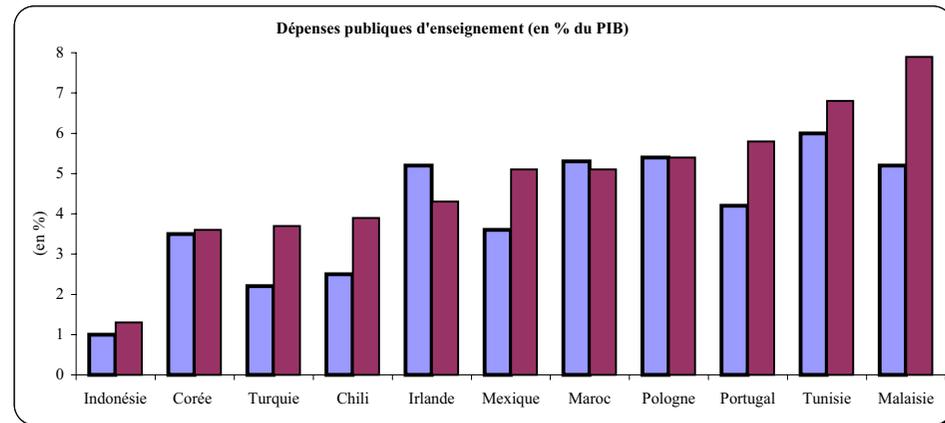
Source: Rapport de Développement Humain 2004



Dépenses publiques d'enseignement (en % du PIB)

	1990	1999-2001
Indonésie	1,0	1,3
Corée	3,5	3,6
Turquie	2,2	3,7
Chili	2,5	3,9
Irlande	5,2	4,3
Mexique	3,6	5,1
<b>Maroc</b>	<b>5,3</b>	<b>5,1</b>
Pologne	5,4	5,4
Portugal	4,2	5,8
Tunisie	6,0	6,8
Malaisie	5,2	7,9

Source: Rapport de Développement Humain 2004



## Rang mondial selon l'indicateur de développement humain (IDH)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Irlande	17	20	18	18	18	12	10
Portugal	33	28	28	28	28	23	26
Corée	30	30	31	27	27	30	28
Pologne	52	44	44	38	37	35	37
Chili	31	34	38	39	38	43	43
Mexique	49	50	55	51	54	55	53
Malaisie	60	56	61	56	59	58	59
Tunisie	83	102	101	89	97	91	92
Turquie	69	86	85	82	85	96	88
Indonésie	96	105	109	102	110	112	111
<b>Maroc</b>	<b>125</b>	<b>126</b>	<b>124</b>	<b>112</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>125</b>

Source: Rapport de Développement Humain 2004

